REVUE

DES

DEUX MONDES

[QUATRIÈME SÉRIE

IMPRIMERIE DE H. FOURNIER ET C[IE],
RUE DE SEINE, 14 BIS.

REVUE

DES

DEUX MONDES

TOME VINGTIÈME

QUATRIÈME SÉRIE

PARIS

AU BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES

RUE DES BEAUX-ARTS, 10

—

1839

HOMMES ILLUSTRES

DE LA RENAISSANCE.

III.

MÉLANCTHON.

I. — JEAN REUCHLIN ET MÉLANCTHON.

En l'an 1508, l'école de Pforzheim (1), alors citée parmi les meilleures de l'Allemagne rhénane, comptait au nombre de ses écoliers deux frères, George et Philippe Schwartzerd, lesquels y vivaient en pension avec Jean leur oncle, presque aussi jeune qu'eux, chez une sœur du célèbre Reuchlin. L'aîné des deux frères, Philippe, à peine âgé de douze ans, montrait une rare aptitude à tous les exercices de l'esprit. Il était déjà très versé dans la grammaire et les élémens du latin. Son premier maître, Jean Hungarus, les lui avait inculqués avec un soin particulier, aidant ses bonnes dispositions par un moyen fort innocent alors, qui était de le battre toutes les fois qu'il faisait une faute de construction en expliquant des vers de Virgile. Hungarus d'ailleurs, de l'aveu de son élève, administrait ces corrections

(1) Petite ville du duché de Bade.

avec une modération convenable. Il n'en aimait pas moins comme un fils le jeune Philippe, qui l'honorait lui-même comme un père, et qui toute sa vie lui fut reconnaissant de lui avoir appris le latin, même à ce prix.

Aux heures de récréation, Philippe, au lieu de jouer, cherchait avec qui s'entretenir des travaux et des leçons du jour. Venait-il à Pforzheim des écoliers du dehors, comme c'était alors la coutume, Philippe les examinait, tâchait de les pénétrer, s'attachant surtout aux plus âgés que lui, et, pour peu qu'il les y trouvât disposés, les provoquant à des disputes sur les matières de leurs études. Il montrait dans ces disputes un esprit vif et heureux, une conception surprenante, beaucoup de docilité, et toutefois une grande facilité à s'emporter, d'où l'on pouvait prévoir que cet enfant, devenu homme, serait plus sensible aux difficultés qui lui viendraient des esprits qu'à celles que lui susciteraient les passions des hommes.

Reuchlin, alors en grand crédit à la cour d'Ulrich, duc de Wittemberg, faisait souvent de petits voyages à Pforzheim, sa ville natale. Il y employait son loisir à interroger les trois pensionnaires de sa sœur sur ce qu'on leur avait enseigné à l'école. Les réponses de Philippe étaient de beaucoup les meilleures, soit pour la solidité du fonds, soit pour la manière qui en était charmante. Aussi Reuchlin prit-il cet enfant en grande affection. Il lui faisait de petits présens appropriés à ses études, et de grand prix alors, car c'étaient des livres. Les biographes ont noté, entre autres, le lexique grec-latin dont Reuchlin était l'auteur. C'était le premier qui eût paru en Allemagne. Aidé de ce lexique, Philippe fit de rapides progrès dans les deux langues. En peu de temps, non-seulement il put écrire en prose, mais il faisait aussi des vers, où Reuchlin admirait la facilité et la sûreté précoce de celui qu'il appelait son fils.

Ce fut pour le récompenser d'une pièce qu'il avait composée, que cet homme illustre, alors la lumière de l'Allemagne, le prenant sur ses genoux, mit sur la tête de cet enfant de douze ans le bonnet rouge qu'il avait reçu lui-même avec le titre de docteur. Philippe ne voulut pas être en reste avec son maître. Au voyage suivant, quel ne fut pas la surprise et le plaisir de Reuchlin de voir des acteurs improvisés, entre lesquels Philippe avait distribué les rôles, jouer une petite comédie qu'il avait composée et fait jouer lui-même à la cour de l'électeur palatin (1)?

(1) Probablement la pièce sur les *Sophismes du barreau*. Reuchlin s'était réfugié

Tout présageait que le nom de Philippe Schwarzerd serait célèbre. Reuchlin traduisit ce nom, selon la coutume de l'époque, dans la langue savante qui était alors la langue universelle. Schwarzerd signifie en allemand *terre noire*. Reuchlin y substitua un composé de deux mots grecs μελας χθων, et appela son élève du nom de Mélancthon, comme lui-même avait échangé le sien, qui veut dire *légère fumée*, contre celui de Capnion, qui a le même sens en grec (1).

Mélancthon était né à Bretten, dans le palatinat du Rhin, le 16 février 1497; les biographes ont marqué l'heure et la minute. « Il naquit, dit un annotateur de Camérarius (2), pour le bien de tous, à sept heures six minutes du soir. »

Son père, George Schwarzerd, était un armurier d'Heidelberg, fort habile principalement pour les armes de tournois. Les princes en faisaient cas, parce qu'il leur rendait la victoire moins périlleuse et plus facile. Camérarius en fait naïvement l'aveu. Il parle d'un combat singulier entre l'empereur Maximilien et un Italien qui s'était fait redouter. Grace à l'armure que lui avait fabriquée tout exprès George Schwarzerd, le très courageux héros, dit-il, eut si promptement l'avantage sur l'Italien, que celui-ci jeta ses armes, et, tombant à genoux, demanda pardon à l'empereur. Maximilien reconnaissant autorisa George Schwarzerd à porter pour armes de famille un lion assis sur un bouclier noir, la patte droite sur un marteau, la gauche sur une enclume.

Mélancthon passa deux ans à Pforzheim. Mais l'enseignement n'y suffisant plus à l'élève, sa mère l'envoya à Heidelberg, dont l'académie avait alors de la réputation. Il s'y fit d'abord assez distinguer pour qu'on le jugeât capable de faire une classe. A peine âgé de quatorze ans, il fut chargé de donner des leçons de style. Il reçut, le 4 juin 1512, le grade de bachelier, sous le rectorat du docteur Léonard Dietrich. Il voulut monter plus haut, et se présenta pour le grade de maître ès-arts; mais on le trouva trop jeune, et il fut refusé. Même chose devait arriver dans le siècle suivant à Leibnitz, que l'école de Leipsick trouva aussi trop jeune pour le bonnet de docteur.

Cet échec le dégoûta d'Heidelberg, outre des fièvres fréquentes

à la cour de l'électeur palatin, après la mort d'Ébérard, duc de Wirtemberg, dont le successeur, Ulrich, venait d'être dépossédé de ses états. Ayant été parmi les conseillers d'Ébérard et étant partisan d'Ulrich, Reuchlin avait été menacé de la prison par un certain moine augustin, ministre et complice de l'usurpateur.

(1) Camerarius, *Vita Philippi Melancthonis*, chap. II.

(2) Le principal biographe de Mélanchton.

qu'il attribuait à l'insalubrité de la ville. Il la quitta donc pour Tubingue, dans le Wirtemberg, où il arriva le 17 septembre 1512, Jean Schemern étant recteur de l'académie. Les facultés de théologie, de droit et de médecine, étaient florissantes. Mélancthon étudia tout ce qu'on y enseignait. Les théologiens, les jurisconsultes, les médecins, eurent en lui un auditeur qui sut distinguer le vrai et le faux de leur science, et un écolier qui parla bientôt de la matière de ses études plus pertinemment que ses maîtres. Dans le même temps qu'il recevait le grade de maître de philosophie, le premier sur onze candidats, il expliquait publiquement Virgile, Cicéron, Tite-Live, Térence, qu'on croyait un auteur en prose, et dont les premiers exemplaires avaient été imprimés sous cette forme (1). Il en rétablissait la métrique et en interprétait le sens et les beautés avec une sûreté de goût qui n'était ni de son temps, ni de son pays. On le voit tout à la fois composer des livres élémentaires, diriger une imprimerie, lire en public des discours et des déclamations à la manière des Latins de l'époque de Sénèque et de Quintilien, sauf que le goût en était meilleur et le but plus pratique.

Reuchlin avait alors avec les moines de Cologne une querelle qui fit grand bruit, et où le jeune Mélancthon se trouva mêlé. Voici l'origine de cette querelle. Il y avait à Cologne un Juif apostat fort lié avec Hoocstrate, l'inquisiteur, et avec ses amis. Il leur dit qu'il a trouvé un moyen excellent de tirer des Juifs une grosse somme, sans difficultés et sous d'honnêtes prétextes. Il s'agit d'obtenir de l'empereur un édit qui oblige les Juifs à remettre tous leurs livres entre les mains du sénat de chaque ville, afin que tout ce qui n'est pas la Bible soit brûlé par les inquisiteurs. On espérait que les Juifs rachèteraient leurs livres, et c'était le prix de ce rachat que le Juif et l'inquisiteur comptaient se partager. L'édit est rendu; tous les livres sont apportés à Francfort. Mais les Juifs avaient des amis auprès de l'empereur; ils obtiennent que leurs livres seront soumis à l'examen de docteurs hébraïsans. Reuchlin, depuis long-temps le premier dans cette science, reçoit l'ordre de donner son avis. Caché dans son petit jardin de Stuttgard, où il achevait dans l'étude sa vie laborieuse et brillante, il ignorait l'intrigue du Juif de Cologne. Il se contente de noter, parmi les livres de religion, ceux qui attaquent le Christ, et sauve tous les autres, particulièrement ceux de grammaire et de médecine. L'empereur adopte son avis, les livres sont restitués aux

(1) *Éloge funèbre de Mélanchton*, par Heerbrand de Tubingue.

Juifs, et l'inquisiteur et son complice s'en vont, selon l'expression d'un écrivain du temps, le bec ouvert, comme le corbeau de la fable (1).

Hoocstate furieux accusa d'hérésie le rapport écrit de Reuchlin et le fit brûler. Reuchlin envoya sa défense à l'empereur et au pape, lequel commit l'évêque de Spire pour examiner l'affaire. L'évêque nomma des juges, qui se prononcèrent en faveur de Reuchlin. Les moines de Cologne, qui faisaient cause commune avec l'inquisiteur, ne se tinrent pas pour battus. Ils en appelèrent au pape; mais Reuchlin avait plus de défenseurs à Rome qu'en Allemagne. Pendant que le saint siége examinę de nouveau l'affaire, Érasme, Ulrich Hutten, écrivent pour Reuchlin. Les moines répondent du haut de la chaire par des excommunications, et font colporter des images injurieuses où figurent Reuchlin, Érasme et Hutten. L'affaire durait encore en 1517; mais la querelle des indulgences fit oublier celle des moines de Cologne.

Au fond, c'était la même; la réforme était au bout de toutes les questions. Le vieux catholicisme monacal, celui dont ne veut pas Bossuet lui-même, barrant alors toutes les voies de l'esprit humain, il fallait bien que toute curiosité, toute résistance, tout savoir, le rencontrât et l'attaquât. Tout était bon pour commencer la guerre, parce que tout menait devant l'ennemi. Une chicane de bibliographie ou de grammaire aurait, à défaut d'autres, soulevé l'immense question de la réforme; tous les hommes étant mûrs pour la traiter et la résoudre, il eût suffi du projet de cet autodafé simoniaque pour y amener l'Allemagne, si les scandales de la vente des indulgences ne l'eussent pas posée publiquement, et comme affichée à tous les carrefours et aux portes de tous les couvens.

Mélancthon aida Reuchlin dans sa querelle; il copiait les écrits que celui-ci composait pour sa défense, mais en copiste auquel on donne le droit d'ajouter ou de retrancher. Tantôt il allait à Stuttgard, où habitait Reuchlin; tantôt c'était le tour de Reuchlin de venir à Tubingue, où, après avoir parlé de l'affaire principale, il passait de douces heures à s'entretenir avec Mélancthon de leurs communes études. Quelquefois Mélancthon lui amenait de ses camarades; on visitait la bibliothèque, après quoi on allait jouer dans le jardin. Reuchlin, qui aimait la compagnie des jeunes gens, les traitait avec

(1) *Oratio de Joanne Capnione.* (*Orationes Melancthonis,* tom. III.)

son meilleur vin; lui-même, par sobriété, n'en buvait que de très faible.

Après six années de séjour, Mélancthon s'ennuya de Tubingue. Il avait hâte de quitter une académie où ses succès lui attiraient l'envie, et que les disputes des réalistes et des nominaux avaient partagée en deux camps ennemis. Lui-même avait été forcé d'y prendre parti; il penchait pour Aristote et les nominaux, mais avec une modération qui ne blessait pas les réalistes, même en les réfutant, et qui maintint entre les deux partis une sorte de concorde extérieure, fort à l'honneur de Mélancthon, si l'on considère que les querelles allaient ailleurs jusqu'aux coups. D'après les statuts académiques, son titre de maître ès-arts lui donnait une certaine part dans le gouvernement intérieur. Il en usa pour y entretenir une apparence de concorde; c'était la première fois qu'il s'essayait à ce rôle de médiateur, qu'il tâcha de soutenir toute sa vie au prix de tant d'agitations. Pour la première fois aussi, il put en reconnaître l'impuissance. On ne lui sut pas gré d'avoir mis tant de goût et de vrai savoir du côté de la modération, et d'en avoir rendu l'exemple si beau que la violence fût devenue impossible : tout ce que les combattans furent obligés, par pudeur, de retenir de dépit et d'acrimonie, fut tourné contre lui.

La hardiesse et la nouveauté de ses vues sur l'enseignement, son savoir ennemi des formules scolastiques, et pris tout entier aux sources, ne lui avaient fait guère moins d'ennemis. Aussi ne respirait-il plus à l'aise dans cette ville où tout était dispute et routine. « Je vivais, écrivait-il plus tard, dans une école où c'était un crime capital de s'entendre un peu mieux que les autres aux lettres. » Il suppliait Reuchlin de le tirer « de cette prison. »—« J'aimerais mieux, dit-il, vivre caché dans quelque caverne d'Héraclite, que d'être ici occupé à ne rien faire (1). » Il se mettait à la disposition de Reuchlin. « Où que tu m'envoies professer, lui dit-il, il y faut aller. C'est mon métier, encore que rien ne me soit moins précieux que cette vie publique, et que d'entendre plus long-temps bourdonner autour de mes muses le murmure populaire. » La perspective d'une carrière si laborieuse l'épouvantait. « Je désirerais, dit-il à Reuchlin, passer ma vie dans les loisirs littéraires et le silence sacré de la philosophie; mais, puisque la fortune ne me le permet pas encore, vivons comme nous pouvons, non comme nous voulons. Suivons l'applaudissement

(1) *Corpus reformatorum*, n° 15.

des hommes et ce jeu de hasard qu'on appelle la faveur du public. Un jour peut-être le loisir me sera plus doux après ce labeur (1). »

Il apprit bientôt par Reuchlin que l'électeur l'appelait à Wittemberg, et lui promettait bienveillance et protection. « Va, lui écrivait son maître en lui citant le texte des promesses faites à Abraham; sors de ton pays, de ta parenté, de la maison de ton père, et viens dans le pays que je te montrerai, et je te ferai la source d'une grande nation, et je te bénirai, et je rendrai grand ton nom. Voilà, ajoutait Reuchlin, ce que je présage qu'il t'arrivera, ô Philippe, mon ouvrage et ma consolation! » Il lui recommanda de hâter ses préparatifs, d'envoyer ses affaires par une voiture, et, après avoir été embrasser sa mère et la sœur de Reuchlin, d'accourir à Augsbourg, où était l'électeur, afin de ne pas partir sans lui. « Pour que tu juges, lui dit Reuchlin, à quel point tu es agréable aux personnes de la cour et aux chambellans du prince, je t'envoie une lettre de Spalatin qui est accoutumé d'aller dans la voiture ou d'être porté dans la litière du prince. » Et plus loin : « Hâte-toi, car les dispositions des princes sont changeantes. » Et faisant allusion aux jalousies dont il avait eu à souffrir à Tubingue : « Nul n'est prophète dans son pays (2). »

Mélancthon quitta Tubingue au commencement d'août 1581, peu regretté des professeurs, que son départ rendit à leurs habitudes. Un seul, Simler, de qui Mélancthon avait appris le grec, le plus habile de tous, et pour cette raison le plus désintéressé, se fit honneur en disant que ce départ était un malheur pour la ville de Tubingue, et qu'on n'y avait pas compris jusqu'où allait le savoir de celui que leur enlevait Wittemberg (3). »

Mélancthon alla saluer, à Augsbourg, l'électeur Frédéric et son conseiller Spalatin, et après quelque séjour à Nuremberg, où il fit en passant de nobles et solides amitiés, il se rendit à Leipsick. « Le 20 août, écrivait-il vingt-huit ans après, je vins pour la première fois à Leipsick, ignorant, jeune homme que j'étais, combien est douce la patrie. » Le collége académique de cette ville lui offrit un repas d'honneur. A chaque plat qui paraissait, un des professeurs se levait et adressait une harangue à Mélancthon. Celui-ci répondit aux deux premières; mais à la troisième, les convives étant nombreux, et les plats menaçant de se succéder long-temps : « Illustres hôtes,

(1) *Corpus reformatorum*, n° 15.
(2) *Ibid*, liv. I, n° 16.
(3) *Éloge funèbre de Mélanchton*, par Jac. Heerbrand.

dit Mélancthon, je vous supplie de permettre que je ne fasse qu'une seule réponse pour tous les discours que je vais entendre. Pris à l'improviste, je n'ai pu recueillir de quoi parler tant de fois. » Mélancthon, qui aimait à raconter ce trait, se félicitait d'avoir fait supprimer un usage ridicule. C'est par là surtout que l'anecdote est intéressante, car, en même temps qu'elle peint les mœurs des écoles de ce temps, elle fait voir dans Mélancthon l'homme ramenant toute chose au naturel, et la manière douce et insinuante dont il introduit les innovations.

Il arriva le mercredi 25 août 1518, à Wittemberg, à une heure de l'après-midi. Quatre jours après il fit un discours d'ouverture sur les réformes à opérer dans l'enseignement de la jeunesse. Voici ce que Luther en écrivit à Spalatin : « Philippe a prononcé, quatre jours après son arrivée, un discours très savant et très soigné, qui lui a valu tant de faveur et d'admiration, que vous n'avez plus à songer à quels titres nous le recommander (1). » L'électeur le chargea de l'enseignement du grec. Après quelques mois à peine, sa chaire était la première de toute l'Allemagne, et ses succès lui avaient valu le surnom de *Grec*. Il n'avait pas encore vingt-deux ans.

II. — FONDATION DE L'ACADÉMIE DE WITTEMBERG.

Mon objet, dans ces études, étant moins de faire l'histoire particulière d'un homme, que de reconnaître et de peindre le grand mouvement intellectuel qu'on appelle la renaissance, il n'est peut-être pas hors de propos de raconter comment fut fondée cette académie d'où sortirent les plus grands travaux de la renaissance et de la réforme.

Les académies ne furent instituées en Allemagne que dans les dernières années du xve siècle. Ce fut dans une diète tenue à Worms, en 1495, par l'empereur Maximilien, qu'il fut convenu entre les sept électeurs du saint empire, que chacun d'eux fonderait une académie dans ses états. Jusqu'alors la superstition et le règne des moines avaient étouffé toutes les lueurs qui venaient de l'Italie, cette première patrie de la renaissance. Le peu que l'Allemagne comptait de savans allaient chercher au loin et à grands frais les moyens d'étudier. Cette sorte de pélerinage avait remplacé le pélerinage à la Terre-Sainte.

L'électeur de Saxe, Frédéric III, le premier des septemvirs, à

(1) *Lettres de Luther.*

peine rentré dans ses états, en délibéra avec son principal conseiller, le docteur Martin Mellerstadt, qui l'avait accompagné dans un voyage en Palestine, et l'avait sauvé d'un grand péril. C'était un homme de beaucoup de savoir, et célèbre dans toute l'Allemagne en proportion de ce qu'il avait pris de peines et supporté de fatigues pour l'acquérir. Après avoir passé en revue toutes les villes des états de l'électeur qui pouvaient recevoir une académie, Mellerstadt nomma Wittemberg. L'électeur sourit. « — Wittemberg, dit-il, un village étroit, obscur, un amas de cabanes de boue, où l'on ne peut offrir l'hospitalité à personne ! vous n'y pensez pas. Il ne faudrait que quelques étrangers pour affamer une ville entourée, pour toutes plaines, de sables stériles et profonds. — Pourquoi, dit vivement Mellerstadt, vous défier de Dieu ? Vous devez à cette province cette marque de reconnaissance, que vos ancêtres en ayant tiré leur principal titre, il vous faut l'agrandir et l'élever. L'académie que vous fonderez à Wittemberg effacera toutes celles de l'Allemagne. — J'accepte le présage, dit l'électeur, et je prie Dieu qu'avec d'honnêtes conseils et de pieux efforts, l'évènement y réponde ! Que Wittemberg soit donc le siége de l'académie (1) ! »

On se mit aussitôt à l'œuvre. Frédéric fit bâtir une église dédiée à tous les saints, où il entassa des reliques recueillies et achetées à grands frais par toute l'Allemagne, afin qu'il n'y eût pas d'église qui ne cédât en richesses, sinon en grandeur, à celle de Wittemberg. Il fit construire aussi un couvent, outre celui des franciscains, rétablit l'évêché, et voulut que l'évêque fût à la fois le chef des études et de la religion ; il appela des professeurs, auxquels il donna pour premier recteur Mellerstadt, qu'il revêtit lui-même des insignes de la magistrature. Au bout de six mois, quatre cents jeunes gens étaient déjà inscrits sur les registres. L'électeur donna à l'académie un sceau où il était représenté lui-même avec la pourpre du roi des Romains, et l'épée que l'électeur de Saxe a seul le privilége de porter dans les diètes devant l'empereur. L'exergue portait ces mots : « Sous mes auspices, Wittemberg a commencé d'enseigner. »

Mellerstadt vit commencer et achever les nouvelles constructions ; mais il ne vit pas cette splendeur qu'il avait prédite, et qui devait obscurcir les autres académies, « car il mourut, dit un écrivain de Wittemberg, en 1514, trois années avant que le docteur Martin Lu-

(1) *Discours sur la fondation de l'académie de Wittemberg.* (*Orationes Melancthonis.*)

ther, inspiré du Saint-Esprit, eût attaqué et détruit le règne de la superstition (1). »

C'est un exemple étrange et bien peu propre à guérir de la croyance à la fatalité que celui de cet électeur, qualifié par l'histoire du nom de sage, qui bâtit une église dédiée à tous les saints, qui la remplit de leurs reliques, et qui, trois ans après, inaugure, sous le nom de réforme, la révolte contre les images et la destruction de tout culte extérieur!

III. — PREMIERS RAPPORTS ENTRE MÉLANCTHON ET LUTHER.

Au commencement, ce fut moins Luther qui parut un homme extraordinaire à Mélancthon que Mélancthon à Luther. Ce dernier semblait alors embarrassé de la hardiesse de ses propositions contre les indulgences, et il avait consenti à ne pas continuer la guerre, si les défenseurs des indulgences se taisaient. Sa situation était critique. Il savait l'empereur Maximilien d'accord avec le pape, et il avait sujet de craindre que son seul protecteur en Allemagne, l'électeur de Saxe, quoique déjà gagné à ses idées, ne fût pas assez déterminé pour le défendre contre les menaces impériales concertées avec les excommunications romaines. Ses inquiétudes étaient si vives, qu'il eut un moment la pensée de s'exiler pour ne pas éprouver jusqu'au bout la protection de l'électeur, ou pour ne pas la lui rendre périlleuse. Mélancthon ne le vit donc pas tout d'abord dans tout son éclat, et ce saisissement dont parle Bossuet ne fut pas soudain. Luther n'avait encore secoué ni ses vœux, ni le pape, et il n'était pas assuré de sa vie. Celui que Mélancthon devait appeler notre Achille, n'était encore qu'un moine un peu effrayé du bruit qu'il avait fait.

Au contraire, Mélancthon arrivait à Wittemberg, désigné par Reuchlin, annoncé au monde savant par Érasme, appelé partout où il n'était pas, envié partout où il avait été. Érasme lui-même n'avait pas fait lire à l'Allemagne des pages plus naturelles et plus élégantes que les essais de cet enfant. Mélancthon avait toute l'ardeur des premières luttes et toute la confiance des premiers succès. Lui aussi avait entrepris une réforme, celle de l'enseignement, sans laquelle la réforme religieuse eût avorté, et il était précédé à Wittemberg par la réputation d'érudit et d'écrivain, beaucoup moins commune alors en Allemagne que celle de théologien.

Le saisissement fut donc du côté de Luther. Les documens ne per-

(1) *Discours sur la fondation de l'académie de Wittemberg.*

mettent pas d'en douter ; car dans le même temps que Mélancthon parlait de Luther en termes plus que modérés, et comme « d'un excellent homme et d'un vrai théologien, » Luther, dans ses lettres à Spalatin et à d'autres, ne parle qu'avec étonnement de Mélancthon. « Nous avons, écrit-il à Langus, pour professeur de grec, le très savant et très grécisant Philippe Mélancthon, un enfant ou à peine un adolescent, si vous regardez son âge, un des nôtres si vous considérez la diversité de ses connaissances, et son savoir dans les deux langues. » Et ailleurs, écrivant à Reuchlin : « Notre Philippe Mélancthon, dit-il, homme admirable; que dis-je? n'ayant rien qui ne soit au-dessus de l'homme, mon ami le plus particulier et le plus intime. » Luther pressait Spalatin d'augmenter le traitement de Mélancthon. Il craignait qu'on ne l'attirât ailleurs par l'appât d'un salaire plus honorable. Déjà ceux de Leipsick lui avaient fait des offres. Luther eut le bonheur d'épargner à son ami les demandes et de réussir.

Mélancthon fut d'abord tout entier aux lettres et à l'enseignement. Deux mois après son entrée en fonctions, il publiait le discours de Lucien sur la calomnie et le dédiait à l'électeur. Il avait un nombreux auditoire, composé principalement de théologiens, qui entendaient parler de grec pour la première fois. Voici comme il se peint au milieu des diverses occupations qui partagent son temps : « J'enseigne, dit-il, j'imprime des livres, pour que les jeunes gens en soient pourvus; je professe dans une école fréquentée, pour leur apprendre à s'exercer. Déjà l'Épître à Titus est sous presse. J'ai presque achevé un dictionnaire grec. Viendra ensuite une rhétorique. Après quoi j'entreprendrai la réforme de la philosophie, pour, de là, arriver tout préparé aux choses de la théologie, où, s'il plaît à Dieu, je rendrai quelques services (1). » N'oublions pas cette dernière phrase. Ce fut là sa méthode d'enseignement et sa règle de conduite. Cette préparation par les lettres anciennes qu'il veut apporter pour son compte à l'étude de la théologie, il la recommanda toute sa vie et dans tous ses écrits.

C'est cette première ardeur pour les lettres qui l'empêcha d'être entraîné dès l'abord par Luther. Ce que dit Bossuet en termes si forts de l'effet que produisirent les écrits de Luther sur ce qu'il appelle les beaux esprits de l'Allemagne, ne fut pas vrai d'abord de Mélancthon, lequel ne s'y laissa prendre que quand il s'y trouva préparé. Mais ce fut avec d'autant plus de force, son admiration ne lui paraissant être qu'un consentement réfléchi.

(1) *Corpus reformatorum*, tom. I. Lettre à Spalatin.

En arrivant à Vittemberg, Mélancthon trouva tout à faire dans l'enseignement. Les moines, empêchés par le prince de faire des entreprises ouvertes contre les lettres, les attaquaient sourdement, et en éloignaient les peuples comme de sources empoisonnées. Wittemberg n'avait ni imprimerie, ni livres grecs. Vitus Winshemius nous a laissé un témoignage curieux de ce dénuement. « Je me souviens, dit-il, qu'après deux ans de séjour à Wittemberg, Mélancthon expliquant les *Philippiques* de Démosthènes, nous n'étions que quatre auditeurs, n'y ayant qu'un seul exemplaire de cet ouvrage, qui était celui de notre maître, et que nous étions forcés de copier sous sa dictée (1). » Ajoutez que des leçons sur Démosthènes étaient une nouveauté presque plus étrange, en Allemagne, que les dogmes de Luther.

Outre les travaux de son enseignement, ses écrits particuliers et les éditions qu'il surveillait, Mélancthon tenait une classe privée. Sa santé, moins forte que son courage, suffisait à peine à tant de travaux. « Je ne crains qu'une chose, écrit Luther à Spalatin, c'est que sa tendre constitution ne supporte pas la manière de vivre de ce pays. » Et plus tard, écrivant au même : « Philippe Mélancthon, dit-il, va à merveille, si ce n'est que nous ne pouvons obtenir de lui qu'il ne ruine pas sa santé par son ardeur insensée pour les lettres: emporté par la chaleur de son âge, il veut tout faire lui-même et que tout le monde fasse tout en même temps (2). » L'électeur Frédéric, lui envoyant du vin de sa cave, lui citait cette parole de saint Paul : *Il faut honorer son corps;* « et si tu crois, ajoutait ce prince, que les autres paroles de cet apôtre sont vraies, crois-le aussi de celles-ci, et qu'il faut y obéir (3). »

La vie de nos professeurs les plus occupés ne peut pas donner une idée de celle de Mélancthon. Il faisait deux leçons par jour à l'académie, et probablement autant et de plus longues chez lui. Il prenait l'élève au sortir de l'enfance, le conduisant de degrés en degrés, des élémens de la grammaire jusqu'à l'étude de la théologie, qu'il regardait comme le couronnement de l'éducation littéraire. Il composait des grammaires grecques et latines, écrivait des traités élémentaires de toutes les sciences, distinguant dans chacune ce qui lui appartenait naturellement de ce que la barbarie y avait importé d'étranger et d'hétérogène, séparant, par exemple, la théologie de la philosophie,

(1) *Oraison funèbre de Mélanchton.*
(2) *Lettres de Luther.*
(3) *Oraison funèbre de Mélanchton*, par Vitus Winshemius.

et, pour me servir de sa forte expression, la purgeant de ce grossier mélange des éthiques d'Aristote et des Évangiles, où l'on n'aurait su dire qui était Dieu d'Aristote ou de Jésus. Au reste, il ne faut pas admirer sans réflexion une telle capacité de travail. Les forces de l'homme, à toutes les époques, sont mesurées à sa tâche. Or, du temps de Mélancthon, on avait tout à faire et une foi en proportion de l'œuvre. La première moitié du XVI[e] siècle fut la période héroïque des temps modernes. Les travaux de l'esprit y sont les travaux d'Hercule.

Si Mélancthon eût été libre de choisir, nul doute que des deux tâches religieuse et littéraire qu'eurent à remplir les hommes du XVI[e] siècle, il n'eût pris la seconde. Il n'avait ni le caractère ni le genre d'esprit qui conviennent à un réformateur religieux. Trop de doute, et, pour toute passion, des impatiences passagères contre les idées plutôt que contre les hommes; aucun amour du bruit, le dégoût de la multitude à laquelle il ne pardonnait pas sa foi brutale et aveugle à la merci de tous les sophismes; un talent pratique, méthodique; un esprit net, positif, s'agitant moins pour dominer que pour obéir, tels étaient les traits particuliers du caractère de Mélancthon. Mélancthon aurait fait comme les grands érudits de l'Italie, comme Bembo, comme le Pogge, comme Marcile Ficin. Il aurait édité les anciens : c'était la première gloire après celle des grands poètes. Avant Luther, le choix était possible; après Luther, il fallait être, ou avec lui, ou contre lui. Mélancthon n'essaya pas de se soustraire à la destinée commune, et même, à un certain degré, le goût lui vint en même temps que le devoir, mais il laissa plus d'une fois échapper des plaintes, et l'aigreur des disputes théologiques lui fit regretter souvent les pacifiques conférences de cette académie platonicienne de Florence, où ne disputaient que des esprits d'élite, présidés par un prince magnifique.

Ce fut après moins d'un an de séjour à Wittemberg, qu'il commença de sentir l'influence de Luther. La mort de l'empereur Maximilien (1) venait de délivrer celui-ci de ses craintes. N'ayant plus à faire qu'au pape, il avait relevé la tête. Il ne songeait plus à s'exiler. Le vicariat de l'empire, confié, pendant l'interrègne, à son protecteur l'électeur de Saxe, faisait de Luther comme le chef religieux de l'Allemagne. La réforme, un moment suspendue par la crainte d'un accord entre le pape et l'empereur Maximilien, recommençait sa marche. La chaire

(1) Arrivée le 17 janvier 1519.

de Wittemberg avait recouvré la parole. L'esprit de Luther, soulagé de ce qu'il appelait, dans sa langue hardie, les obsessions du diable, et qui n'était que le doute et les craintes de la chair, avait repris toute son audace. Il gagna Mélancthon par ce mélange si extraordinaire de fougue et de subtilité, par cette domination qu'il exerçait sur tous ses amis, et qui les retint presque tous, quoique frémissans, sous son joug, jusqu'à la fin de sa vie.

IV. — LA DISPUTE DE LEIPSICK.

Le premier écrit où Mélancthon s'engagea dans les doctrines nouvelles, fut une préface sur le prix de la vraie théologie et sur l'étude des saintes lettres. Je ne parle pas d'une ode grecque à la louange de Luther qui parut dans le même temps. Dans cette préface, il n'entrait pas dans le fond des idées de Luther; il se bornait à des considérations générales sur l'importance des matières et sur la préparation qu'il y fallait apporter. Il fit d'abord plusieurs préfaces de ce genre, moins en manière d'adhésion formelle qu'à titre d'hommage d'un lettré à un théologien célèbre. Il n'y laissait voir encore qu'une très vive curiosité, tant pour les choses que pour l'homme.

Dans ce temps-là, on envoyait à Luther, de tous côtés, en forme de défi, des conclusions : c'était la manière de jeter le gant entre théologiens. Parmi les champions de la scolastique qui s'étaient offerts à croiser leurs doctrines contre les siennes dans un combat singulier, Jean de Eck ou Eccius, théologien d'Ingolstadt, était de beaucoup le plus renommé. On le disait chargé secrètement par le pape d'exciter Luther, et d'en tirer par l'impatience quelques propositions assez manifestement hérétiques pour qu'il y eût moyen d'en finir avec lui comme on avait fait avec Jean Huss. Luther accepta le défi; mais, soit qu'il craignît un piége, soit qu'il trouvât son adversaire insuffisant, il offrit d'abord de le faire réfuter par écrit, et il en chargea le plus ardent de ses disciples, Carlostadt, archidiacre de Wittemberg. Jean de Eck, qui passait pour n'avoir pas la plume facile, et qui, au contraire, avait eu de nombreux succès de parole, ne voulut pas d'une dispute de plume. Il importait que la réforme ne refusât pas le premier combat public avec la scolastique. Luther accepta donc le défi de Jean de Eck. Le lieu fut Leipsick, où était la cour du duc de Saxe; le jour, le 17 juin 1519.

Jean de Eck se rendit à Leipsick, suivi seulement d'un domestique; et encore, dirent ses adversaires, ce domestique lui avait été

prêté. Pour Luther, il y fit une entrée triomphante, ayant avec lui Carlostadt, qui devait être son second, et tous les professeurs de l'académie de Wittemberg, Mélancthon compris. Ils avaient attiré un si grand concours d'abbés, de nobles, de chevaliers, qu'aucune église ne parut assez grande pour contenir toute cette foule, et qu'il fallut que le duc de Saxe fît disposer pour les recevoir la grande salle de la citadelle. Après une messe célébrée dans l'église de Saint-Thomas, en grande pompe et avec musique, on se rendit en procession au lieu des séances. Des gardes placés aux portes protégeaient l'entrée des personnes admises à assister au colloque, et repoussaient la multitude qui faisait irruption sur leurs pas. Mosellanus, conseiller du prince, et chargé de la harangue d'ouverture, n'y put pénétrer que par une porte secrète.

On se prépara à la dispute par des chants religieux, et par un repas qu'un héraut d'armes fit cesser. Jean de Eck et Carlostadt engagèrent le combat. Ils disputèrent sur le libre arbitre. Carlostadt en nia l'efficace pour l'œuvre du salut : il dit que Dieu est l'ouvrier, et notre libre arbitre le marteau avec lequel il fabrique notre salut. Jean de Eck soutint que le libre arbitre y est pour une part, et la grace pour une autre. Il invoquait l'autorité d'Aristote, le seul père de l'église dans l'étrange catholicisme des scolastiques.

Voici, du reste, comment ce nom se trouvait mêlé au débat du libre arbitre et de la grace. La philosophie aristotélique accorde tout à la force de l'homme, à la volonté, au libre arbitre; c'était la doctrine païenne, dont l'excès alla jusqu'à égaler la volonté de l'homme à la toute-puissance des dieux. Or, les scolastiques s'autorisaient de cette philosophie pour défendre le libre arbitre. De là la haine de Luther et de ses disciples contre Aristote, auquel ils ne pardonnaient pas l'importance qu'il donne à la volonté dans la conduite morale de l'homme, leur doctrine étant que la grace seule fait les mérites et la moralité des actions.

A Carlostadt succéda Luther, qui souleva la question de la suprématie de Rome et de son évêque. Il dit que cette suprématie ne résultait que de décrets d'une date récente. Sur quoi Jean de Eck se récria qu'il reconnaissait là un reste de la faction de Jean Huss. Luther sentit le piége, et sut échapper avec beaucoup d'adresse à la comparaison.

Vingt jours se passèrent en disputes de ce genre. Un incident les interrompit. Le marquis de Brandebourg revenant par Leipsick de la diète qui avait élu Charles-Quint empereur, le duc de Saxe eut

besoin, pour le recevoir, de la salle de la citadelle, et il congédia l'assemblée. Les deux partis s'adjugèrent la victoire.

De tous les champions que les scolastiques opposèrent à Luther, et plus tard à Mélanchton, Jean de Eck fut le plus célèbre. Quoiqu'il ne soit pas invraisemblable qu'il ait été poussé dès le commencement par le pape, je pense qu'il combattit d'abord pour son propre compte, par gymnastique, et qu'il ne savait guère plus la portée de la défense que Luther celle de l'attaque. Jean de Eck représentait cet amalgame d'une religion toute en pratiques superstitieuses, sans profondeur et sans savoir, et d'une prétendue philosophie aristotélique que depuis long-temps on n'apprenait plus dans Aristote. C'est là seulement ce que les catholiques crurent avoir à défendre dans les premiers colloques, de même que les réformateurs n'avaient cru et prétendu établir que la distinction de la religion et de la philosophie, et l'interprétation plus saine des textes sacrés.

Le rôle des scolastiques, évidemment inférieurs en savoir, et toujours battus dans l'interprétation des textes, se réduisait à citer beaucoup et sans choix, et à prodiguer les mouvemens oratoires. C'est à quoi excellait Jean de Eck. Il avait, comme on dit d'un acteur, le physique de son rôle. Mosellanus, dans une lettre à Pflug sur la dispute de Leipsick, en fait un portrait piquant : « Il a, dit-il, une taille élevée, un corps vigoureux et carré, une voix pleine et tout-à-fait allemande, poussée par de vastes flancs, et qui eût convenu non-seulement à un acteur tragique, mais à un crieur. Tant s'en faut qu'il ait cette douceur naturelle du visage tant louée dans Fabius et dans Cicéron. Sa bouche et ses yeux, tous ses traits enfin, sont plutôt d'un boucher ou d'un soldat de Carie que d'un théologien. Quant aux qualités de l'esprit, il a une mémoire puissante, qui eût fait de lui un homme accompli, si elle eût été au service d'une intelligence de même force. Mais il n'a ni la conception vive, ni la finesse du jugement, sans lesquelles les autres qualités sont des dons stériles. Il n'a souci que de multiplier les citations, sans prendre garde qu'il y en a qui ne vont pas à son sujet, et qui sont froides ou sophistiques. Ajoutez à cela une incroyable audace, cachée sous une astuce qui ne l'est pas moins. S'il se sent pris à un piége, ou bien il détourne la dispute d'un autre côté, ou bien il s'empare de la pensée de son adversaire, se l'approprie en la revêtant de paroles à lui, et lui renvoie sa propre pensée, avec toutes les absurdités qu'on en peut déduire (1)... »

(1) Petri Mosellani Epistola ad Pflugium, *De Disput. Leips.*

Ce portrait de Jean de Eck ne ressemble guère à celui que Mosellanus fait de Luther dans le même récit. « Il est, dit-il, d'une taille moyenne, d'un corps grêle, tellement épuisé par les études et les soucis, qu'en le regardant de très près, on pourrait compter ses os. Il est dans l'âge mûr. Sa voix est perçante et claire. Admirable par sa doctrine et la connaissance qu'il a de l'Écriture, dont il pourrait compter tous les versets, par une grande richesse de pensée et d'expression, il laisse à regretter un certain manque de jugement et de méthode. Civil et facile dans les relations; rien du stoïcien, rien de sourcilleux; toujours homme et à toute heure; dans les réunions, jovial et aimant les plaisanteries; vif et plein d'assurance, la joie sur un visage fleuri, malgré les atroces menaces de ses adversaires, il est visible qu'un homme n'entreprend pas de si grandes choses sans la protection des dieux. » Ces deux portraits, faits dans le temps même de la dispute de Leipsick, par un homme qui n'était point encore engagé dans la doctrine de Luther, ne sont-ils pas ceux de deux adversaires dont l'un doit vaincre et l'autre succomber?

Mélanchton, qui avait accompagné Luther à ce colloque, n'y joua pas un premier rôle; mais il fut loin, quoiqu'il le dise quelque part, d'y être un personnage muet. Ne pouvant combattre de sa personne, il assistait ses amis, soit en leur découvrant les piéges de la logique de Jean de Eck, soit en leur fournissant des citations à opposer aux siennes. Il aida surtout Carlostadt, qu'une voix étouffée et sans accent, une mémoire défaillante, une extrême irritation, rendaient plus vulnérable. Il lui soufflait de vive voix, ou lui passait des argumens par écrit avec si peu de précaution, que Jean de Eck s'en aperçut et lui cria : « Tais-toi, Philippe; occupe-toi de tes études, et ne me trouble pas. » Une lettre que Mélancthon écrivit à Œcolampade sur ce colloque lui attira une vive réponse de Jean de Eck. Il répliqua. Ce fut le premier gage qu'il donna aux nouvelles doctrines.

V. — MÉLANCTHON S'ENGAGE DANS LA PARTI DE LUTHER.

Il revint à Wittemberg entièrement conquis par Luther. Non-seulement il s'associa à ses travaux, mais il les fit valoir et les expliqua par des préfaces. Il publia ses sermons, se jeta dans ses querelles, et, comme il arrive aux esprits modérés qui viennent de perdre leur indépendance et se sont donnés à un maître violent, il se montra lui-même injurieux et passionné dans des réponses pseudonymes

aux adversaires de Luther, et plus tard, sous son propre nom, en le défendant contre les condamnations de la Sorbonne.

Les expressions les plus exaltées avaient remplacé, dans ses lettres, les qualifications à peine suffisantes d'homme bon et de théologien savant qu'il donnait à Luther. « Je n'ai qu'un souci, écrit-il à Spalatin, c'est pour la santé de notre père. J'ai peur qu'il ne se tue d'anxiété d'esprit, non pour sa cause, mais pour la nôtre. Tu sais avec quelle sollicitude il faut conserver le vase fragile qui renferme un si grand trésor. Que si nous le perdions, je croirais la colère de Dieu implacable. La lampe a été allumée par lui en Israël : si elle vient à s'éteindre, quel autre espoir nous restera? » Et plus loin : « Puissé-je, au prix de ma misérable existence, racheter la vie d'un homme tel que l'univers entier n'a rien de plus divin! » Et ailleurs, parlant de l'effigie de Luther brûlée à Rome, de ce *Martin de papier*, comme disait Luther lui-même, *brûlé, exécré et dévoué*, il s'écrie : « L'Allemagne n'a-t-elle pas, elle aussi, son phénix? Vrai phénix, et plût à Dieu que la malheureuse Europe le connût (1)! »

Bientôt il s'engagea plus avant. Il fit de petits traités élémentaires sur la nouvelle doctrine, à l'usage des enfans et des personnes simples. Ces petits traités étaient dans toutes les mains. Par là les nouveaux dogmes descendaient dans la foule, qui jusque-là n'avait compris de la théologie raffinée de Luther que le fonds de révolte et l'esprit de nouveauté qui s'y cachaient sous des discussions de textes. Mélanchton s'était livré. En lui allait être personnifiée la méthode, comme en Luther la pensée de la réforme. Il se croyait encore libre, et n'être qu'un auxiliaire qui combat, pour se retirer quand il sera las; mais il ne s'appartenait déjà plus, et il était devenu aussi nécessaire que Luther à la cause commune. Il lui fallait y donner le même temps que Luther, quoiqu'il fût loin de l'aimer, comme celui-ci, sans partage. Pour y suffire, il fit deux parts de sa vie : il donna l'une aux lettres, l'autre à la réforme.

Toutefois, son penchant le plus vif était pour les lettres. Dans les affaires de la théologie, il n'était que soldat; dans celles des lettres, il était chef. Outre ses occupations régulières, sa facilité lui en suscitait tous les jours de nouvelles et d'imprévues. Comme il excellait à mettre l'ordre et la lumière dans un discours, tous ses amis, vrais ou d'occasion, lui soumettaient leurs écrits, qui prenaient sous sa plume si sûre une forme plus accommodée à l'intelligence des lec-

(1) *Corpus reformatorum*, tom. I, nº 118.

teurs. Nul n'éprouva de lui un refus. Il appelait tout le monde à profiter de qualités dont il rapportait tout l'honneur à Dieu, et qu'il disait n'avoir reçues que pour l'usage commun. Il fut généreux de son esprit jusqu'à ce qu'il pût l'être de sa bourse; et son savoir fut, comme plus tard sa maison, au service de tous ceux qui se présentaient à lui avec le titre d'hôtes. Dans cette bonté admirable, nul doute qu'il n'entrât un peu de faiblesse. Comme ses préfaces augmentaient la valeur vénale des livres, on lui en demandait de toutes parts, et on en obtenait même pour des ouvrages qui démentaient sa recommandation. De même pour les lettres de crédit et les attestations; il les prodiguait un peu au hasard, ne disant de personne rien de médiocre, et ne rendant jamais le service à demi, à ce point que, s'il était sollicité par quelqu'un dont il ne crût pas pouvoir en conscience rendre bon témoignage, il s'en délivrait avec de l'argent (1).

Mélanchton ne savait pas résister, et ce qu'on a dit de Fénelon, qui lui ressembla par tant de traits, qu'il tenait à plaire à tout le monde, même à ses valets, est vrai de Mélanchton, lequel fit beaucoup d'ingrats, jamais de mécontens. Excepté donc dans certaines déterminations capitales, qui ne se prennent qu'au plus profond de la conscience, où ne pénètrent pas les influences extérieures, Mélanchton se laissa vivre de la vie qu'on lui faisait. Mais telle était l'excellence de sa nature, que tout ce qui lui fut suggéré ou imposé par ses amis, tourna aussi bien que s'il fût venu entièrement de lui. Pour les charges surtout et les devoirs, quel qu'en fût le poids, il ne pensa jamais à s'y soustraire, sous prétexte qu'on l'avait surpris.

C'est ainsi qu'il se laissa marier, vers le milieu de l'année 1520, avec Catherine Krapp, fille de Jérôme Krapp, consul de Wittemberg. On attribua ce mariage à Luther, qui ne s'en défendit pas. Il voulait retenir Mélanchton à Wittemberg par des liens de famille; il voulait, comme il l'avoue à Spalatin, travailler à l'accroissement de l'Évangile, en mettant la frêle santé de son jeune disciple à l'abri des incertitudes et des agitations du célibat. Le mariage fut décidé avant qu'on eût l'aveu de Mélanchton. Il l'apprit par le bruit public. « On dit, écrit-il à Hessus, que j'ai aussi la prétention de me marier, encore que je n'aie jamais été si froid (2). » Et plus loin, à Langus : « On me donne pour femme Catherine Krapp; je ne dis pas combien contre mon at-

(1) Camerarius, chap. XVII.
(2) *Corpus reformatorum*, tom. I, n° 83.

tente et à quel froid mari on la donne; mais tels sont les mœurs et le caractère de cette jeune fille, que je n'en aurais pas osé demander une autre aux dieux immortels. » Du reste, il se prêta de si bonne grace à son bonheur, que les mêmes amis qui lui avaient trouvé une femme le décidèrent, quoiqu'il eût voulu quelque délai, à hâter son mariage, « pour éviter, écrit Luther à Spalatin, le danger des mauvaises langues (1). » Le 29 novembre 1520, un charmant distique, affiché aux portes de l'académie de Wittemberg, annonçait aux étudians que Philippe Mélanchton prenait ce jour-là de doux loisirs, et qu'il ne ferait pas de leçon sur saint Paul (2).

Cette union, qui dura trente-sept ans, fut heureuse. Catherine Krapp était une femme pieuse et fort attachée à son mari, excellente mère de famille, si bienfaisante pour les pauvres, qu'après avoir épuisé sa bourse, elle allait importuner ses amis de ses demandes d'aumônes; n'ayant d'ailleurs nul souci de sa personne et nul soin de son extérieur, ce qui ne blessait pas Mélancthon, lequel était insensible à toute espèce de délices (3). Deux ans après son mariage, il faisait à un ami cet aveu touchant : « Je pense que je n'ai pas reçu du ciel un médiocre bienfait, puisqu'il m'a fourni matière à bien mériter d'une femme, et qu'il m'a rendu père d'un enfant (4). »

Sa situation comme professeur, d'abord très gênée, s'était peu à peu améliorée, grace aux soins de Luther. Au reste, les embarras d'argent étaient les moindres; il en éprouvait de plus grands, soit des étudians, soit des magistrats. Ceux-ci, par défaut de lumières ou par jalousie du crédit des professeurs, ne se prêtaient pas ou s'opposaient aux mesures de discipline que prenait l'académie. Mélancthon voulait ardemment deux choses : qu'on tînt les élèves renfermés, et que chacun eût un professeur particulier pour répondre de lui. Il demandait qu'aucun élève ne pût être logé en ville que sur la permission écrite du recteur; mais cette prétention entreprenant sur les priviléges de la cité, les magistrats s'y refusaient. De là toutes sortes de désordres. Ajoutez la résistance des jeunes gens d'alors, qui, semblables, à cet égard, à ceux d'aujourd'hui, croyaient que le vrai savoir consiste à entendre beaucoup de choses, et suivaient tous les cours à la fois. Mélancthon insistait pour que chaque professeur en prît

(1) *Lettres de Luther.*

(2) A studiis hodie facit otia grata Philippus,
Nec vobis Pauli dogmata sacra leget.

(3) Camerarius, *Vita Phil. Mel.*

(4) *Corpus reformatorum*, tom. I.

sous sa direction personnelle un certain nombre, auxquels il donnât un enseignement déterminé; mais là il trouvait encore, outre la résistance des magistrats et celle des familles, lesquelles voulaient, comme à présent, une éducation hâtive, celle des professeurs eux-mêmes, que cette responsabilité directe eût incommodés, et dont un ou deux à peine savaient assez le latin ou le grec pour l'enseigner avec fruit. Réduit à ses propres forces, Mélancthon tâchait de corriger par son zèle les effets de cette mauvaise volonté universelle. Par ses exhortations, par l'autorité de son nom, il obtenait de quelques professeurs qu'ils se chargeassent d'une classe particulière, et des élèves qu'ils s'attachassent à un professeur et à son enseignement. Lui-même donnait l'exemple. Sa maison était une école publique de grec et de latin. Il tâchait de retenir le plus long-temps possible dans les études préliminaires et générales tant de jeunes intelligences qu'attiraient les nouveautés théologiques, et qui s'y précipitaient pour la plupart, sans provision et sans préparation, exposées à toutes les surprises et à toute la férocité des premiers mouvemens.

Quoiqu'il ne fût que simple professeur, et le plus jeune de tous, sa supériorité lui donnait le droit d'entretenir Spalatin de tous les besoins de l'académie. Il lui en écrivait fréquemment. Toutes ses vues sont justes et pratiques. Tantôt il demande qu'on ne confie pas l'explication de Pline l'ancien, auteur fort goûté dans ce temps-là et pendant tout le XVI[e] siècle, à un grammairien, mais à un naturaliste. Une autre fois il veut qu'on dédouble l'enseignement des mathématiques, et qu'on les divise en deux branches, dont on chargera deux professeurs, « afin, dit-il, de mettre de la clarté dans cette partie des études, si nécessaire, mais si obscure. » Il indique les professeurs pour chaque enseignement; il demande qu'on applique aux besoins de l'académie les revenus des prébendes restées vacantes par la mort des titulaires. Enfin, dans l'entraînement universel vers la théologie, il lutte pour que les lettres profanes ne soient pas abandonnées, et que ceux qui ne sont pas attirés par une vocation irrésistible vers les saintes lettres, puissent du moins entrer dans le monde avec un esprit cultivé et de bonnes habitudes.

Le succès de l'académie de Wittemberg l'avait fait désirer comme professeur par plusieurs villes. Il se refusa à toutes les offres, par devoir envers l'électeur, et aussi par son penchant pour ses nouveaux amis, et pour leurs idées sur lesquelles le doute ne l'avait pas encore atteint. La plus embarrassante de ces offres fut celle de Reuchlin, qui

l'appelait, avec l'autorité de la vieillesse et de ses bons offices, à le remplacer dans sa chaire de professeur de grec à Ingolstadt. La lettre de Reuchlin, qu'on a perdue, devait être, à en juger par la réponse de Mélancthon, d'un maître qui gourmande son élève. Mélancthon se défend d'être engagé dans les plaisirs de la jeunesse, et d'aimer ses amis par enthousiasme de jeune homme plutôt que par jugement. Reuchlin l'aurait-il blâmé de ses liaisons avec Luther et ceux de son parti? Rien de plus probable. Reuchlin logeait alors chez ce même Jean de Eck, à qui Mélancthon avait fait de si importunes piqûres dans le colloque de Leipsick. Il était vieux, et il avait dû se rapprocher des scolastiques moitié par scrupule de religion, moitié de dépit que les chefs de la réforme eussent fait oublier l'adversaire des moines de Cologne. Quoi qu'il en soit, Mélancthon résista, mais à sa manière, sans vouloir ôter tout espoir à Reuchlin, et promettant d'obéir, en cas d'insistances qu'il soupçonnait que Reuchlin ne ferait point. Celui-ci s'en vengea en léguant au collége de Pforzheim sa bibliothèque qu'il avait promise à son élève à diverses fois, et en présence de témoins. Mélancthon eut tort d'en écrire à Spalatin sur un ton piqué, et de parler des premiers encouragemens et des services de cet homme illustre sous l'impression des changemens d'humeur d'un vieillard qui n'était peut-être que timoré. Ce sont là les petitesses des amitiés humaines, plus déplorables quand l'exemple en est donné par des esprits supérieurs, parce qu'on leur croit plus de force qu'aux autres hommes pour faire durer les bons penchans de notre nature.

Luther, que touchait assez peu la prospérité des lettres profanes, si ce n'est par le chagrin qu'en avaient les moines et les scolastiques, et parce que la cause en était liée à celle des nouvelles doctrines, importunait Mélancthon, soit directement, soit par Spalatin, pour qu'il enseignât la théologie. Il demandait qu'on le déchargeât du grec, insinuant que Mélancthon réussissait mieux à interpréter saint Paul que Pline. Mélancthon s'en plaint à Spalatin. « Les lettres humaines, dit-il, ont trop besoin de maîtres nombreux et habiles, n'étant pas moins négligées dans ce siècle qu'elles l'étaient dans l'âge sophistique qui l'a précédé. » Il supplie qu'on le laisse tout entier au soin de ces jeunes gens qu'il a retirés « de je ne sais quelles études vagues et universelles où ils languissaient, et dont quelques-uns ont déjà traduit en latin des vers d'Homère (1). » Luther n'en poussait pas moins

(1) *Corp. ref.*, tom. I, nº 216.

son dessein. Il sentait tout le prix pour la doctrine de cette connaissance des langues, de ce don de bien dire, de rétablir les choses incertaines, de détruire les choses douteuses, de dissiper les ambiguités, outre cette onction qui rendait la parole de Mélancthon si populaire. Il finit par déterminer Spalatin, qui y penchait déjà par ses opinions, et Mélancthon fut chargé du cours de théologie.

Toutefois on obtint moins son consentement qu'on ne le surprit. S'étant présenté pour le grade de bachelier biblique, il avait eu à faire, selon l'usage, une leçon de théologie. On l'y trouva excellent, et on le pria de remplacer Luther pendant son voyage à Worms. La surprise dura près de deux ans. Enfin Mélancthon, fatigué, demanda à Spalatin d'être délivré de cet enseignement et de revenir à la grammaire, aux lettres enfantines, comme il les appelle. Il s'y plaisait trop pour les sacrifier à la théologie, où d'ailleurs il ne s'avançait que jusqu'où son esprit juste et méthodique rencontrait l'ordre et la lumière. Il n'avait pas, il ne devait jamais avoir l'enthousiasme qui l'eût emporté, avec la plupart de ses amis, au-delà de cette limite. Dans ce temps-là, il était fort occupé de recherches sur le système monétaire de la Bible, et quand on compare ce qu'il écrit « du merveilleux plaisir qu'il a eu à examiner une matière si désespérée, » avec le témoignage grave et triste qu'il se rend d'avoir traité avec clarté certains points de la théologie nouvelle, on voit que, dans les choses d'érudition, il a l'ardeur et les illusions d'un homme qui marche en tête, et que, dans les lettres saintes, il ne fait que suivre avec hésitation et soumission. « Si l'on jugeait que l'académie en eût besoin, écrit-il à Spalatin, j'y accepterais même les fonctions de bouvier; sinon, qu'on me rende à ma classe. Dans les matières de théologie, je suis l'âne portant les mystères. Il y a d'ailleurs tant de ces professeurs de théologie, que la jeunesse en reçoit plus de fatigue que d'instruction. »

Il semblerait, aux efforts qu'il fit pour échapper à ce fardeau, qu'il pressentît les déchiremens d'esprit qui l'attendaient dans les luttes de religion, et qu'il n'y voulût pas prendre de responsabilité publique. Mais Luther ne s'en opiniâtrait que plus à ce qu'il continuât de professer la théologie. Les chefs de parti sont les plus rudes de tous les maîtres. Non content d'écrire à Spalatin, il demanda directement à l'électeur des ordres qui triomphassent de ce qu'il appelait l'obstination de Mélanchton. « J'ai fait de vives instances, écrit-il à ce prince, auprès de Philippe, pour qu'au lieu du grec il enseigne l'Écriture sainte. Il est doué richement pour cet enseignement par une grace

spéciale de Dieu, et l'école entière, et nous tous, désirons ardemment qu'il en soit chargé. Cependant Philippe résiste, par la seule raison qu'il est nommé et payé par votre grandeur pour enseigner le grec. Voilà pourquoi ma prière respectueuse est que votre grandeur veuille bien intimer à Philippe l'ordre de s'occuper de l'Écriture avec zèle, et, dût-on augmenter son traitement, il doit le faire, il faut qu'il le fasse (1). »

Mélanchton, ne pouvant obtenir un congé régulier, cessa, de son propre mouvement, ses leçons. « On m'a pris mes heures, écrivit-il à Spalatin. J'ai dû, de nécessité, quitter ma chaire. » C'était sa manière de résister. N'étant pas homme à rompre, il dénouait.

Ni du côté de la théologie, ni du côté des lettres, la perspective n'était riante. L'électeur négligeait l'académie de Wittemberg, et Mélanchton osait s'en plaindre jusqu'à s'attirer des reproches de Spalatin. Il n'abondait dans la réforme que sur un point où les protestans se montrèrent toujours fort pressans, je veux dire l'application aux besoins des académies des revenus ecclésiastiques, restés vacans par suite des extinctions. « Les récompenses de la vertu et des études, écrit-il à Spalatin, sont toutes aux mains des marchands de messes. » « C'était le devoir des princes, dit-il ailleurs, d'éveiller et d'entretenir l'étude des lettres : mais ils continuent à être des Midas. » Il ne pensait guère mieux de son siècle que des cours, et il déplorait cette indifférence qui laissait enfouis dans la poussière tant de monumens de l'antiquité. « Souvent, écrit-il à Spalatin, quand je jette les yeux sur mes écrits, qui ne me sont guère moins chers que mes enfans, je gémis et je pense en moi-même : Les marchands de poisson en envelopperont leur denrée. »

Le traitement qu'il recevait, quoique supérieur à celui de ses collègues, suffisait à peine à tous ses besoins, et le paiement n'en était pas assuré; mais, à force d'ordre, il trouvait moyen de se tenir dans ce milieu dont il parlait à ses amis, entre les dettes et l'avarice. Un aveu touchant à Spalatin nous fait voir à quel prix : « Tu peux, lui dit-il, apprécier par un fait quelle a été mon économie; depuis mon mariage, ma femme n'a pas acheté une nouvelle robe (2). » J'admire moins l'insouciance que Camérarius loue en elle du côté de la toilette; elle avait fait de nécessité vertu.

Toutefois, en père prévoyant, Mélanchton eût été heureux de

(1) *So soll und mustz er hieran.* (*Lettres de Luther.*)

(2) *Corp. ref.*, tom. I, nº 306. — Il était marié depuis trois ans.

laisser à ses enfans quelque peu de patrimoine honnêtement acquis. « Mais je vois, ajoute-t-il, que, dans ces temps si durs, je ne leur laisserai que le misérable et vain bruit de mon nom et de la petite réputation d'érudit qui s'y attachera. » En quittant les lettres pour la théologie, il eût pu s'enrichir. « Je pourrais être tout doré, dit-il dans la même lettre, si je voulais tirer parti de la théologie : mais je ne le ferai à aucun prix. »

Il faut admirer ici la force des choses, qui fit que l'un des plus grands théologiens de la réforme commença par se débattre longtemps contre la théologie et par la tenir pour suspecte, quoique tout l'y appelât, et qu'il y eût pu trouver dès le commencement faveur et profit. L'histoire de la résistance de Mélanchton n'a d'ailleurs rien de particulier; c'est l'histoire de tous les hommes supérieurs qui veulent garder leur indépendance au milieu d'une révolution qu'ils reconnaissent comme nécessaire, et qu'ils approuvent. Ils se recommandent et se rendent inévitables par les efforts même qu'ils font pour n'y pas concourir. Vainement ils veulent rester à l'écart, sous le noble prétexte qu'ils renoncent à tout profit dans les conquêtes de l'esprit nouveau sur l'esprit ancien, et à toute part dans les dépouilles opimes du passé. Dieu ne permet à personne cette adhésion timide et spéculative. Il veut que tout le monde combatte, n'importe dans quels rangs; car, vainqueurs ou vaincus, il aime tous ceux qui ont été sincères et qui ont agi : les indifférens seuls ne trouvent pas grace à ses yeux. Mais il doit avoir en dilection particulière ceux auxquels il a donné à la fois un cœur qui pousse au sacrifice, et des yeux qui en voient toute l'étendue : ceux-là sont les vrais martyrs.

Dans le temps même que Mélancthon se défendait contre toutes les influences liguées pour l'attirer dans les luttes théologiques, Érasme fortifiait sa répugnance par des lettres pleines de sens et de grace, lui montrant, sous les traits les plus aimables, l'image même de cette modération où il mettait tant de prix à le retenir. Ce grand homme offrait à Mélancthon l'exemple tentant d'une vieillesse glorieuse, s'achevant au sein des lettres divines et humaines, en partie restaurées par lui, à égale distance de la routine scolastique et des nouveautés violentes. On lui avait insinué de Rome qu'il essayât de tirer son jeune ami de ces querelles. « Je me suis contenté, lui écrit-il, de témoigner l'espoir que tu es demeuré libre. » Et ailleurs : « J'aurais aimé que ton esprit, qui est né pour les belles lettres, s'y consacrât sans réserve; il n'eût pas manqué d'acteurs à cette tragédie qui finira

on ne sait comment (1). » Rien de plus délicat ni de mieux mené que cette négociation, qui fut d'ailleurs inutile. Érasme n'y pouvait mettre l'ardeur d'un catholique, puisqu'il pensait de même que Mélancthon sur la plupart des choses attaquées par Luther. Il ne fit voir que la sollicitude d'un homme supérieur pour un esprit plus jeune, mais de la même famille que le sien, se bornant à lui vanter les douceurs des lettres, et la part qu'il y avait déjà prise, et combien il était regrettable qu'il ne s'y pût donner tout entier.

Je m'explique très bien pourquoi Érasme écrivit en faveur du libre arbitre, et pourquoi, aux emportemens près, Mélancthon se rangea à l'avis de Luther qui le rejetait. Toutes les opinions humaines, même celles des théologiens, ont des motifs secrets dans la conduite et le caractère de ceux qui les professent. Il convenait à Érasme, qui avait su défendre toute sa vie son libre arbitre contre les autres et contre lui-même, de revendiquer ce dogme pour tous les hommes, et de le concilier avec celui de la toute puissance et de la toute prescience divines. Un esprit si prudent et si maître de lui, qui, pour rester plus libre, s'était fait une patrie nomade sur les frontières de l'Allemagne, de la France et de l'Espagne, loin des villes où la dispute pouvait être dangereuse, ne devait pas être ingrat envers le principe même de sa conduite et la sauvegarde de son indépendance. Mais quel intérêt pouvaient prendre au libre arbitre, soit Luther, si souvent esclave de sa propre fougue qu'il confondait avec la grace, soit Mélancthon, qui ne s'était presque rien réservé du sien, et qui, dans le temps même de la dispute sur cette matière, s'était successivement laissé marier, sans y avoir de goût, et charger d'un enseignement théologique où il ne se sentait ni propre, ni utile?

Au reste, Érasme pouvait demeurer indépendant et s'abstenir; Mélancthon ne le pouvait pas. Le premier n'eût été approuvé de personne, s'il eût commis son savoir, son expérience, sa gloire, dans des luttes dont les principaux acteurs étaient des jeunes gens, et dont l'Achille, pour me servir de son expression, était un homme à peine dans l'âge mûr. Aussi bien sa sagesse était-elle méprisée dans le parti. On sait la manière superbe dont Luther l'exhorte à se retirer de démêlés qui ne le concernent pas (2). Le chef de la réforme suisse, Zwingle, ne le traitait pas avec moins de dédain. Érasme

(1) *Corp. ref.*, tom. I, nº 302.
(2) Voir mon étude sur *Érasme*, numéro du 1er août 1835 de la *Revue*.

lui ayant donné quelques avertissemens, du droit qu'il tenait de sa grande renommée, Zwingle lui répondit en ces termes : « Les choses que tu sais nous sont inutiles, les choses que nous savons ne te conviennent pas (1). » Comment Érasme pouvait-il être tenté de se joindre à un parti « qui n'a, disait-il, que ceci d'évangélique, que beaucoup y manquent du nécessaire? » Le plus beau rôle et le seul qu'il pût prendre, c'était, après lui avoir fourni ses meilleures armes, de combattre ses excès et de lui marquer ses limites.

Mélancthon était venu, à peine âgé de vingt ans, dans le foyer même de la réforme allemande. Il s'était vu le collègue et l'égal de Luther, et n'avait pas été libre de n'être point de ses amis. Les jeunes gens se mettent toujours du côté du plus fort, mais seulement quand ce qui est le plus fort est une idée. Mélancthon avait suivi tous ceux de son âge, sauf quelques incertitudes secrètes, et un certain étonnement intérieur qui suspendait quelquefois le mouvement des espérances, et qui était l'effet de grandes lumières dans l'âge de l'enthousiasme.

Ajoutez que la réforme avait besoin de lui, que sans lui Luther eût plutôt secoué les esprits qu'il n'y eût pénétré et pris racine, et se fût plus élevé que propagé. La réforme, telle qu'elle se montrait dans les écrits de Luther, passionnée, puissante, mais excessive, demandait un écrivain souple, habile, conciliant, d'une forme limpide et élémentaire, qui la fît couler et s'insinuer en quelque manière là où Luther, cet olympien, comme l'appela Mélancthon dans les jours de doute, la fulminait. Au reste, il paraît assez par cette véhémente prière à l'électeur, où Luther lui demande d'intimer à Mélancthon l'ordre d'enseigner la théologie, combien il sentait tout le besoin qu'il avait du génie de Mélancthon; car n'en parle-t-il pas comme d'un de ses membres : « Il doit le faire, il faut qu'il le fasse? » Luther voulait garder impunément le mystère et les inégalités d'un oracle, les pensées sans application, les ravissemens de Pathmos; il lui fallait Mélancthon pour l'interprétation modeste, pour les adoucissemens, et, si je puis parler ainsi, pour la réduction à l'échelle populaire de ses formes héroïques. Non-seulement Mélancthon était nécessaire à Luther pour éclaircir et approprier les nouvelles doctrines; il ne l'était guère moins aux principaux chefs de la réforme, théologiens ou princes, et en particulier à l'électeur Frédéric de Saxe, pour tempérer la fougue de Luther et en obtenir, soit des con-

(1) *Corp. ref.*, tom. I, n° 286.

cessions, soit, de temps en temps, le désaveu des forces aveugles qui se mettaient à son service. C'est ainsi que l'électeur le chargea personnellement de négocier avec Luther le maintien de la messe canonique à Wittemberg. La réforme avait besoin d'un écrivain et d'un négociateur : Mélancthon avait toutes les qualités de l'un et de l'autre rôle; il n'y pouvait pas échapper. A son insu, et quoique résistant toujours, il finit par s'engager, mais en déclarant qu'il prenait pour bannière la modération. Il crut, par une erreur commune à tous les hommes supérieurs qui prennent parti, que cette bannière l'abriterait : il se trompa. C'est la bannière qui attire le plus de coups, et c'est la seule qui ne protége contre personne.

Avant d'entrer sans retour dans cette carrière où l'attendaient, selon la belle expression de Bossuet, « les plus violentes agitations que puisse jamais sentir un homme vivant, » il voulut aller revoir sa ville natale, comme pour y prendre de nouvelles forces pour les épreuves qui l'attendaient. Ce fut dans le mois de mai de l'année 1524. Il arriva le 6 mai à Bretten, où il trouva sa mère remariée, par jalousie, dit-on, de ce que lui-même avait pris femme. Après quelque séjour qui ne fut pas tout donné au repos, puisqu'il écrivit pour le cardinal Campége une Somme de la nouvelle théologie, il se remit en route, dans le mois de juin, pour Wittemberg.

Chemin faisant, et comme il n'était plus qu'à quelque distance de Francfort, il rencontra le fameux landgrave de Hesse, fort jeune alors, qui se rendait avec une suite à Heidelberg, à la fête du jeu de l'arc. Le landgrave avait su le voyage de Mélancthon. L'allure fort peu équestre du voyageur et de ses compagnons, lesquels, à ce que raconte Camérarius, abrégeaient le chemin en faisant des épigrammes latines, lui fit soupçonner que ce devait être Mélancthon. Il s'approche de lui et lui demande s'il n'est pas Mélancthon. « Je m'appelle de ce nom, dit celui-ci; et, par honneur, il se dispose à descendre de cheval. — Venez, dit l'électeur, m'accompagner quelque peu de chemin : j'ai à vous entretenir de certaines choses. Du reste, ayez l'esprit tranquille, et soyez sans crainte. — Que craindrais-je? reprit Mélancthon; je ne suis pas de ces hommes de qui il importe beaucoup qu'il leur arrive quoi que ce soit. — Mais si je vous emmenais et vous livrais à Campége, dit le prince en riant; je sais que je ne lui déplairais pas. » Puis il lui fit quelques questions sur les points principaux de la nouvelle doctrine, avec la légèreté d'un jeune prince qui avait de bien autres soucis, et qui n'aurait pu supporter un exposé sérieux. Mélancthon répondit sommairement et en peu de mots,

comme il convenait au lieu et à la personne; après quoi il demanda la permission de reprendre sa route. Le landgrave y consentit, à la condition qu'à son retour il écrirait pour lui un traité des questions en litige. Il s'informa ensuite des dépenses du voyage, et le pria de passer par ses terres; ce qui fit dire plus tard que le landgrave de Hesse était le disciple de Mélancthon.

De retour à Wittemberg, Mélancthon écrivit le traité promis, sous le titre d'*Abrégé de la doctrine ecclésiastique restaurée, pour le très illustre landgrave de Hesse.*

VI. — PREMIERS DOUTES. — PREMIÈRES DIFFICULTÉS INTESTINES.

On sait quelle fut la marche de la réforme. Comme toutes les révolutions, elle s'était annoncée par des principes plus généraux que les changemens qu'elle voulait conquérir, et elle n'avait pas craint, comme fit l'Europe pour le Nouveau-Monde, de prendre droit de souveraineté même sur l'inconnu. Luther avait dit : Toute vérité vient de l'Écriture. Axiome presque sans limites, car il comprenait non-seulement toutes les réformes particulières que demandait et que précisait Luther, mais encore toutes celles que pouvaient rêver les imaginations les plus ardentes. Luther ne trouvait, dans l'Écriture, ni pape, ni concile, ni confession auriculaire, ni intercession des saints, ni purgatoire, ni célibat des prêtres. Il passait par-dessus quinze siècles pour arriver sans intermédiaire, sans tradition, aux livres primitifs, et fonder, sur une nouvelle interprétation de ces livres, un nouveau christianisme. C'était assez pour le maître; ce n'était pas assez pour les disciples. Le principe, *toute vérité est dans l'Écriture*, portait cette conséquence : chacun peut voir dans l'Écriture la vérité qu'il veut. Aussi, peu de temps après les déclarations de Luther à Worms, Carlostadt, son disciple et son frère d'armes au colloque de Leipsick, déclarait ne pas trouver dans l'Écriture le dogme de la présence réelle dont le rejet allait être le fondement même de la réforme suisse; enfin, les anabaptistes, plus hardis, y trouvaient la nécessité d'un second baptême, et n'y trouvaient ni évêques, ni ministres, ni hiérarchie d'aucune sorte, ni droits féodaux, ni droits de succession.

Les chefs ne sont souvent si hardis que par subtilité, et à force de pousser leurs idées à l'extrême; les sectaires le sont par l'emportement brutal des passions. Le principe posé par Luther déchaîna tous ceux qui avaient à se plaindre, à désirer, à se venger. Outre que la

plupart ne lisaient l'Écriture que par les yeux grossiers de quelques chefs subalternes, chacun y trouva tout ce qu'il aimait et n'y trouva pas ce qu'il haïssait; chacun y trouva des droits et n'y trouva pas de devoirs.

Wittemberg donna le signal et en vit les premiers effets. Les esprits y avaient été échauffés dès l'année 1521 par Nicolas Storck, le chef des anabaptistes, lequel disait avoir eu des entretiens avec l'ange Gabriel, et en avoir reçu la promesse qu'il serait le réformateur de l'église. Il avait persuadé un certain Marcus (Stübner), camarade d'école de Mélancthon pendant son séjour à Tubingue, et devenu son hôte à Wittemberg où Mélancthon l'avait accueilli, moitié par bon cœur, moitié pour savoir d'une manière plus certaine ce que professait sa secte; mais ni son commerce avec Mélancthon, ni leurs nombreux entretiens sur la doctrine, ni une confiance réciproque qui était allée, du côté de Mélancthon, jusqu'à l'associer à son école privée, n'avaient pu le changer. Il s'y mêlait beaucoup de visions, les têtes n'étant pas médiocrement échauffées, et Luther ayant en quelque sorte autorisé les visions par son exemple. Camérarius raconte que ce Marcus étant assis à côté de Mélancthon qui écrivait, toute conversation ayant cessé entre eux, il s'assoupit peu à peu, et, laissant tomber sa tête sur la table, finit par s'endormir tout-à-fait. Après quelque temps, il s'éveilla comme en sursaut, et regardant Mélancthon : « Que pensez-vous de Jean Chrysostôme? lui demanda-t-il. — Beaucoup de bien, dit Mélancthon, quoique je n'approuve pas sa verbosité. — C'est que je viens de le voir en ce moment même, dit Marcus, dans un triste état au fond du purgatoire. » Mélancthon sourit d'abord, puis il le quitta, déplorant l'aberration de gens qui, éveillés, niaient le purgatoire, et qui le voyaient dans leurs songes (1).

Les sectaires voulaient immédiatement deux réformes : l'abolition du sacrement de l'Eucharistie, et la destruction, par le feu, des statues et images des saints. Carlostadt prêtait à leurs projets l'appui de son nom. C'était un homme farouche, sans génie, sans savoir ni bon sens; au physique, court de taille, le visage sombre, la voix sourde et sans accent; un de ces esprits ardens où tout fermente et où rien ne se forme et ne s'articule, et qui, ne pouvant ni obéir ni avoir des sujets parmi les esprits cultivés, en cherchent jusque dans les derniers rangs de la foule. Carlostadt, un moment aussi considérable que Luther, par le contraste de sa hardiesse de novateur et de

(1) Camérarius, chap. XIV.

sa position dans le clergé de Wittemberg, avait pu se croire son égal. Il ne put souffrir de voir s'étendre de jour en jour la distance qui le séparait de Luther, ou peut-être ne la vit-il point par cette illusion opiniâtre de la plupart des contemporains et des amis de jeunesse d'un homme qui doit les surpasser. Quoi qu'il en soit, sentant qu'il ne pouvait disputer à Luther le premier rang, ni dans la chaire où il était confus et injurieux, ni par la plume où il était tout-à-fait inhabile, il voulut l'égaler par l'action. L'absence de Luther, alors retenu par l'électeur de Saxe au château de Wartbourg, favorisait ses projets violens, et déjà Wittemberg était tout ému de la menace d'une sédition à la fois sacramentaire et anabaptiste.

Mélancthon, effrayé, en écrivit à Luther, qui, sans attendre la permission de l'électeur et sans lui en donner avis, parut à Wittemberg tout à coup, le 9 mars 1522. Ce coup de force étonna les sectaires. Ses prêches multipliés, qui firent dire à un des plus fougueux d'entre eux que c'était moins la voix d'un homme que celle d'un ange, apaisèrent tout. Les chefs, après quelques débats avec lui, se retirèrent à Chemberg, d'où ils lui écrivirent des lettres injurieuses, pour le moment sans effet.

Deux ans après tout avait marché, même Luther, qui se trouvait à son insu plus près qu'en 1521 des opinions de Carlostadt. Ne s'étant pas encore borné lui-même, il avait perdu le droit de marquer des limites à son parti. La sédition éclata donc à Wittemberg, et toutes les statues furent brisées. Cela se passait en 1524. Un an après, cent mille paysans, couverts du sang des nobles, des magistrats et des prêtres, étaient noyés dans le leur, en Souabe, en Thuringe, en Franconie.

Les premiers mouvemens avaient donné beaucoup de soucis à Mélancthon : la guerre des paysans lui fit plus de mal, car elle lui donna le doute. Elle le donna aussi à Luther, qui venait de jeter inutilement sa parole entre les paysans et les princes. Mais le doute de Luther, superbe comme ses croyances, n'allait pas jusqu'à son cœur, et n'en faisait pas jaillir ces vives larmes que la fille de Mélancthon, assise sur les genoux de son père, essuyait, nous raconte-t-il, avec sa robe du matin (1). Celui-ci commença dès-lors cette longue plainte qu'il continua jusqu'à sa mort, et qu'interrompirent à peine les seules joies pures qu'il lui fût permis de goûter, celles que donnent les lettres, car celles qui lui vinrent de sa famille furent mêlées. Cette

(1) *Corp. ref.*, tom. I.

guerre augmenta aussi sa disposition aux idées superstitieuses. Dès sa plus tendre jeunesse, et par un penchant particulier autant que par l'esprit du temps, il avait été frappé de la concomitance de certains phénomènes naturels avec de grands troubles dans l'ordre moral. Au temps où nous sommes arrivés, cette disposition était assez forte pour qu'il s'effrayât même d'un été pluvieux ou d'un débordement de l'Elbe. Au reste, la société étant profondément troublée, il était inévitable que des évènemens graves quelconques suivissent de très près des accidens de ce genre. Il en concluait que ceux-ci étaient une menace du ciel, et ceux-là l'effet de cette menace.

Ajoutez à cela un peu plus de confiance dans les songes qu'il ne convenait à un homme si sensé, presque de la foi dans l'astrologie divinatrice, et aucun éloignement pour la chiromancie, quoiqu'il se défendît avec raison de l'accusation d'y croire aveuglément. J'ai dit que l'esprit du temps était pour beaucoup dans ce penchant superstitieux; mais le plus fort venait d'une extrême curiosité, jointe à beaucoup d'esprit d'observation, et de l'état encore si imparfait de la physique et de l'astronomie. Mélancthon savait tout ce qu'on en enseignait dans les écoles, et en écrivait fort pertinemment; mais c'était trop peu pour avoir le doute philosophique, également éloigné de la superstition et de la crédulité, et qui doit être le point où se fixent tous les esprits élevés et sages dans ces matières. Car, pour nier obstinément qu'il y ait un rapport quelconque entre les faits naturels et les faits moraux, et que l'homme reçoive quelque influence mystérieuse soit de la marche de ces grands corps qui roulent dans l'espace, et qui sont aussi bien que l'homme des parties du même tout, soit de la forme physique que la nature lui a imprimée en naissant, c'est une témérité qui n'est guère moins déraisonnable que de reconnaître que cette influence est souveraine, irrésistible, et de s'y soumettre comme le Turc à la fatalité. D'autre part, ne s'en point soucier du tout, et vivre au sein de cette harmonie, et en quelque sorte par elle, sans en adorer au moins le secret, est d'un épicuréisme grossier, peut-être trop commun à l'époque où nous vivons. Pour moi, j'admire les esprits éminens du XVI[e] siècle d'en avoir été si vivement préoccupés, et Mélancthon, en particulier, d'avoir poussé cette préoccupation jusqu'à l'inquiétude, et d'avoir assez estimé l'homme pour chercher, même au risque d'un peu de superstition, à rattacher sa vie à l'ordre universel.

Dans le temps de la guerre des paysans, il écrivait à Camérarius des lettres pleines de tristesse, où l'on voit, dans toute sa naïveté,

cette disposition superstitieuse. Dans une de ces lettres, il parle d'un veau sans sexe, né l'année précédente (1524), et qui signifiait très certainement les interprétations charnelles et pernicieuses de la doctrine de Luther. Un arc-en-ciel qu'il avait vu la nuit, de la maison d'un de ses amis, ne présageait pas moins clairement un mouvement populaire. N'avait-il pas vu pareille chose avant l'émeute de Wittemberg? Et il ajoute : « Quand je réfléchis à ces présages, que je considère les innombrables vices de ceux qui gouvernent, la fureur de la multitude, les exemples qu'on en voit dans les histoires, et les signes manifestes du jugement de Dieu, je n'ai aucun espoir que les états puissent durer plus long-temps. Tout cela, joint à ma mauvaise santé, me jette dans un trouble d'esprit qui est au-dessus de mes forces (1). » En peut-il être en effet de plus grand que celui d'un homme chez qui l'espérance eut à résister à la fois à l'habitude des appréhensions superstitieuses et à une expérience personnelle augmentée de toute celle du passé?

Pour Luther, l'orgueil surmontait le doute. Dans le premier moment, il sentit au vif l'accusation d'avoir engendré deux partis, les anabaptistes et les sacramentaires, et, à peine au début de sa réforme, de n'en être déjà plus l'unique chef. Mais peu à peu la dispute s'échauffant, il n'eut pas de peine à se persuader qu'il l'emporterait, et il s'écria : « J'ai le pape en tête, j'ai à dos les anabaptistes et les sacramentaires; mais je marcherai moi seul contre tous, je les défierai au combat, je les foulerai aux pieds. » Il avait pu se distraire des horreurs de la guerre des paysans, en aimant une religieuse et en l'épousant. De là cette lettre de Mélanchton à Camérarius, toute en grec : c'est un secret qu'il n'osait dire que dans la langue savante. En parlant de l'étonnement où vont être les gens de bien de cette marque d'insensibilité de Luther au milieu de tant de maux, Mélanchton laisse voir son propre sentiment. Il était blessé plus qu'il n'osait se l'avouer de ce nouvel exemple de l'égoïsme des chefs de parti, lesquels montrent bien, par la facilité avec laquelle ils manquent tout à coup, et, pour un caprice, à l'honneur commun, combien peu ils estiment leurs instrumens. Mais il ne pouvait pas rester sur une impression si fâcheuse. Il trouve bientôt, soit dans son respect pour Luther, soit dans l'illusion de l'esprit de parti, des motifs d'atténuer et d'expliquer ce mariage : « Qu'après tout, ce n'est pas un misanthrope ni un homme farouche; qu'il n'y a rien d'étonnant que sa

(1) *Corp. ref.*, tom. I, n° 330.

magnanimité ait été amollie; que c'est la nature qui l'a forcé à devenir époux; que les saintes Écritures honorent le mariage. » Un peu de sa disposition superstitieuse vient à propos aider des explications dont il tâchait de s'exagérer la valeur : « Il y a, sans doute, ajoute-t-il, dans cette affaire, quelque chose de caché et de divin, qu'il ne convient pas que nous recherchions. » Mais les dernières réflexions sont plus conformes à la première, et Mélanchton finit comme il a commencé, par le doute. « Cet évènement, dit-il, ne sera pas inutile pour opérer quelque humiliation, y ayant un grand péril non-seulement pour ceux qui exercent des fonctions saintes, mais pour tous les mortels, à toujours s'élever (1). »

Malgré ces fautes, il fallait continuer à marcher. Les évènemens se pressaient. La formation des ligues catholique et protestante, le progrès des sacramentaires, la résurrection des anabaptistes, tant de difficultés et tant de menaces pour l'avenir ne laissaient guère de temps au découragement. Mélancthon, tout en résistant, était devenu si nécessaire, qu'il fut peu à peu amené à prendre une part active et personnelle au gouvernement des églises saxonnes. Le nouvel électeur de Saxe, Jean Frédéric, qui connaissait son esprit conciliant et pratique, le chargea à diverses reprises d'inspections religieuses dans les diverses parties de l'électorat. Il fallut qu'il fermât son école privée, ses fréquentes absences ne lui permettant plus cette sorte d'enseignement.

Cette tâche d'inspecter les églises était pleine de difficultés, les principaux obstacles venant moins de la résistance des catholiques que du défaut d'intelligence et de lumières dans les organes de la réforme et de l'esprit de licence dans la multitude. Aussi Mélancthon, comme tous les esprits pratiques, se portant au plus pressé, s'inquiétait-il moins de raffiner sur la nouvelle doctrine que de la discipliner. Il engageait les prédicateurs à ne rien exiger d'excessif, à ne rien précipiter, à tolérer tous ceux des usages catholiques qu'on ne pouvait abolir sans irriter la foule. Il n'approuvait pas ces injonctions lancées, du haut de la chaire évangélique, contre les danses, les lieux de réunions et autres choses semblables, d'autant que certains prédicateurs n'en attaquaient l'usage en général que pour l'interdire à quelques personnes contre lesquelles ils avaient des ressentimens. Il ne voulait pas trop de prêches dans le même jour, et trouvait superflu d'en faire trois dans un dimanche; que cette quantité engen-

(1) *Corp. ref.*, tom. I, n° 344.

drait la satiété; que d'ailleurs plus les prédicateurs avaient à parler, moins il leur restait de temps pour s'instruire, de sorte qu'étant obligés de monter en chaire sans préparation, ils n'avaient d'autre matière que des déclamations contre les moines. Quant aux changemens dans les choses, il conseillait qu'ils fussent insensibles et qu'on y conservât le plus qu'on pourrait de l'ancien état; pour la messe en latin, qu'il en fallait laisser subsister la plus grande partie, se contentant d'y mêler des cantiques en allemand; que là où la messe latine avait été abolie, il fallait néanmoins garder un certain ordre qui ne différât pas trop de l'ancien, et ne pas rejeter les vêtemens sacerdotaux. Il poussait même l'esprit de tolérance jusqu'à conseiller qu'on n'empêchât pas le peuple de sonner les cloches pendant les orages, s'il fallait acheter par quelques troubles l'abolition de cet usage. Enfin, ce à quoi il travaillait surtout, c'était à approprier à l'intelligence de la foule les nouvelles interprétations des livres saints, et il n'évitait pas moins dans ses instructions la subtilité qui trouble les esprits simples, que les injures qui excitent les passions. Mélancthon ne voulait pas plus d'une religion qui s'abaissât jusqu'aux imaginations grossières de la foule, que d'un dogme trop raffiné qui les enivrât.

Quelque prudence qu'il mît dans ces inspections, il ne pouvait se renfermer si étroitement dans les doctrines de Luther, que la nécessité de les accommoder à la pratique ne l'obligeât quelquefois, soit à y ajouter, soit à en retrancher dans l'interprétation. Quand il voulut mettre par écrit les instructions qu'il avait données, il n'y put tellement se conformer aux opinions du maître, que le désir d'être clair et applicable ne l'entraînât, selon les matières, à étendre ou à restreindre la pensée de la nouvelle église. Ces légers changemens déplurent aux plus ardens, qui crièrent à la scission, et forcèrent le maître à en prendre de l'ombrage, ce qu'il n'eût peut-être pas fait de son propre mouvement, n'ayant pas donné à ses amis l'exemple d'une fidélité immuable à ce qu'il avait dit.

Ce fut à la suite d'une inspection des églises de Thuringe, faite dans l'esprit que nous avons dit, et dont Mélancthon avait exposé les principes dans un petit écrit en manière d'abrégé de la nouvelle doctrine, que la première querelle de ce genre lui fut suscitée. L'accusateur était Islebius Agricola, un de ces disciples de Luther qui, avant d'exagérer les conséquences de ses doctrines, commencèrent par les défendre avec un acharnement inquiet et jaloux, forçant le sens ou supposant des intentions profondes là où le maître avait voulu

être facile ou n'avait été qu'indifférent. Mélancthon avait enseigné, dans son écrit, que la pénitence commence par la crainte de Dieu; c'était contraire à la doctrine de Luther, qui la faisait naître de l'amour de la justice. Luther admettait bien une crainte filiale, consistant à craindre Dieu pour lui-même, ce qui semble étrange et vague. Mélancthon laissait subsister la crainte servile, enseignée par l'église catholique, et qui consiste à avoir peur des peines que Dieu réserve aux coupables. Par ce premier dissentiment, on peut juger tout d'abord, et pour l'avenir, de l'esprit de la théologie de Mélancthon. Luther, trop orgueilleux pour songer à persuader, n'évitait pas la métaphysique la plus subtile. Il se souciait plus d'étonner ou d'accabler les intelligences, que d'y condescendre et de s'y établir de leur gré. Cette dernière pratique, au contraire, était celle de Mélancthon; aussi, dans la question en litige, avait-il préféré avec raison, à une maxime ardue et inaccessible, à cette pénitence sophistique qui naît de l'amour de la justice, la maxime commune que la pénitence commence à la crainte des châtimens : « J'ai jugé, dit-il dans une lettre à Agricola, admirable de modération et de clarté, mais qui n'arrêta pas la querelle, qu'il faut nourrir les enfans avec du lait; au reste, je ne t'empêche pas d'offrir aux grandes personnes des mets plus solides (1). »

En même temps que la réfutation d'Agricola était colportée et vantée par les ardens du parti, on répandait le bruit que Luther chantait la palinodie, pour me servir d'un mot du temps, l'opinion de Mélancthon sur la pénitence passant pour avoir été concertée avec lui. Ce bruit arriva jusqu'aux oreilles de Spalatin, qui invita Mélancthon à le démentir. Celui-ci écrivit qu'il y avait une insigne folie à dire que Luther s'était démenti dans le livre sur l'inspection des églises de Thuringe; que si, malgré son désir d'être en tout de l'opinion de Luther, il s'était glissé dans ce livre quelque dissidence, il la prenait sur lui, et s'empresserait de l'expliquer; mais qu'il n'en fallait pas faire un tort à Luther. Et il ajouta avec tristesse que c'était sans doute le soin qu'il avait pris d'exposer toutes choses dans leur nudité, sans sophisterie et sans amertume dans l'expression, qui soulevait contre lui tous ceux qui faisaient consister la réforme en déclamations lancées, comme du haut du chariot d'un charlatan, contre tous les dissidens.

Ce bruit, et d'autres dont on le grossissait, n'avaient été répandus

(1) *Corp. ref.*, tom. I, nº 478.

dans le parti que pour engager Luther à désavouer Mélancthon. Outre les motifs sincères de dissentiment dans cette ferveur d'une révolution nouvelle, les ardens étaient jaloux d'un homme qui, tout en paraissant s'abstenir, avait plus d'éclat que les hommes d'action, et qui, déterminé à rester sur le seuil de la nouvelle théologie, lui rendait toutefois plus de services que ceux qui en avaient fait en quelque sorte leur domicile. On voulait l'affaiblir et arrêter des commencemens si beaux, en faisant tomber sur sa tête quelque sévère désaveu du maître. Mais Luther ne s'y laissa pas entraîner. Il se contenta de donner sèchement avis à Mélancthon de ce qu'on écrivait contre lui, sans d'ailleurs entrer dans aucune récrimination, et sans lui demander de s'expliquer. Il ne se sentait pas sérieusement attaqué par Mélancthon, mais il ne se refusait pas le plaisir de se voir défendre comme s'il eût été attaqué.

Cependant Agricola se donnait beaucoup de mouvement pour aggraver les choses; il y allait de son honneur de n'avoir pas fait une sortie inutile. Ses partisans murmuraient de l'inaction de Luther. Mélancthon s'étant trouvé avec les principaux d'entre eux aux noces d'un ami commun, Ambroise Reutter, ceux-ci avaient affecté de ne pas le connaître; et l'un d'eux, Loguléius, qui le connaissait particulièrement, avait affecté de le saluer comme un inconnu. Enfin l'électeur s'en mêla; il manda Luther à Torgaw, ville où il tenait sa cour, et le chargea, ainsi que Poméranus, d'entendre Mélancthon et Agricola, et de prononcer entre eux.

Le débat fut court. Luther, qu'Agricola y avait mis sur le même rang que les saintes Écritures, le trancha par une définition ambiguë, soit qu'il eût voulu ménager à la fois le disciple ardent et l'auxiliaire utile, soit qu'il fût sincère, et qu'il se payât lui-même de ces ambiguités. Toutefois dans le dîner qui suivit, il disputa tout bas avec Mélancthon sur d'autres passages du livre incriminé, l'embarrassant d'explications qui font dire à celui-ci, dans une lettre à Justus Jonas: « Quel homme subtil! » Pour Agricola, qui n'était nullement satisfait de la décision, et ne trouvait pas le jugement assez éclatant pour le procès, il refusa de se réconcilier avec Mélancthon. Vainement celui-ci lui rappela une amitié déjà ancienne, et lui promit d'oublier son offense, du reste n'exigeant de lui aucune rétractation; « il ne répondit, écrit Mélancthon, non plus qu'une statue. » Mais au dehors il continua de triompher de Mélancthon, Luther n'y contredisant pas, et sans doute se réjouissant secrètement d'un débat qui n'avait profité qu'à lui; car il y avait vu tout à la fois éclater le dévouement de

ses disciples à sa gloire, et intimider la gloire naissante de Mélancthon.

La querelle se calma, moins, comme il arrive en des temps si agités, par un adoucissement dans les personnes ou un changement dans les opinions, qu'à cause des évènemens qui suscitaient de nouvelles affaires avant que les affaires en instance fussent décidées. Les querelles se terminaient moins qu'elles ne s'ajournaient; au moindre répit, toutes les haines du passé profitaient pour se réveiller de ces courtes trèves du présent. Ce ne fut pas la seule fois que Mélancthon eut à défendre sa modération contre les attaques d'Agricola.

Cette querelle aurait pu lui faire voir tout ce qui l'attendait dans le cours de sa vie. A l'égard de son parti, sa modération, quoique demeurée en-deçà du schisme, l'exposait à ces haines d'autant plus sourdes et plus profondes, qu'on ne leur a pas donné de motif manifeste d'éclater. A l'égard des catholiques, cette même modération, assez grande pour qu'elle leur semblât une offre de transaction, et qu'elle les tentât de lui faire des avances qui devaient être repoussées, l'exposait à la haine du tentateur qui se voit dédaigné. Il est vrai que, pour compenser les difficultés et les périls de cette situation, Mélanchton eut toutes les douceurs du beau rôle de modérateur. Si tant de mécontentemens cachés ou éclatans le lui rendirent le plus souvent insupportable, en retour il dut quelquefois en tirer une secrète gloire, en voyant, par son exemple, combien la modération est nécessaire aux sociétés humaines, puisque les partis les plus violens, soit avant de se ruer l'un sur l'autre, soit après le combat, et pour régler la victoire, ont besoin de sa médiation, et l'invoquent en la calomniant.

Il en eut bientôt une preuve dans l'ordre qu'il reçut d'accompagner, en 1529, l'électeur Jean-Frédéric à la diète de Spire. C'est là qu'après bien des disputes, aucun des deux partis n'étant assez fort pour opprimer l'autre, ils s'accordèrent pour frapper les anabaptistes et les sacramentaires qui les embarrassaient également. Ils concoururent aux décrets violens qui furent rendus contre l'ennemi commun, les réformés avec moins d'empressement, et non sans de grands délais, parce qu'ils soupçonnaient les catholiques d'y avoir plus d'intérêt qu'eux. Mais une fois les anabaptistes et les sacramentaires rejetés, il fallut bien que les catholiques et les luthériens se regardassent en face. Les premiers, qui avaient la majorité des voix, décrétèrent que tous ceux qui avaient jusqu'alors conservé les anciennes traditions fussent tenus d'y persévérer; que quant à ceux

qui professaient le nouvel évangile, ils fussent libres d'y persister, à la condition de s'unir aux catholiques pour obliger le reste des peuples à ne pas changer de religion. Ce décret absurde, qui demandait à un parti en progrès une action contre nature, en exigeant qu'il se circonscrivît et s'isolât, souleva les luthériens, qui protestèrent auprès de l'empereur : d'où le nom de protestans, bientôt commun à toutes les églises réformées.

Mélancthon se montra très circonspect, excepté sur un point où il fut pressant, jusqu'à se rendre suspect aux réformés : c'était la séparation d'avec les sacramentaires et Zwingle, leur chef. Il blâmait toute lenteur à cet égard. Dans le fond il était moins éloigné des catholiques, lesquels représentaient du moins l'ordre établi, l'organisation, que des anabaptistes et des sacramentaires, à cause de l'esprit de bouleversement qui perçait sous leurs dogmes. Mais c'est par cet esprit même que ceux-ci trouvaient faveur auprès de certains princes pour qui la réforme était une question d'intérêt bien plus que de conscience. Ces princes, et en particulier le landgrave de Hesse, se servaient de leurs théologiens, comme Philippe-le-Bel de ses jurisconsultes, pour brouiller les affaires, et n'étaient pas disposés à se séparer des forces vives du parti. Qu'on ne s'étonne donc pas que Mélancthon, qui les pénétrait, écrivît à Jonas, à son retour de la diète : « Ces ménagemens pour les Zwingliens m'ont jeté dans un si grand trouble, que j'aimerais mieux mourir que d'avoir à supporter de si grands maux. Toutes les douleurs intérieures m'ont accablé à la fois (1). »

C'est dans ce voyage qu'étant allé voir sa mère, à Bretten, celle-ci lui demanda ce qu'il fallait croire de toutes ces disputes, et si elle devait s'en tenir aux prières qu'elle avait coutume de faire ; et les lui ayant récitées : « Continuez, lui dit son fils, de croire et de prier comme vous avez fait jusqu'à présent, et ne vous troublez point l'esprit de toutes ces controverses. » A peu de temps de là, une lettre de son frère lui apprit la mort de sa mère ; et l'indifférence avec laquelle il l'annonce à Camérarius, quoique son ami intime et le confident ordinaire de ses douleurs privées, semble prouver, ou qu'il avait quelque raison de moins regretter cette mort, ou que ses travaux ne lui laissaient même pas le temps de pleurer la perte des siens.

Le colloque de Marpurg suivit de près la diète de Spire. Il avait été ménagé par le même landgrave de Hesse que, cinq ans auparavant,

(1) *Corp. ref.*, tom. I, nº 617.

Mélancthon avait rencontré chevauchant sur la route d'Heidelberg. Cinq ans avaient mûri ce jeune homme et en avaient fait un des chefs les plus décidés de la réforme. C'était, comme le remarque Bossuet, le plus capable aussi bien que le plus vaillant des princes protestans. Prévoyant que toutes ces discussions finiraient par la guerre, et nourrissant des pensées d'indépendance et d'agrandissement, il avait senti le besoin d'assurer l'union politique dans le parti par l'union de doctrines, et c'est dans ce but qu'il avait réuni à Marpurg les principaux théologiens de la réforme. Luther, Mélancthon et Osiandre y représentaient l'église saxonne; Œcolampade et Zwingle, les sacramentaires et l'église de Suisse; Bucer, celle de Strasbourg, qui inclinait vers les sacramentaires, outre un certain nombre d'adhérens attachés à ces divers chefs, et qui ne s'étaient pas encore fait de nom dans le nouvel évangile.

Malgré le grand intérêt du landgrave et celui de tout le parti à se mettre d'accord, et encore qu'on eût coulé sur tous les autres points, moins par facilité que pour ne pas soulever des difficultés prématurées, on demeura plus séparé que jamais sur la question d'où était née la secte des sacramentaires, la présence réelle. Après un débat de trois jours, où figurèrent seuls Luther et Zwingle, en présence des autres qui y jouèrent le rôle de personnages muets, on se quitta en promettant qu'on n'écrirait plus les uns contre les autres. Il faut croire qu'on n'entendit pas par là les récits qui pouvaient être faits par lettres des divers incidens de la conférence, car il s'en répandit plusieurs où l'on ne s'était pas ménagé.

NISARD.

(*La suite au prochain n°.*)

EXPÉDITION

DE

LA RECHERCHE

AU SPITZBERG.[1]

X.

LES FÉROE.

Le 14 juin 1839, à midi, la corvette *la Recherche*, commandée par M. le capitaine Fabvre, appareillait dans le port du Hâvre pour entreprendre un second voyage au Spitzberg. Le ciel était pur, la mer calme; une foule de spectateurs venaient de se ranger le long du quai, les uns pour satisfaire un sentiment de curiosité, d'autres pour nous envoyer encore un dernier adieu. Debout sur la dunette, nous regardions tour à tour la terre de France qui s'effaçait peu à peu derrière nous, l'espace immense qui se déroulait à nos yeux, et tour à tour notre pensée s'en allait du passé à l'avenir, des regrets d'affection aux désirs de voyage.

Tandis que nous nous abandonnions aux tristes réflexions du départ, la

(1) Voir la livraison du 1er mai 1839.

brise, qui d'abord n'enflait que légèrement nos voiles, comme pour nous retenir plus long-temps en vue du sol de France, fraîchit tout à coup et nous poussa rapidement au large; puis elle tourna contre nous, et nous nous mîmes à louvoyer péniblement pour sortir de la Manche. Le cinquième jour, nous n'avions pas encore doublé la côte d'Angleterre; nous étions au pied du château de Douvres. Au vent contraire succédèrent le calme et la pluie, les deux accidens atmosphériques les plus ennuyeux d'un voyage maritime. Quand les voiles privées de vent s'affaissent et tombent avec lourdeur le long des mâts, quand la brume enveloppe l'horizon, et qu'une pluie incessante fatigue la patience des promeneurs les plus intrépides, l'aspect d'un navire présente un tableau assez singulier. Tandis que les matelots, la tête enveloppée comme des moines dans le capuchon de leur caban, se tiennent silencieusement accroupis au pied des bastingages ou contre la chaloupe, les passagers s'en vont cherchant quelque distraction. Celui-ci écoute les récits de la vie nomade et les histoires de naufrages; celui-là ébauche un dessin auquel un mouvement de roulis imprime tout à coup une tache ineffaçable; cet autre essaie de se dérober la vue des nuages du ciel, en s'entourant d'un nuage de fumée. Il en est qui se mettent hardiment à l'étude; mais bientôt l'impatience les gagne aussi, l'ennui se peint sur leur figure : ils ferment les livres pour venir voir où est le cap, pour demander combien on file de nœuds, et consulter l'expérience du timonier sur l'état de l'atmosphère et les probabilités d'un changement de temps.

Le 25, enfin, le vent tourna au sud, et le 28, dans la nuit, nous aperçûmes une grande masse de rocs carrés, debout au milieu de l'Océan, comme une forteresse. C'était une des îles qui forment l'archipel des Féroe. Au nord, on distinguait plusieurs lignes successives de roches et des montagnes, les unes échancrées et ondulantes, d'autres taillées à vive arête, s'élançant d'un seul jet au-dessus des vagues, et portant dans les airs leur tête couronnée de neige. En les examinant sur toute leur surface, on voyait qu'il n'y avait là ni arbres, ni végétation. C'étaient des roches nues comme celles d'Islande, scindées çà et là par des baies profondes, ou séparées l'une de l'autre par les flots. La brume grisâtre qui retombait comme un voile de deuil le long de ces montagnes, les longues bandes de vapeurs qui ceignaient leur sommet, les flots orageux qui se brisaient à leur pied, tout contribuait à donner à ces îles l'aspect le plus sombre et le plus étrange. De tous côtés, nous cherchions une pointe de clocher, une habitation, et nous n'en distinguions point, car il n'y a que de pauvres cabanes situées à une longue distance l'une de l'autre, cachées au pied des rocs, si étroites et si basses qu'on ne les découvre que lorsqu'on arrive sur le lieu même où elles sont construites. Vers le matin, nous tirâmes un coup de canon pour appeler un pilote; mais nous n'éveillâmes qu'une troupe de mouettes et de stercoraires qui s'enfuirent en poussant un cri rauque et plaintif. Du côté des montagnes, on ne voyait aucun mouvement; on eût dit une terre déserte ou ensevelie dans le silence de la mort. Une heure après, nous répétâmes notre signal, et nous finîmes par apercevoir dans le lointain une barque

qui s'avançait vers nous, portant un mouchoir rouge au haut d'une perche. C'était la barque du pilote. Il monta à bord de notre bâtiment, et, pour se donner plus d'assurance, mit dans sa bouche une moitié de tige de tabac. Pendant que nous virions de bord pour éviter les écueils et pénétrer dans le détroit de Thorshavn, le Féroien examinait avec une curiosité d'enfant toutes les manœuvres et l'attirail de *la Recherche*. Jamais il n'avait vu, disait-il, un aussi beau navire. L'habitacle en cuivre lui fascinait les yeux, et le cabestan était pour lui une chose prodigieuse. Cet homme avait, du reste, une bonne et honnête physionomie, qui semblait nous présager l'honnêteté des insulaires que nous allions voir, en même temps que son costume nous annonçait leur misère. Sa veste de vadmel et son pantalon avaient été si souvent rapiécés, qu'à peine distinguait-on l'étoffe première sur laquelle une main plus patiente qu'habile avait fait une espèce de mosaïque avec une quantité de pièces de toutes couleurs et de toutes formes. Son bonnet n'était qu'un lambeau de vadmel plissé par le haut, et sa chaussure un carré de peau de mouton plié sur le pied et lacé avec une courroie.

Après avoir couru des bordées pendant plusieurs heures, le pilote nous fit jeter l'ancre dans une baie assez large, mais peu sûre, en face de Thorshavn. C'est la grande ville du pays, ou, pour mieux dire, l'unique ville, le séjour du gouverneur, du juge, le centre du commerce, bref, la cité dont le pêcheur raconte les merveilles à ses enfans, comme un provincial débonnaire raconte celles de Paris. Il y a huit siècles que le nom de Thorshavn était déjà écrit dans les chroniques du pays, et ce nom indique encore son origine païenne. C'est là que les habitans des Féroe se rassemblaient autrefois chaque année pour juger leurs querelles et délibérer sur leurs intérêts. C'est là qu'en l'an 998 le peuple adopta la religion chrétienne, et, sur la fin du XVIe siècle, se convertit au protestantisme. Enfin, que dirai-je de plus? on y compte aujourd'hui une dizaine de fonctionnaires publics et six cent cinquante habitans. La situation de cette ville est singulière et très pittoresque. Qu'on se représente au fond du golfe un demi-cercle de montagnes escarpées et sauvages. Là s'élève une langue de terre ou plutôt un banc de roche posé en droite ligne au milieu des flots, au centre du cercle, comme une flèche au milieu d'un arc. C'est sur ce banc de roche que la plupart des maisons ont été construites. Elles sont toutes rangées symétriquement sur deux lignes, et serrées l'une contre l'autre comme les boutiques de la place de Leipzig dans les grands jours de foire. Les rues qui traversent ce triple amas d'habitations sont si étroites, que deux chevaux n'y marcheraient pas de front, et si rocailleuses, si escarpées, que pour pouvoir y passer en certains endroits avec quelque chance de sécurité, il faut se cramponner au roc avec les pieds et les mains. En hiver, par un jour de verglas, la descente d'un de ces rocs peut être regardée comme un exercice d'équilibriste assez hasardeux. Du reste, l'aspect des maisons est en parfaite harmonie avec celui des rues. A part celles qui appartiennent au gouvernement et qui sont occupées par les fonctionnaires, presque toutes ne sont que de pauvres cabanes bâties sur le même modèle, non pas comme celles

d'Islande, avec des blocs de lave, ni comme celles de Norvége, avec de grosses poutres arrondies, mais tout simplement avec quelques douzaines de planches clouées l'une contre l'autre. C'est un genre d'habitation qui forme la transition entre la tente nomade et l'édifice cimenté. Elles sont si frêles, que l'hiver on est obligé de les amarrer avec des câbles pour que le vent ne les emporte pas. Les maisons n'ont qu'un rez-de-chaussée, et sont uniformément coupées en deux parties par une cloison. D'abord on entre dans la cuisine, qui n'a ni planches sur le sol, ni fenêtres. Le jour y pénètre ou par la porte ou par la cheminée. Pour tout meuble, on y trouve quelques vases en terre, quelques ustensiles en bois, un ossement de dauphin pour siége, et d'autres ossemens servant de pelle ou de fourgon. La seconde pièce est éclairée par deux ou trois vitraux. C'est là le séjour habituel de la famille; c'est là que les femmes cardent la laine, tissent le vadmel; c'est là que père, mère, enfans, reposent entassés l'un près de l'autre sur quelques planches recouvertes d'un peu de paille. Cet espace étroit, privé d'air, inondé par la fumée du feu de tourbe, exhale une odeur nauséabonde à laquelle l'étranger s'habitue difficilement. Mais quelle douce surprise n'éprouve-t-on pas lorsqu'au milieu de cette lourde atmosphère on voit surgir des physionomies dont la misère n'a pu altérer l'heureuse expression, des femmes remarquables par l'harmonie de leurs traits, la fraîcheur de leur teint, et des enfans d'une grace charmante! Toute cette population des Féroe est fort belle. Pendant le temps que nous avons passé à Thorshavn et sur les autres côtes, nous n'avons pas rencontré un seul être difforme ou estropié, et souvent, dans nos promenades à travers la ville, nous nous arrêtions, surpris tout à coup par la mâle et forte stature d'un pêcheur, ou le regard plein de candeur et le visage riant d'une jeune fille.

Un soir, j'entrai dans une des cabanes les plus sombres que nous eussions encore rencontrées. La mère de famille vint à nous et nous remercia avec une touchante simplicité de vouloir bien visiter sa demeure. C'était une jeune femme dont les inquiétudes matérielles, le travail, peut-être le besoin, avaient attiédi le regard et décoloré la figure, et qui pourtant souriait encore d'un sourire si doux, qu'à le voir, en passant, on n'eût pas deviné tout ce qu'il cachait de souffrance. Elle portait sur ses bras un enfant dont ses lèvres effleuraient de temps à autre les cheveux bouclés; une petite fille que l'approche de quelques étrangers avait fait fuir s'était réfugiée près d'elle et la tenait par un pan de sa robe, en roulant sur nous de grands yeux bleus étonnés, et trois autres enfans, debout près de la fenêtre, formaient le fond du tableau. La pauvre mère nous raconta sa vie, ses longues veilles d'hiver, ses travaux dans les champs ou près du foyer. Après nous avoir ainsi dépeint, sans recherche et sans emphase, son existence laborieuse, au lieu de se plaindre et de murmurer, elle bénissait la Providence qui avait pris soin d'elle et des siens. « Nous sommes de pauvres gens, disait-elle; mais, grace à Dieu, tout va bien encore dans notre modeste demeure. Mon père en mourant me laissa pour héritage un bateau. Mon mari est bon pêcheur. Moi, je travaille pour les riches pendant l'hiver, et je cultive, pendant l'été, un petit champ pour lequel nous n'avons

à payer qu'une faible redevance. Ainsi les jours s'en vont, et au bout de l'année, il se trouve que nous avons encore de quoi acheter assez d'orge pour nous nourrir, assez de laine pour nous habiller. Le temps le plus rude fut celui où mes enfans étaient si jeunes, que pour m'occuper d'eux il fallait renoncer à mon travail de chaque jour; mais les voilà qui grandissent, et bientôt ils pourront m'aider. »

A ces mots, elle jeta sur eux un regard tout joyeux, et les enfans semblaient, par l'expression de leur physionomie, confirmer son espoir. Pour moi, en l'écoutant parler avec tant de calme et de résignation, je condamnais toutes les élégies écrites sur des tristesses mensongères, et j'admirais cette sagesse de la Providence qui répand sous le chaume les germes féconds de l'espoir, et met dans le cœur des pauvres une source infinie de douces satisfactions.

Cette ville de Thorshavn, composée de quelques centaines de cabanes, est pourtant une ville de guerre. A l'entrée du port, on aperçoit une forteresse, construite autrefois par le héros des Féroe, Magnus Heinesen (1), pour protéger sa terre natale contre les invasions des corsaires. C'était jadis, disent les gens du pays, un bastion assez large, défendu par plusieurs bonnes pièces d'artillerie. Mais la guerre a éclaté, et le fort de Thorshavn a eu son jour de deuil et de désastre. La résignation passive avec laquelle il se soumettait à son sort, ne l'a point empêché d'être dévasté. En 1803, les pêcheurs de Nordœ signalèrent une frégate portant le drapeau français. Bientôt cette frégate apparut dans la rade de Thorshavn, et vint fièrement jeter l'ancre au pied de la forteresse. On reconnut alors que ce vaisseau, paré de notre pavillon, était une frégate anglaise, et il était facile de deviner ses intentions; car le Danemark, allié à la France, se trouvait alors fort peu dans les bonnes graces de l'Angleterre. Le gouverneur ne pouvait penser à se défendre sans compromettre le sort de toute la ville; il envoya à bord de la frégate douze hommes en qualité de parlementaires. Les Anglais les retinrent prisonniers. Il en renvoya douze autres, qui furent également arrêtés. Les habitans de Thorshavn, indignés d'une telle perfidie, voulaient courir aux pièces de canon et engager le combat; mais les Anglais ne leur en donnèrent pas le temps. Ils descendirent à terre en grand

(1) C'était le fils d'un Norvégien qui s'établit aux Féroe, et, après la réformation, devint prêtre. Magnus se dévoua à la vie maritime et se distingua de bonne heure par sa hardiesse et son courage. Avec un bâtiment mal équipé et une troupe peu nombreuse, il s'en allait intrépidement à la rencontre des flibustiers anglais, allemands, qui infestaient alors les côtes d'Islande et des Féroe. Frédéric II, pour le récompenser de ses services, lui donna le commandement d'une corvette danoise. Ce fut avec cette corvette que Magnus s'empara d'un bâtiment anglais chargé de marchandises des Féroe. Les Anglais réclamèrent et prétendirent que leurs denrées provenaient des îles Shetland. L'ennemi juré des pirates fut lui-même accusé de piraterie, et paya de sa tête un crime supposé. Magnus fut exécuté en 1589. Peu de temps après, son innocence fut reconnue, et celui des juges qui avait le plus contribué à faire prononcer sa sentence, fut condamné à une amende considérable. Il existe aux Féroe plusieurs chants traditionnels sur ce héros du peuple.

nombre, s'emparèrent de la forteresse, enclouèrent les canons, démolirent une partie du bastion, puis s'en retournèrent à bord de la frégate. L'histoire ne nous a pas conservé le nom de ces hommes qui s'en vinrent avec tant d'audace dans une mer paisible, masqués par un pavillon étranger, qui eurent la gloire de faire prisonniers vingt-quatre pêcheurs, de descendre en plein jour sur une terre sans défense, et de dévaster un bastion abandonné. Il faut croire que les annales maritimes anglaises sont, à cet égard, plus complètes que celles des Féroe. Les héros de cette glorieuse campagne doivent être inscrits tout près de ceux qui, dans un temps d'armistice, sans aucune déclaration de guerre, s'en allèrent un matin incendier la flotte de Copenhague.

Maintenant la forteresse de Thorshavn n'est plus qu'un bastion en terre, défendu par quelques canons, et gardé par une troupe de vingt-quatre chasseurs qui joignent à leur métier de soldat celui de matelot. Ce sont eux qui conduisent la barque du gouverneur, ou du *landfoged* dans leurs excursions à travers les différentes îles.

La meilleure défense de Thorshavn n'est pas dans ce simulacre de forteresse, mais dans l'aspect de ses rues et de ses environs. Comment la cupidité humaine pourrait-elle être éveillée, comment une idée de vengeance pourrait-elle se soutenir à la vue de ces collines incultes, de ces habitations dépourvues de tout objet de luxe, occupées par des familles souffrantes et résignées? Autour de Thorshavn, il n'y a ni arbres, ni moisson, seulement çà et là quelque maigre enclos de verdure et quelque champ d'orge plus maigre encore, où le laboureur ne récolte souvent que des tiges de paille avortées, des épis sans grain. Les habitans de cette ville sont plus à plaindre encore que ceux des campagnes, car le sol qu'ils occupent ne leur permet pas d'élever des bestiaux; ils n'ont pour toute ressource que le produit de leur pêche ou de leur industrie. Les femmes tricotent une certaine quantité de bas de laine et sont malheureusement obligées de les vendre à un très bas prix. Aussi, tandis que toutes les autres petites villes du Nord, Reykiawick, Tromsœ, Hammerfest, s'accroissent d'année en année et s'embellissent, la ville de Thorshavn reste complètement stationnaire. Pas un particulier ne parvient à s'y enrichir, pas un pêcheur ne peut élever une maison à la place de sa chétive cabane. La vie soucieuse à laquelle sont condamnés ces pauvres gens comprime leur développement intellectuel. Presque tous savent lire, beaucoup savent écrire; mais ils ne s'associent pas, comme les paysans norvégiens du Gudbrandsdal, pour se procurer des livres et des journaux, et on ne trouve pas chez eux, comme chez les paysans d'Islande, des sagas imprimées ou manuscrites. Il y a maintenant dans chacune des Féroe une école ambulante, ou une école fixe; mais tous ceux qui aspirent à devenir prêtres, ou à occuper quelque emploi civil, doivent faire leurs études en Danemark. Grace au zèle de quelques hommes intelligens, on a cependant fondé une bibliothèque à Thorshavn. Le gouvernement lui a donné une somme de 1500 francs. Divers particuliers lui ont envoyé des livres. Les prêtres, les fonctionnaires, les principaux habitans des Féroe paient chaque année pour l'agrandir une légère contribution. Avec ces faibles ressources,

on est parvenu à rassembler près de cinq mille volumes, parmi lesquels il se trouve un assez grand nombre d'ouvrages choisis.

C'est dans cette ville aussi que demeure l'unique médecin des Féroe. Il reçoit des appointemens fixes et doit traiter gratuitement les pauvres du pays. Mais il est impossible qu'un seul homme puisse porter secours à toutes les familles dispersées sur tant de côtes différentes. Souvent la mer est si grosse et le vent si orageux, qu'on ne peut aller d'une île à l'autre, et tandis que le médecin ou le prêtre attend que la vague se calme, pour pouvoir porter au malade un dernier remède ou une dernière consolation, l'humble enfant des Féroe meurt comme il a vécu, avec douleur et résignation.

Enfin on trouve encore à Thorshavn un hôpital : ce n'est qu'une modeste maison en bois bâtie au bord de la mer ; mais elle est ouverte aux étrangers comme aux hommes du pays. Ceux qui y entrent y sont traités avec une pitié touchante et une sollicitude qui ne se dément jamais. Quand nous arrivâmes dans cette ville, il y avait là un matelot de Boulogne. Une nuit, au milieu d'un violent orage, il avait été saisi sur le pont par une vague, jeté contre le grand mât, et il s'était cassé la jambe. Son capitaine essaya de la lui redresser à l'aide de quelques planchettes et d'un peloton de ficelle, puis il le conduisit à Thorshavn et s'en retourna en France. Le malheureux était là depuis deux mois, seul au milieu d'un peuple étranger dont il ne comprenait pas la langue, incapable de se lever, et ne voyant du matin au soir que les brumes ou les flots de la mer. Le médecin venait le voir tous les jours, et pour tâcher de le distraire dans sa solitude, il lui enseignait à lire. Sa plus grande joie, depuis qu'il était là, avait été d'apprendre notre arrivée. Il s'efforçait de se lever sur son lit pour voir par la fenêtre le haut des mâts du navire, et quand nous entrâmes dans sa chambre, il salua militairement le capitaine, et nous raconta dans son langage simple et naïf sa rude traversée en Islande, et son arrivée aux Féroe. On remarquait à la vivacité de son regard le bonheur qu'il éprouvait à voir des compatriotes, à entendre parler sa langue, et quand nous lui demandâmes s'il avait besoin d'argent : — Non, répondit-il, je n'ai besoin de rien ; mais si, comme je le crois, vous avez des matelots de Boulogne à bord, oh ! je voudrais bien qu'il leur fût permis de venir me voir.

Notre première impression, en pénétrant dans les défilés rocailleux de Thorshavn, avait été assez pénible. Cependant à peine avions-nous passé quelques jours dans cette ville que nous songions déjà à regret qu'il faudrait bientôt la quitter. Dans la maison du fonctionnaire comme dans celle du pêcheur, partout nous avions été reçus avec un empressement cordial. Quand nous passions dans les rues, nous ne voyions que de bonnes et franches physionomies, des femmes qui s'inclinaient gracieusement à notre approche et des hommes toujours prêts à nous servir de guides, à nous conduire dans leurs bateaux. Puis, si l'intérieur de la ville n'offre qu'un triste coup d'œil, toutes ces montagnes qui bordent le golfe, ces îles bleuâtres qu'on aperçoit dans le lointain, sont magnifiques à voir. J'aimais à monter le soir au-dessus de la colline où s'élève la forteresse, à regarder au-dessous de moi cette humble cité du Nord avec ses

toits de gazon et de lambris, ces cabanes pareilles à des bateaux qu'un coup de vent aurait poussés sur la côte, et cette mer sillonnée de distance en distance par une grande roche noire ou une montagne. Déjà nous commencions à retrouver ces belles nuits crépusculaires des régions septentrionales. Le soleil ne disparaissait que très tard à l'horizon, et quand on cessait de le voir, toute la surface du ciel restait imprégnée d'une douce lumière. Seulement il y avait plus de silence que dans le jour, et on n'entendait que le bruit mélancolique de la vague qui roulait sur le sable du rivage, puis se retirait en lui laissant comme trophée une frange d'écume, une guirlande d'algue. Il y a dans ces heures de solitude passées au bord de la mer, dans ce murmure uniforme et plaintif des flots, dans cet espace immense où la pensée s'enfuit de vague en vague avec le regard, un charme que nul idiome ne peut peindre, que nul chant ne peut exprimer. En sortant de là, on se sent plus léger et plus fort. Il semble que la brise qui court sur les flots rafraîchit l'ame, et que la vue de l'espace agrandit l'intelligence.

Mais je ne donnerais qu'une idée bien imparfaite des Féroe, si je me bornais à parler de Thorshavn et de ses collines. Tout cet archipel offre aux regards étonnés de l'artiste les situations les plus romantiques, les points de vue les plus pittoresques. Il se compose de vingt-cinq îles, dont dix-sept sont habitées. En allant d'une de ces îles à l'autre, tantôt on passe sous une masse de pierre percée comme un arc de triomphe, tantôt au pied d'un roc imposant comme une pyramide, aiguisé comme une flèche. Ici vous voyez s'ouvrir, à la base d'une montagne, une grande caverne sombre où le pêcheur entre hardiment avec son bateau pour poursuivre les phoques qui vont y chercher un refuge; là c'est une muraille à pic dont le pied de l'homme n'a jamais touché les parois glissantes; plus loin, une roche minée à sa base par les vagues qui la battent sans cesse, et projetant sur la mer son front chauve noirci par le temps.

L'histoire de ces îles ressemble beaucoup à celle de l'Islande. Elles furent, comme l'Islande, découvertes dans un jour d'orage, peuplées, au temps de Harald aux beaux cheveux, par une colonie de Norvégiens, soumises d'abord à une sorte de gouvernement oligarchique, puis assujetties par la Norvége et réunies avec celle-ci, l'Islande et le Groenland, au Danemark à la fin du XIVe siècle. Elles sont maintenant administrées par un fonctionnaire danois qui a le titre de gouverneur, et divisées en six districts ou *syssel*. On y compte trente-neuf églises partagées entre sept prêtres. C'est une rude tâche pour les prêtres que de visiter, à certaines époques de l'année, ces paroisses disséminées sur l'océan. Aussi leurs prédications ne peuvent-elles être très régulières. Souvent ils se trouvent arrêtés par l'ouragan et retenus loin de leur demeure pendant des semaines entières (1); souvent aussi ils n'accomplissent qu'au péril

(1) Autrefois il y avait sur différens points des Féroe des sources d'eau bénite où les parens pouvaient aller baptiser leurs enfans, lorsque la mauvaise saison les empêchait de les porter au prêtre. Cet usage n'existe plus. Les parens portent le nouveau-né chez le prêtre, et souvent compromettent son existence par les fatigues et les dangers du voyage.

de leur vie leur mission évangélique, et ce qu'il y a de plus triste encore dans les fonctions qu'ils viennent remplir dans ces îles, ce ne sont pas les rudes et dangereux voyages auxquels ils sont condamnés, c'est leur isolement. Ils habitent sur quelque grève silencieuse au milieu de deux ou trois cabanes, et ils apportent là les souvenirs d'une autre contrée et d'une autre existence, car ils sont tous Danois, et ils ont tous pris leurs grades à l'université de Copenhague.

L'archipel des Féroe s'étend du 61° 15 de latitude jusqu'au 62° 21. Sur toute cette surface, on ne compte pas plus de sept mille habitans. L'intérieur des îles est complétement désert. C'est au fond des bois seulement et le long des côtes que le paysan bâtit sa demeure; c'est là qu'il a son enclos de verdure et quelquefois son champ d'orge ou de pommes de terre. D'après les calculs de M. de Born, qui a mesuré tout ce pays en divers sens, il n'y a aux Féroe qu'une soixantième partie du sol livrée à la culture. Le reste n'est qu'une croûte pierreuse revêtue d'une couche de terre légère et sans consistance.

La vraie richesse des Féroiens consiste dans leurs moutons (1). Le mouton est presque pour eux ce qu'est le renne pour le Lapon, le phoque pour le Groënlandais, ou le cocotier pour les habitans de la Guiane. Il leur donne tout ce dont ils ont besoin : nourriture, laine, suif; et ce qu'ils peuvent mettre en réserve après avoir tissé leurs vêtemens, ils le vendent pour se procurer les différentes choses qu'ils ne trouvent pas dans leur pays. Plusieurs Féroiens ont des troupeaux de cinq à six cents moutons, quelquefois plus; mais ce qui est étrange, c'est la négligence avec laquelle ils traitent cet animal, qui est pour eux une ressource si précieuse. Pas un fermier ne s'est encore avisé de construire une étable pour ses moutons, ou tout au moins un hangar où ils puissent trouver un refuge dans la mauvaise saison. Les malheureuses bêtes errent en tout temps sur les montagnes. L'hiver elles sont forcées de chercher, comme les rennes, leur nourriture sous la neige. Si cette neige est durcie par le froid, elles périssent de faim; quelquefois elles sont englouties sous une avalanche; pendant les jours les plus rigoureux, elles cherchent un refuge dans les cavernes. Des tourbillons de neige en ferment souvent l'entrée, et les moutons restent là des semaines entières, privés de boisson et d'alimens. On en a vu qui, dans leur longue disette, en étaient venus à se ronger leur laine. Au mois de juin, le paysan se met à la recherche de son troupeau avec des hommes habitués à ces courses et des chiens exercés à traquer le mouton récalcitrant dans les ravins et les grottes. Chaque paysan reconnaît ses brebis à une marque particulière, et il les prend l'une après l'autre pour les tondre. Mais cette opération se fait encore d'une manière barbare. Le Féroien ne coupe pas la laine du mouton, il l'arrache avec la main, et quelquefois si violem-

(1) C'est de là aussi que vient probablement le nom des îles (*Faaræ*, îles des brebis). Puisque nous en sommes à cette étymologie, je ferai observer en passant que c'est un pléonasme de dire les *îles* Féroe, le mot *æ*, placé à la fin de ce nom, signifiant déjà îles.

ment, qu'il met la pauvre bête tout en sang; après quoi il lui rend sa liberté, et elle reprend sa vie sauvage. Les chevaux sont également abandonnés l'hiver et l'été à travers champs. On les va chercher à deux époques de l'année, la première fois pour porter l'engrais dans les prairies, la seconde pour porter la tourbe dans les fermes. Les vaches, grace au produit journalier de leurs mamelles, ont seules le privilége de manger à un ratelier et de dormir dans une étable.

La chasse est encore pour les habitans de ces îles une ressource assez considérable. Il n'y a ici, il est vrai, ni ours, ni loups, ni renards; mais peu de pays renferment une aussi grande quantité d'oiseaux. On les trouve par centaines sur toutes les côtes et sur toutes les montagnes. Les Féroiens les poursuivent avec une rare intrépidité; ils ne se bornent pas à tuer ceux qui errent sur la grève et planent sur la colline, ils gravissent, pour les dénicher, les sentiers les plus rudes et les rocs les plus escarpés. Si la roche où l'oiseau va faire son nid est tellement élevée, tellement polie à sa surface, que le Féroien ne puisse s'y cramponner, il monte au sommet en faisant un détour, se suspend à une corde dont deux ou trois de ses compagnons tiennent le bout, et se laisse descendre jusqu'à l'endroit où il a vu l'oiseau se poser. Quand il s'est emparé de sa proie, il tire une ficelle attachée au bras d'un de ses compagnons, et ceux-ci le hissent au haut de la montagne. Mais parfois il arrive que la corde s'engage dans des interstices de roc, et que l'imprudent chasseur reste suspendu entre ciel et terre, ne pouvant ni descendre, ni remonter. Il y a quelques années un paysan de Nordœ passa ainsi tout un jour et toute une nuit au milieu des rocs, privé de nourriture, demi-nu, exposé au froid, et torturé par la corde qui lui serrait les flancs. Dans son désespoir, il allait ronger la corde avec les dents, au risque de se tuer en tombant dans l'abîme, lorsque d'autres paysans arrivèrent à son secours. On parvint, après beaucoup d'efforts, à le délivrer de son affreuse situation, et, en posant le pied sur le sol, il tomba évanoui.

La pêche était autrefois, dans ces îles, une des occupations les plus importantes et les plus fructueuses; depuis plusieurs années, elle est beaucoup moins abondante, soit que les bancs de poissons aient changé de place, soit qu'ils aient réellement diminué; mais il reste toujours la pêche du dauphin, et celle-là pourrait faire oublier aux Féroiens toutes les autres. Dès qu'un pêcheur a reconnu, en pleine mer, la présence d'un troupeau de dauphins, il le signale aussitôt aux habitans de la côte, en arborant un pavillon particulier. Ceux-ci s'en vont sur la montagne, allument un feu de gazon, et bientôt ce signal télégraphique annonce à toutes les îles la joyeuse nouvelle. Les tourbillons de fumée flottent dans les airs, les feux éclatent de sommet en sommet; leur nombre, leur position, indiquent aux habitans des côtes éloignées l'endroit où se trouvent les dauphins. A l'instant le pêcheur détache sa barque du rivage; ses parens, ses voisins accourent à la hâte se joindre à lui; des femmes leur préparent des provisions, et ils s'élancent gaiement sur les flots. A Thorshavn, il y a ce jour-là un mouvement dont on ne saurait se faire

une idée. Des femmes, des enfans, s'en vont tout effarés à travers la ville en criant : *Gryndabud*, *gryndabud* (nouvelle du dauphin)! A ce cri de bénédiction, toutes les portes s'ouvrent, toutes les familles sont en rumeur : c'est à qui ira le plus vite à son bateau, à qui sera le plus tôt prêt à fendre la lame avec l'aviron ou à déployer la voile. Le gouverneur et le landfoged accourent aussi, et se mettent à la tête de la caravane, avec leur chaloupe conduite par dix chasseurs en uniforme, et portant au haut du mât la banderolle danoise. Quand tous les pêcheurs sont réunis à l'endroit désigné, ils se mettent en ordre de bataille, s'avancent, selon la position des lieux, en colonne serrée, ou forment un grand demi-cercle; ils enlacent dans cette barrière les dauphins étonnés, les poursuivent, les chassent jusqu'à ce qu'ils les amènent au fond d'une baie. Là, le cercle se resserre, les dauphins sont pris entre la terre et les bateaux, arrêtés d'un côté par la grève où le moindre mouvement imprudent les fait échouer, retenus de l'autre par des mains armées de pieux. Dans ce moment-là seulement, les pêcheurs sont préoccupés d'une singulière superstition. Ils ne veulent voir sur le rivage ni femmes, ni prêtres, car ils prétendent que les femmes et les prêtres doivent mettre en fuite le dauphin. Une fois que cet obstacle a disparu, il se fait un carnage horrible. Les pêcheurs frappent, égorgent, massacrent; le sang ruisselle à flots, la mer devient toute rouge, et ceux des dauphins qui pourraient encore s'échapper, perdent dans la vague ensanglantée leur agilité instinctive, et tombent, comme les autres, sous le fer acéré. Souvent on compte les victimes par centaines. Quand le carnage est fini, on traîne les dauphins sur le sable; le *sysselmand* apprécie la valeur de chaque poisson, leur grave une marque sur le dos, et le gouverneur en fait le partage. D'abord on prend, à titre de dîme, une part pour le roi, pour l'église, pour les prêtres, une autre pour les fonctionnaires, une troisième pour les pauvres, une quatrième pour ceux qui se sont associés à la pêche, tant par barque et tant par homme. Celui qui a découvert le troupeau a droit de choisir le plus gros de tous les dauphins. Ceux qui ont été blessés ou qui ont souffert quelque avarie dans cette expédition, ont une part supplémentaire; enfin, on en réserve encore une partie pour les propriétaires du sol où la pêche s'est faite, et celle-ci est presque toute dévolue au roi, qui est le plus grand propriétaire du pays. Quand le partage est achevé, les animaux sont dépecés, on en tire la peau qui sert à faire des courroies, la chair et le lard qui forment une des meilleures provisions de la famille féroïenne. Avec la graisse on fait de l'huile, et la vessie desséchée sert de vase pour la contenir. Les entrailles doivent être portées par chaque bateau en pleine mer, afin de ne pas infecter la côte. Un dauphin de moyenne grandeur donne ordinairement une tonne d'huile qui se vend, à Thorshavn, de 30 à 40 francs. La chair et le lard ont à peu près la même valeur. Le pêcheur recueille avec soin tous les débris de sa capture, et s'en retourne en triomphe dans sa famille.

Les maisons que l'on trouve le long des côtes sont en général plus vastes et plus comfortables que celles de Thorshavn. Elles se composent, comme dans

toutes les campagnes du Nord, de plusieurs petits bâtimens, dont chacun a une destination particulière. D'abord on aperçoit le corps de logis, élevé près de l'enclos, construit moitié en pierre, moitié en bois. Il y a là une large cuisine, une chambre où les femmes se réunissent pour tisser le vadmel, une autre où l'on garde les provisions. A côté est l'étable, un peu plus loin une grange avec un four en terre où l'on fait, comme dans le nord de la Finlande, mûrir l'orge en l'exposant pendant vingt-quatre heures à une température ardente; puis deux ou trois cabanes en planches disjointes. Le fermier y suspend au mois de novembre des moutons tout entiers au moment où ils viennent d'être égorgés. L'air qui pénètre de tous côtés dans la cabane les dessèche peu à peu. Au mois de mai ou de juin, cette viande ainsi séchée est ferme, compacte, pleine de suc. On la mange sans la saler et sans la cuire, et, dussé-je choquer le goût des gastronomes, j'avouerai que j'en ai mangé plusieurs fois avec plaisir. C'est, du reste, un aliment très commode pour le pêcheur. Au moment d'entreprendre quelque excursion, il entre dans son *kiadl*, coupe un quartier de mouton, et s'en va sans avoir à songer ni au feu de la cuisine, ni aux épices. La plus belle habitation que nous ayons vue est Kirkeboe. Elle est située entre la mer et les montagnes, auprès d'une petite île toute peuplée d'*eder*. Là s'élevait autrefois un couvent de moines dont on ne voit plus de vestiges; là demeuraient les évêques catholiques. Près de la maison du fermier, on aperçoit encore les murailles d'une église gothique, dont l'évêque Hilaire voulait faire la cathédrale des Feroe. Mais la réformation mit fin aux travaux, et cette église inachevée est là comme un monument de la chute rapide du catholicisme dans ces îles lointaines.

Le caractère des Féroiens est doux, honnête, hospitalier. L'isolement dans lequel ils vivent, la monotonie de leurs travaux, leur donnent un phlegme habituel qui touche de près à l'indolence. La nature sombre qui les entoure les rend taciturnes et mélancoliques; mais les rudes excursions auxquelles ils sont souvent condamnés, les soins matériels qui les obsèdent n'éteignent point dans leur cœur le sentiment de pitié pour les autres. Au milieu de leurs souffrances, ils se souviennent de ceux qui souffrent. L'étranger ne frappe jamais inutilement à leur porte, et le pauvre n'implore pas en vain leur commisération. S'il se trouve dans le district quelque orphelin en bas âge et sans fortune, on peut être sûr qu'un paysan se hâtera de le prendre sous sa protection et de lui donner asile.

Le meurtre est parmi eux une chose inouie, les querelles sont rares et peu dangereuses. Les annales judiciaires des différentes îles n'ont guère d'autres crimes à enregistrer que des vols de peu d'importance. Les mœurs sont pures. A peine compte-t-on chaque année un ou deux enfans naturels dans tout le pays. Autrefois, quand une jeune fille devenait enceinte, elle devait payer une amende; si ensuite elle se mariait, au lieu de poser sur sa tête, comme les autres, une guirlande de fleurs, elle était condamnée à porter une calotte rouge. Maintenant encore, quand un cas pareil se présente, elle est privée des deux cheva-

liers d'honneur qui conduisent à l'église la jeune fille sans tache; elle s'en va toute seule avec celui qui l'a choisie pour femme.

Leur costume est tout à la fois simple et gracieux. Les hommes ont une veste ronde, bleue ou verte comme celle des Tyroliens, un gilet de laine avec des boutons brillans, une culotte et des souliers plats en peau de mouton. Quelques-uns portent de longs cheveux dont ils forment une natte qui tombe sur leurs épaules à la manière des jeunes filles de Berne. Les femmes portent un mantelet de tricot à manches courtes, qui leur serre étroitement la taille et monte jusqu'au col, un grand jupon flottant et un charmant petit bonnet en soie qui leur laisse le front découvert et s'aplatit au sommet de la tête. Autrefois elles avaient pour les grandes occasions, surtout pour les jours de fiançailles, des costumes d'or et d'argent comme ceux des Islandaises. M. Giraud, qui nous accompagnait dans notre voyage, a dessiné une jeune fille avec cet ancien costume solennel, et, à la voir silencieuse et immobile sur sa chaise, avec ses cheveux relevés sur la tête et poudrés, sa robe de damas, ses manchettes de dentelle, on eût dit un portrait du temps de Louis XV. Mais tout ce luxe d'emprunt qui souriait à des imaginations naïves disparaît peu à peu, et maintenant la jeune fille ne croit pouvoir mieux se parer pour un jour de noces qu'en s'habillant comme une bourgeoise de Copenhague, qui copie, autant que faire se peut, la bourgeoise de Paris.

Les anciennes coutumes et les anciennes traditions tombent aussi çà et là en désuétude. Néanmoins, dans les îles du Nord, on voit encore de vieilles femmes qui prétendent retrouver, au moyen de certains sortiléges, les choses volées, et guérir les maladies, et des paysans qui, le soir, au coin du feu, répètent avec une parfaite bonne foi les contes du temps passé. Ils parlent des *Huldefolk*, esprits mystérieux qui habitent le flanc des montagnes, vivent de la même vie que les hommes, et possèdent de gros troupeaux qui passent invisibles à travers les pâturages. « J'ai connu, me disait un paysan de Thorshavn, une jeune fille qui était toujours poursuivie par les Huldefolk. Elle alla trouver le prêtre pour en obtenir quelque conseil, mais il ne put la secourir. Enfin elle se maria, et dès ce moment les Huldefolk cessèrent de la poursuivre. J'ai connu aussi un pêcheur qui a rencontré plusieurs fois ces habitans de la montagne; moi, je le crois, ajouta-t-il naïvement, mais pourtant je ne les ai pas vus. » Il y a une autre espèce d'esprit qu'on appelle les *Vattarre*. Ce sont de jolis petits nains plus petits encore que ceux d'Allemagne; ils demeurent sous les pierres qui avoisinent les maisons, et sont d'une nature si douce et si craintive, qu'ils ne peuvent souffrir aucune rumeur. Une querelle les effraie, un blasphème les fait fuir. Tant qu'ils vivent en bonne intelligence avec les habitans de la maison près de laquelle ils sont venus chercher un asile, ils leur portent bonheur, ils les guident, sans être vus, dans leurs courses, et les aident dans leurs travaux; mais si le paysan qu'ils se plaisaient à secourir les offense, ils deviennent pour lui des ennemis implacables. Quelques personnes croient à la *Mara*, monstre hideux qui parfois surprend l'homme dans son sommeil, se pelotonne, s'accroupit sur sa poi-

trine et l'oppresse. On ne peut s'en délivrer qu'en faisant le signe de la croix et en prononçant le nom de Jésus. On raconte aussi dans ces îles, comme dans presque toutes les contrées du Nord, que les morts peuvent revenir sur terre, soit pour se venger d'une offense, soit pour acquitter une dette qui les tourmente dans le tombeau, soit pour donner une dernière marque d'affection à ceux qu'ils ont aimés. Quand ils reparaissent dans le lieu où ils ont vécu, ils ont le pouvoir d'exaucer le désir de ceux qui les rencontrent. Il faut aller les attendre la nuit de Noël sur un chemin en croix, et prendre garde de prononcer un seul mot en les voyant, ou de faire un seul geste; car alors le mort disparaît, et l'on ne peut plus rien espérer.

Autrefois on avait aussi une grande peur des sorciers. Quand une vache faisait son premier veau, on avait coutume de lui arracher quelques poils entre les cornes, afin de la préserver de tout sortilége. Quand on recommençait à la traire, on prenait d'abord quelques cuillerées de son lait pour en faire une libation aux esprits du foyer.

Enfin, il y a une foule d'histoires sur les *Nikar* où esprits des eaux, sur les monstres de l'Océan et les hommes de mer qui attirent sur le rivage les jeunes femmes, et les emportent dans les flots. On a vu dans ce pays des baleines qui auraient fait honte à celle de Jonas. Dans une des îles du Nord, quatre paysans prirent un jour un bateau et s'en allèrent à la pêche. Le soir ils ne revinrent pas; le lendemain et le surlendemain, on les chercha sans pouvoir les trouver. Un mois après, une baleine échoue sur la côte, on la tue, on l'ouvre, et la première chose que l'on aperçoit dans ses entrailles, ce sont les quatre pêcheurs, assis dans leur bateau et courbés encore sur leurs avirons. A Quanesund, des paysans, en allant à la pêche, entendaient chaque matin des cris singuliers et ne voyaient personne. Un jour enfin, ils parvinrent à apercevoir un homme de mer, s'en emparèrent et le conduisirent dans leur demeure. Le lendemain, ils le prirent avec eux en retournant à la pêche. Au moment où ils passaient au-delà des bancs de poissons, l'homme de mer se mit à rire. Ils revinrent en arrière et firent une excellente pêche. Chaque matin ils s'en allaient ainsi sur les flots avec leur guide mystérieux dont ils avaient appris à interpréter le ricanement et le silence; chaque soir ils le ramenaient à Quanesund, lui donnaient pour nourriture du poisson cru, l'enfermaient dans une étable et faisaient une croix sur la porte. Un jour qu'ils avaient oublié de faire cette croix, l'homme de mer s'enfuit, et jamais on ne l'a revu. Sur la côte de Stromœ, il y a une famille qui prétend descendre d'un phoque. C'est là, je l'avoue, une étrange généalogie; mais, comme elle m'a été expliquée de la manière la plus positive par un des membres de cette famille, j'ai bien dû la prendre au sérieux. Il faut savoir d'abord qu'il y a des femelles de phoques qui, en jetant sur la grève leur peau de poisson, prennent aussitôt une gracieuse forme de femme. Un matin, un pêcheur en vit une si belle, qu'il en devint aussitôt amoureux. Il l'emmena dans sa demeure, enferma soigneusement la peau de phoque dans un coffre, épousa la femme, qui devint mère de plusieurs

enfans. Mais un jour, en allant à la pêche, il oublia la clé de son coffre; la femme s'en aperçut, reprit sa peau de phoque, courut sur la grève et s'élança dans les flots.

Le souvenir des anciens temps, le caractère national des Féroiens se sont conservés aussi dans la célébration de plusieurs fêtes, dans celle de Noël par exemple, et dans les cérémonies du mariage. Comme autrefois, on voit des jeunes gens qui, pour toucher le cœur de celle qu'ils désirent épouser, se choisissent un orateur. C'est un pêcheur renommé pour son intelligence, un paysan habile à composer des vers. Quand le jour du mariage est arrêté, on envoie des invitations dans tout le district. Parens, amis, hommes, femmes, enfans, arrivent à pied, à cheval, et s'entassent pêle-mêle dans la maison du fiancé. On fait rôtir pour ce jour-là des moutons et des veaux tout entiers. L'eau-de-vie coule dans de grands vases, la bière bout dans la chaudière, la table est mise du matin au soir, et les convives agissent sans gêne; car, avant de s'en aller, ils sont tous, comme en Finlande, soumis à une collecte et laissent tous quelques *species* sur le plateau qu'on leur présente. La noce dure trois jours. Le plus beau, le plus pompeux est celui où les fiancés reçoivent la bénédiction nuptiale. Le soir, tout le monde se met à danser. Cette danse des Féroe est très curieuse à voir. Les danseurs se pressent, se prennent par la main, sans distinction de rang, d'âge, de sexe, et forment une longue chaîne. Ils n'ont point d'instrumens de musique pour se donner la mesure, mais ils savent tous les chants traditionnels et les mélodies anciennes avec lesquels ils ont été bercés. L'un d'eux entonne une strophe, les autres l'attendent au refrain et le chantent tous ensemble. Ce chant, composé seulement de quelques modulations, est grave, mélancolique, imposant. Au milieu des fortes vibrations des voix d'hommes, on entend de temps à autre percer la voix aiguë d'une jeune fille; mais en général toutes ces accentuations rustiques sont très justes et parfaitement d'accord. Au moment où le chant commence, la chaîne marche, tourne, se déroule d'abord lentement et avec une sorte de grace nonchalante, comme les naïves rondes de Bretagne, quand le bignou fait entendre l'air populaire : *An ini gos;* puis bientôt elle s'anime, elle a des mouvemens plus vifs et plus rapides. Les chants choisis pour ces solennités sont presque tous des fragmens ou des imitations des *Kœmpeviser* danois, des histoires de guerriers, des récits de combats et d'amour, comme les strophes de la *Jérusalem*, que chantent les gondoliers de Venise. Peu à peu la danse prend le caractère d'une scène théâtrale. Les conviés s'associent au récit du chanteur, ils suivent avec émotion les péripéties du drame, s'agitent, se passionnent, balancent les bras, frappent du pied, et par leur pantomime expriment en quelque sorte tout ce que le poète a voulu exprimer dans ses vers, et le musicien dans ses mélodies. Les femmes seules, comme s'il leur était défendu de montrer de l'émotion, gardent, au milieu de cette animation générale, une réserve impassible. Elles ne font aucun mouvement, elles se laissent entraîner. A les voir parfois le soir, avec leurs regards immobiles et leur figure blanche, suivant avec joie

et cependant avec une sorte de mélancolie toutes les vives ondulations de cette chaîne qui se déroule comme un serpent et se précipite comme un tourbillon, on dirait des jeunes filles emportées par une force irrésistible dans les danses des esprits.

Au milieu de ce bal dramatique, un homme frappe sur une poutre pour avertir la mariée qu'il est temps de se retirer dans sa chambre; mais la mariée doit faire semblant de ne pas l'entendre, et continuer à danser. Bientôt après, un second coup résonne, et elle ne s'en émeut pas davantage. Enfin, au troisième coup, la mariée s'en va, et il est convenable, disent les bonnes gens, qu'avant de se mettre au lit, elle pleure un peu. Le marié ne tarde pas à la suivre; et, quand tous deux sont dans leur chambre, les convives récitent à haute voix une prière et entonnent un psaume.

Une fois ces jours de fête passés, le paysan des Féroe reprend sa vie de labeur et de privations. Soit qu'il laboure un sol ingrat, soit qu'il aille par les froides matinées d'hiver à la pêche, il ne boit toute l'année que de l'eau, il ne mange que du pain lourd; car il est né dans la pauvreté, et il en porte constamment le poids. Les flots et la terre ne lui donnent souvent qu'un moyen d'existence précaire, et ses faibles ressources sont encore amoindries par le monopole commercial qu'il subit comme une loi de servage. Le commerce des Féroe était libre autrefois. Les habitans s'en allaient eux-mêmes à Bergen échanger les productions de leur pays contre celles dont ils avaient besoin. Plus tard ils renoncèrent à ces voyages, mais les marchands des villes anséatiques venaient chaque été négocier avec eux des échanges de denrées. Un beau jour, Frédéric II s'empara de ce commerce comme d'une propriété particulière, et l'afferma à une société de Lubeck et de Hambourg. De cette époque date le régime du monopole, et depuis il a été parfois plus ou moins rigoureux, mais il n'a plus cessé. En 1607, le roi transmit le privilége de ce commerce à des négocians de Bergen; Frédéric III l'abandonna généreusement à un homme dont il voulait récompenser les services, et qui le transmit comme un fief à son fils. La dureté avec laquelle les possesseurs de ce monopole traitèrent les malheureuses îles excita des plaintes si réitérées et si éloquentes, qu'à la fin le gouvernement vint à leur secours et reprit le privilége confié à des mains injustes; mais c'était pour l'exploiter lui-même, et en vérité cela ne valait guère mieux. En 1790, le roi, obsédé par de nouvelles sollicitations, promit de rendre le commerce libre dès qu'une occasion opportune se présenterait, et, chose singulière, cette occasion ne s'est pas encore présentée. Nous nous croirions vraiment blâmable si, sans y avoir réfléchi, nous osions prêcher dans ce cas une émancipation qui certes peut avoir aussi ses inconvéniens. Mais nous avons vu de près les funestes résultats du monopole qui pèse sur la population des Féroe, nous avons entendu les plaintes du pêcheur et du paysan, et tout ce que nous avons vu et entendu a excité en nous une profonde pitié. Jamais nulle part, nous croyons pouvoir le dire sans crainte d'être démenti, une loi de monopole n'a été dictée avec aussi peu de ménagement et exécutée avec au-

tant de rigueur. Il n'y a pas plus de trois ans qu'il n'existait encore pour toutes les Féroe que le magasin de Thorshavn. Les paysans du nord et du midi devaient louer un bateau, payer des rameurs, entreprendre un voyage difficile et souvent dangereux pour venir recevoir à Thorshavn selon la taxe le prix de leurs pauvres denrées. Il arriva un jour que, dans un de ces voyages, un bateau périt avec douze hommes. Ce malheur fit impression, et le gouvernement s'est enfin décidé à établir des entrepôts sur différens points. Il y en a un, depuis 1836, à Trangisrangfiord, un autre à Bordœ. On en établit maintenant un troisième à Vestmanna. Mais ce n'est guère là qu'un léger adoucissement à un état de choses affligeant; la racine du mal existe encore tout entière. D'après les anciennes ordonnances, le prix des denrées féroiennes et des denrées danoises destinées à être offertes en échange devait être déterminé par la moyenne de leurs différens prix de vente pendant cinq années. Jusque-là il y avait au moins, dans les dispositions de la loi, quelque apparence de justice, quoique ce maximum imposé aux paysans soit encore une dure nécessité; mais voici qu'en 1821 il survient une ordonnance qui ajoute au prix moyen des denrées danoises une surcharge de 33 pour 100, et, en 1834, une autre ordonnance qui prescrit pour les denrées des Féroe une diminution de 50 pour 100, ce qui fait, pour les malheureux condamnés à de telles transactions, un déficit net de 83 pour cent. Et qu'on ne pense pas qu'il soit facile aux Féroiens de se soustraire à ces marchés cruels : ils ne peuvent négocier qu'avec les représentans du gouvernement. S'ils essaient de livrer à d'autres la moindre denrée, ils s'exposent à être traduits devant le juge comme des malfaiteurs. Il y a quelques années une jeune femme donna à un pêcheur de Dunkerque quelques tissus de laine en échange d'une paire de boucles d'oreilles; elle fut accusée, jugée, et condamnée à une amende de 60 francs. Un paysan paya la même amende pour avoir échangé avec des matelots anglais du poisson contre quelques bouteilles d'eau-de-vie. Cette loi de proscription à l'égard des étrangers est si rigoureuse, qu'il n'est pas même permis aux Féroe d'avoir des relations avec les îles les plus voisines. Les bâtimens danois n'arrivent à Thorshavn qu'au mois de mai, et font leur dernier voyage au mois de septembre. Tout le reste du temps, les habitans des Féroe sont privés de nouvelles et séparés du monde entier. Ils pourraient recevoir en hiver des lettres et des journaux par les îles Shetland. Depuis plusieurs années, ils en demandent instamment la permission, et n'ont pu encore l'obtenir. En vérité, quand on voit de telles misères, on est tenté de dire, avec un voyageur anglais qui a visité aussi les Féroe, et qui a vu, comme nous, les tristes conséquences du monopole : « Il semble que la politique du gouvernement danois soit de maintenir les habitans des Féroe dans un état de pauvreté et de dépendance continuelles (1). »

Cette hideuse loi de monopole entrave toute espèce de travail et paralyse toute industrie. Une grande paire de bas de laine tricotée se vend, à Thorshavn,

(1) Mackenzie.

2 francs. Comment est-il possible que de pauvres femmes aiment à travailler, quand la matière qu'elles emploient et le fruit de leurs veilles doivent être livrés à un tel prix? On dit que les ordonnances qui règlent le monopole assurent aux Féroe une provision annuelle de denrées à un prix déterminé; mais ces denrées, ne les auraient-elles pas plus facilement et à meilleur prix, si elles pouvaient profiter du bénéfice d'une concurrence? On dit enfin que les impôts de ce pays étant très minimes, le monopole doit être considéré comme un supplément nécessaire. Soit; mais que, dans ce cas, on élève les impôts, et qu'on donne, non pas aux étrangers, mais seulement à tous les négocians danois, la liberté d'entrer dans les divers ports des Féroe, comme ils entrent aujourd'hui dans ceux d'Islande. Je suis sûr que les habitans béniront le jour où le gouvernement prendra cette mesure.

Ces pauvres gens, en me parlant de leurs souffrances, m'ont souvent répété que le roi l'ignore, qu'il est juste, bon et compatissant; que s'il savait jusqu'où va parfois leur détresse, il viendrait à leur secours; mais ceux qui le savent et qui le lui taisent assument sur leur tête une triste responsabilité.

X. Marmier.

Thorshavn, juillet 1839.

LETTRES

SUR

LA NATURE ET LES CONDITIONS

DU GOUVERNEMENT REPRÉSENTATIF

EN FRANCE.[1]

A UN MEMBRE DE LA CHAMBRE DES COMMUNES.

II.

Si après le monde parlementaire à la physionomie confuse autant que mobile, vous voulez bien observer avec moi le pays dont notre chambre est l'expression, vous aurez vite le secret de cette décomposition générale qui laisse à l'action individuelle tout le champ naguère occupé par l'action des partis. La France traverse une de ces périodes, rapides temps d'arrêt de sa dévorante carrière, durant lesquelles elle n'est possédée par aucune idée, dominée par aucune passion. Nul intérêt général n'est en souffrance dans son sein, nulle doctrine douée de jeunesse ne s'y débat présentement, et les factions s'épuisent en redites sans foi sérieuse dans leur avenir. Ailleurs

(1) Voir la livraison du 15 septembre.

une telle disposition de l'esprit public serait considérée comme un retour à l'état normal; en France, elle inquiète comme une nouveauté presque sans exemple, elle humilie comme une abdication de notre mission naturelle.

Permettez-moi d'ajouter que les étrangers ne contribuent pas peu, quoique sans le vouloir assurément, à exagérer parmi nous ce besoin inépuisable d'activité par la manière peu indulgente avec laquelle ils nous jugent, lorsqu'il nous arrive de laisser reposer l'Europe et nous-mêmes. Ils se sont tellement accoutumés à considérer la France comme une officine d'idées, soit qu'elles se développent pacifiquement dans les livres, ou qu'on les lance sur le monde à coups de canon, qu'ils sont tentés d'attribuer notre repos à notre impuissance, exploitant quelquefois contre notre amour-propre national des faiblesses dont il serait plus sage de profiter en silence. Il en est un peu, et cette comparaison n'aura, je pense, rien d'offensant pour un touriste, il en est un peu des étrangers qui jugent la France comme des voyageurs qui visitent Naples. A ceux-ci il faut à tout prix une éruption du Vésuve. Vainement leur est-il donné de contempler avec sécurité les splendeurs du ciel et celles de la montagne; en vain peuvent-ils plonger jusqu'au fond du cratère assoupi, ou admirer sur ces laves éteintes l'éclat d'une verdure émaillée de fleurs. Si ce brillant sommet ne se couronne d'un diadème de feu, si une pluie ardente n'illumine l'horizon et ne dévore la campagne, ils se tiennent pour trompés dans leurs espérances, et ne trouvent pas que le Vésuve ait tenu ce qu'on avait droit d'en attendre.

Non, monsieur, la France ne s'est point arrêtée avant d'avoir atteint son but, et si elle repose en ce moment dans un état mi-parti de confusion et d'insouciance, c'est comme le soldat qui rompt les rangs et sommeille après la bataille.

La pensée dont elle poursuit la réalisation depuis un demi-siècle n'a peut-être pas trouvé sa forme définitive et permanente, elle ne s'est pas entourée du cortége complet d'institutions accessoires qui lui seraient propres; trop de tâtonnemens et de difficultés le constatent: mais cette fondamentale pensée ne rencontre déjà plus de résistance dans les esprits, et en rencontre moins encore dans les choses. Le droit de participer au gouvernement, devenu l'apanage de la capacité légalement constatée, la hiérarchie intellectuelle substituée à la hiérarchie héréditaire, l'esprit d'individualité remplaçant l'esprit de caste, ce sont là des bases désormais irrévocablement assises pour la société française.

Ces bases ont subi la seule épreuve qui constate authentiquement la vitalité des idées, car elles sont devenues assez puissantes pour que personne ne consente à s'avouer leur adversaire. Lorsque M. de Bonald écrivait sa *Législation primitive*, M. de Maistre son *Essai sur le principe des Constitutions politiques*, M. de Montlosier sa *Monarchie française*, M. Bergasse ses brochures sur la propriété; lorsque des publicistes si nombreux et d'un si grand talent jetaient le gant à l'idée de 89, on pouvait peut-être douter de sa victoire. Mais ne voyons-nous pas aujourd'hui le parti légitimiste, même dans ses plus violentes manifestations contre le mouvement de 1830, réduire toute sa polémique à une question isolée d'hérédité royale, se gardant bien de formuler conformément à son principe les lois de l'organisation sociale? La tâche de ses principaux publicistes n'est-elle pas, au contraire, de concilier le dogme spécial à cette école avec l'ensemble du droit public de la France révolutionnée?

Il reste sans doute, dans une certaine classe de la société française, un fonds de traditions qui, durant des années encore, pourra bien maintenir, pour les actes principaux de la vie civile, une barrière entre les personnes. C'est là l'œuvre des mœurs qui survivent aux idées elles-mêmes; mais dans ces impressions du foyer domestique il serait assurément difficile de trouver trace d'un système, encore moins d'une théorie politique. L'esprit nobiliaire n'a rien de commun d'ailleurs avec l'esprit aristocratique dans le sens véritable de ce mot.

Vous le savez, monsieur, notre noblesse, toujours imprévoyante et légère autant que la vôtre le fut peu, ne songea jamais, même aux jours de sa puissance, à constituer la société et le gouvernement au profit de son influence réelle; il lui suffit que l'une et l'autre fussent au profit de sa vanité. La restauration tenta vainement de reprendre cette œuvre et d'infuser à la France, à l'imitation de l'Angleterre, cet esprit de perpétuité traditionnelle, appuyé sur la double base de l'immutabilité de la propriété dans les familles, et de la transmissibilité héréditaire du pouvoir dans un patriciat fortement constitué. Comment ne pas reconnaître que le sol français a constamment frappé de stérilité une idée dont je nie bien moins ici la grandeur que la possibilité d'application?

Pour organiser la société selon le principe d'une hiérarchie mobile et viagère, la révolution de 89 n'eut guère qu'à continuer, sous un point de vue différent, l'œuvre même de la monarchie absolue. Quelque incertain que soit l'avenir, quoique dans cet océan battu par la tourmente il puisse y avoir un flot pour chaque homme et pour

chaque pensée, on peut affirmer, sans redouter l'évènement, qu'aucun parti au jour de son triomphe n'essaiera de faire prévaloir, au sein de la société française, des idées analogues à celles qui se maintiennent encore chez vous, et sont une si puissante défense contre les agressions de l'esprit moderne. Le parti légitimiste ne représente en France qu'un regret et qu'une espérance; vainement y chercherait-on une école avec un ensemble de doctrines comme dans votre parti du *church and state;* c'est bien plutôt une religion de loyauté qu'une religion de croyance. Aussi, tout ce que le cours des évènemens et des années en détache jour par jour, heure par heure, se trouve-t-il naturellement porté sur le terrain commun.

En sacrifiant un souvenir, en s'inclinant devant une irrévocable nécessité, on se retrouve dans les rangs de l'opinion gouvernementale, à laquelle on appartient par ses idées autant que par ses intérêts. Que notre gouvernement se maintienne, et ce parti lui vient nécessairement en aide; si ce parti existe, c'est parce qu'il doute de l'avenir. Vous voyez dès-lors, monsieur, que c'est là un état d'isolement plutôt qu'un état d'hostilité. Si cette inertie est regrettable en ce qu'elle affaiblit la somme trop restreinte d'expériences, de lumières et de probités vouées au service du pays; si, d'un autre côté, cette opinion peut créer des embarras au pouvoir, en s'associant à des idées en contradiction patente avec les siennes, vous comprenez qu'il ne faudrait pas attacher à des faits, transitoires de leur nature, une importance absolue, et s'exagérer la valeur d'un élément, à bien dire, négatif dans l'appréciation de l'état et de l'avenir du pays.

Le droit de participer au pouvoir, en raison des lumières et des intérêts qu'on représente, cette idée mère du mouvement de 89, qui s'est maintenue vivace et fervente à travers toutes les modifications constitutionnelles et toutes les vicissitudes de l'opinion, ne rencontre aujourd'hui d'adversaires avoués que dans les publicistes de l'école républicaine. Ceux-ci ne sont pas simplement des logiciens plus inflexibles que les premiers, comme affectent quelquefois de le dire leurs communs adversaires; ils professent une doctrine très différente au fond, et partent de principes qui n'ont rien de commun.

Selon cette école, il n'y a de souveraineté légitime que la souveraineté universellement consentie; tous les hommes ont absolument le même droit à la représentation politique, et dans la somme générale, toutes les unités sont rigoureusement égales. Les lumières et le génie, l'autorité de la vertu, de l'expérience et du talent, passent incessamment sous l'inflexible niveau de la majorité numérique.

Aucun intérêt, fût-il la base de l'état comme la propriété, ou la règle des mœurs comme la religion, ne saurait à ce titre conférer un droit spécial ni obtenir une part de représentation proportionnée à son importance. La volonté du peuple s'exprimant par le suffrage universel, se réalisant par un gouvernement dont il peut, chaque jour et à son gré, changer les agens et les formes, la volonté du peuple fait seule la vérité sociale, seule elle valide les institutions; tout existe par elle, rien n'existe en dehors d'elle.

Vous savez comment naquit cette doctrine que l'Angleterre presbytérienne et la France encyclopédique s'unirent pour engendrer. L'Amérique la réalisa, non pas sans doute dans ses dernières conséquences, mais dans certains de ses principes dont l'application s'est trouvée possible sur un riche et immense continent, par des circonstances exceptionnelles qui ne s'étaient jamais rencontrées et ne se représenteront jamais dans la vie des peuples. Les théories de Locke y avaient depuis long-temps préparé l'Europe; Payne la formula plus didactiquement qu'aucun autre; il présenta aux deux mondes sa théorie des droits de l'homme comme le programme d'une grande révolution consommée et l'évangile sacré de l'avenir.

Rien n'est nouveau sous le soleil, et cette idée non plus n'était pas nouvelle. Elle avait parlé, il y avait déjà plus de vingt siècles, par la bouche des Cléon et des Démade; elle avait fait exiler Aristide le juste et Thémistocle le victorieux, condamner Périclès, et boire la ciguë à Socrate et à Phocion; elle dominait toute cette histoire que Hobbes estimait tellement propre à guérir vos pères des ardeurs démagogiques, que dans ce seul but, au rapport de Bayle, il traduisit pour eux Thucydide.

Rentrant ainsi dans le monde sous la protection de la révolution américaine à l'époque où la doctrine qui triomphe aujourd'hui se produisait dans les cahiers des bailliages et à la tribune des états-généraux, l'idée démocratique chemina d'abord côte à côte avec celle-ci. Elles s'entendirent pour rédiger à frais communs la fameuse *déclaration des droits;* et lorsqu'on prend la peine de parcourir l'indigeste discussion engagée aux premiers jours d'août 89, au sein de la constituante, sur ce morceau de métaphysique gouvernementale, on voit combien étaient déjà distinctes en soi, mais encores confuses dans leur énonciation, les deux idées dont l'une s'intitula depuis constitutionnelle et bourgeoise, l'autre républicaine et démocratique. La distinction se trancha par le canon au 10 août 92. Depuis lors, elle ne cessa pas de se manifester à chaque phase du mouvement révolutionnaire, et

la lutte s'est ainsi continuée de crise en crise et de date en date jusqu'au 13 mars 1831.

Ce chiffre, monsieur, est l'un des plus significatifs entre tous ceux de notre histoire contemporaine. Ce fut l'inauguration définitive d'un système qui variera sans doute dans les détails de son application, mais auquel la France a donné une adhésion éclatante comme au résumé de ses vœux et de ses besoins.

La doctrine qui reconnaît à chaque homme toutes les prérogatives de la souveraineté par le seul fait de sa naissance, et qui envisage la privation des droits politiques comme une violation des attributs même de la nature, a parmi nous beaucoup moins d'adeptes sincères que de zélateurs hypocrites. S'il disposait jamais de la force effective, le parti républicain, vous pouvez m'en croire, ne se mettrait pas plus en peine de constater les vœux de la majorité numérique, qu'il ne s'en inquiéta aux jours terribles de sa puissance. Au fond, ce parti comprend le gouvernement comme une dictature permanente; l'anéantissement des résistances individuelles serait pour lui, non pas seulement une nécessité temporaire, mais la conséquence de son principe, l'œuvre obligée de ses impitoyables passions. Pour lui, la force est le droit, la terreur le moyen, le despotisme militaire le but. Anti-civilisateur par essence, il repousse ces hautes et souveraines qualités de l'ame par lesquelles la faiblesse s'impose à la force, du droit divin qu'exerce l'homme sur la brute, et la pensée sur la matière.

Il y a sans doute dans les rangs de ce parti un certain nombre d'intelligences dévoyées et naïves que les tristesses du présent repoussent, et qui poursuivent, même par une route ensanglantée, un chimérique avenir; il y a là quelques rêveurs honnêtes, quelques mathématiciens politiques, alignant les vérités sociales comme des théorèmes, et ramenant le sort du monde à une équation d'algèbre; peut-être même trouverait-on dans son sein d'austères ascètes au cœur desquels la sainteté de l'Évangile a parlé, et dont le seul tort est de vouloir appliquer aux sociétés politiques ce type du dégagement religieux qu'ils demandent follement aux institutions humaines, alors que la foi en fait l'œuvre d'une grace toute spéciale et d'une élection exceptionnelle.

Toutes ces confuses pensées, tous ces rêves ardens, toutes ces passions brutales, fermentant ensemble et l'une par l'autre, pourraient, sans doute, devenir redoutables pour un pouvoir épuisé par les intrigues, et qui continuerait de se montrer incapable de les do-

miner par sa propre force; tout cela pourra se traduire encore en déclamations insensées, peut-être en insurrections partielles ou en audacieux coups de main tramés dans des ventes secrètes entre une image du jeune Saint-Just et une relique du vieux Morey. Mais dans ce mélange des pacifiques doctrines américaines et des souvenirs militaires de l'empire, dans cette fantasmagorie de cerveaux échauffés dont la fièvre évoque pêle-mêle les souvenirs les plus hideux et les plus sacrés, il n'y a pas une tendance d'esprit assez rationnelle, une idée assez forte et assez vivante pour exercer au sein du pays un prosélytisme quelque peu sérieux.

Pourquoi systématiser, d'ailleurs, des pensées presque toujours contradictoires et incohérentes? pourquoi attribuer aux doctrines ce qui n'appartient qu'aux passions? On se dit républicain parce qu'on est mécontent de l'ordre social, parce qu'il s'élève comme une barrière contre vos cupidités, comme un obstacle devant votre hâtive ambition; parce qu'au lieu d'y gagner laborieusement sa place, on aime mieux la surprendre par un coup de main. Mais quelque audacieux qu'on soit, quelque nombreux qu'on affecte de se dire, on ne forme pas plus une école politique en protestant contre la constitution de la société que la population des maisons de justice en s'insurgeant contre le code pénal.

Pour un pouvoir vigilant et éclairé, le démocratisme républicain ne serait pas plus redoutable comme parti que comme école, car il est aussi incapable de grouper des forces que de grouper des idées. Des hommes déclassés, des jeunes gens pour qui n'a pas encore sonné l'heure des mûres pensées, des ouvriers isolés et sans action au sein des masses laborieuses, telle est la statistique d'un parti qui, parmi ses nombreuses illusions, n'en compte pas de moins fondée que celle de sa puissance.

Ses fortes têtes ont long-temps rêvé l'opposition systématique du peuple à la bourgeoisie, des travailleurs aux oisifs, de l'atelier au comptoir, l'antagonisme prétendu du labeur manuel et de l'exploitation arbitrairement salariée. Vains efforts, paroles et théories perdues! Où a-t-on vu une pensée insurrectionnelle jaillir spontanément du milieu des masses ouvrières, sans excitation extérieure et comme le résultat intime de leur propre condition? Quand ont-elles cessé de comprendre l'étroite solidarité de la consommation et de la production, et de leurs intérêts personnels avec ceux des chefs du travail? La force numérique a-t-elle refusé de reconnaître et de subir comme légitime la domination de la science et des capitaux; les masses ont-

elles quelque part, même aux plus mauvais jours écoulés depuis dix ans, menacé la condition des propriétés ou celle des personnes, ont-elles paru se préoccuper du sauvage système dont on leur formulait les leçons?

Non, monsieur, partout nos classes laborieuses se sont montrées admirables comme notre armée, qui en est la fille. Résignées dans la mauvaise fortune, parce qu'elles deviennent graduellement moins imprévoyantes dans la bonne, elles savent qu'il serait contraire à leurs intérêts comme au bon sens d'organiser un prétendu parti populaire en opposition avec ceux-là même que la force des choses constitue leurs chefs naturels. Aspirant à entrer un jour par le travail dans le grand ordre intellectuel dépositaire de tous les droits politiques, elles ne se préoccupent pas du soin de déplacer une barrière qui bientôt pourra les protéger elles-mêmes. C'est ainsi que par l'association mutuelle de l'ouvrier au fabricant, du petit propriétaire au grand capitaliste, du commerce à la banque, et de la caisse d'épargne au trésor public, l'édifice de la société et l'œuvre même de la civilisation se maintiennent en France malgré les oscillations du pouvoir, la lutte implacable des ambitions, la faiblesse des mœurs, et le relâchement des croyances.

La confiance que je témoigne à cet égard pour mon pays, je voudrais, monsieur, l'avoir aussi pour le vôtre. Mais je crois y entrevoir, se dessinant chaque jour plus nettement, ce redoutable système d'une école populaire, proclamant à son usage un droit public particulier; je vois des masses que vos dragons dispersent sans doute, mais qui s'organisent autour d'une idée commune, des intérêts démocratiques qui déclarent hautement leur incompatibilité avec les autres intérêts existans. Ne faut-il pas être né Anglais et posséder dans les institutions de son pays cette foi robuste qui fait à la fois leur force et leur gloire, pour ne pas s'émouvoir profondément en écoutant les niveleurs de la convention chartiste, et en suivant le mouvement tout nouveau des associations politiques, depuis que les classes moyennes en ont abandonné la direction? N'est-il pas évident que l'œuvre si ardemment poursuivie au temps de la lutte réformiste a récemment changé de nature, et qu'elle a cessé d'être politique pour devenir toute sociale?

Le paupérisme organisé presque comme une caste au sein de la société qu'il menace, la population industrielle s'accroissant aux dépens de la population agricole dans une proportion chaque jour plus menaçante, vos principaux comtés, Middlesex et Surrey, Warwick-

shire et Lancashire, le siége de votre capitale et de vos plus riches cités à la merci d'une tentative qui, en cas de succès, permettrait de parler à la haine et aux cupidités d'une population ouvrière de plus de cinq millions d'hommes agglomérée sur un étroit espace, ce sont là des épreuves dont l'Angleterre sortira avec bonheur, j'aime à le croire, mais que la France n'a point à redouter, parce que la Providence et le génie national l'ont constituée dans des conditions toutes différentes.

Watt Tyler et Jack Straw, ces précurseurs de vos chartistes, conduisant, au XIV[e] siècle, cent mille hommes à Smithfield aux applaudissemens de la populace de Londres, firent courir à l'Angleterre des dangers bien autrement sérieux que les périls du même genre auxquels fut partiellement exposée la France. Alors même que la division des classes était le plus profondément marquée par les idées, cette division y fut généralement tempérée par les mœurs; le génie populaire de la charité catholique avec lequel l'Angleterre fit un divorce si dangereux au seul point de vue politique, tendait incessamment, chez nous, à rapprocher ce qu'isolait le droit féodal; et sur aucun point du continent les masses ne descendirent, comment le méconnaître? à l'état rude et grossier où votre civilisation les retient encore.

Cette opposition des classes laborieuses aux classes oisives, du prolétariat à la propriété, paradoxe évident pour la France, où personne n'est assez riche pour ne pas travailler, où l'association de l'industrie à la culture agricole devient chaque jour plus étroite et plus nécessaire, n'apparaît comme une réalité que dans la Grande-Bretagne. C'est de Londres, et non point de Paris, que pourrait émaner avec quelque apparence de justice cette *politique à l'usage du peuple*, qui s'efforce de créer un antagonisme tout gratuit, au lieu d'unir les ames par les liens d'un même amour, confirmé par une même foi.

Il n'est en France, et ceci, monsieur, est quelque chose de tout nouveau dans le monde, que deux grandes catégories, l'une comprenant tous les hommes qui donnent à l'état un gage légal d'indépendance et de lumières, l'autre formée de tous ceux qui ne peuvent pas le lui offrir, mais auxquels la sollicitude sociale, incessamment éveillée, présente tous les moyens d'acquérir instruction et fortune, dans une proportion que déterminent l'aptitude, la moralité et la persévérance de chacun. Aux premiers appartient exclusivement, non pas le bénéfice, mais l'usage des droits politiques; ils sont les tuteurs et comme les représentans légaux des seconds : ordre de chose tellement rationnel en soi, que ceux-ci, livrés à leurs seules

inspirations, ne songeraient pas même à contester ce qui est bien moins un privilége constitutionnel que le vœu même de la nature.

Le peuple verrait avec joie diminuer les charges qui pèsent sur lui; il aimerait à ne plus porter au percepteur sa cote mobiliaire et sa cote personnelle, à ne pas payer chaque année à l'état l'impitoyable impôt du sang; le pauvre serait heureux d'assaisonner d'un sel abondant les mets insipides dont se nourrit sa misère. Mais les droits politiques, le suffrage universel, les parlemens annuels, tout ce qui fait vibrer la fibre populaire dans vos réunions tumultueuses, il ne s'en préoccupe guère plus que de la pierre philosophale.

L'union de Birmingham vota, l'année dernière, une adresse de chaleureuse sympathie au comité chargé de promouvoir en France la réforme électorale, et de réclamer les droits politiques pour tous les gardes nationaux. L'identité des mots fit sans doute croire à l'identité des choses; on ne devina pas à Birmingham qu'une formule qui avait remué jusqu'en ses fondemens le sol des trois royaumes, parce qu'elle tendait à briser le monopole du pouvoir aux mains de l'aristocratie, n'était, dans la France de 89 et de 1830, qu'un mot sans écho et sans portée.

Faut-il vous apprendre ce que sont devenues les pétitions pour la réforme, avec quelle facilité empressée on les a sacrifiées à la chance d'approcher du pouvoir durant le cours de la session dernière? Faut-il constater ce qu'il y a de vague et d'incohérent jusqu'ici dans les vues des publicistes qui la réclament? Ce n'est pas avec un tel caractère d'indécision et de mollesse que se produisent chez nous les questions vraiment populaires et nationales. Est-ce ainsi que la France traita le droit d'aînesse, imposé à la restauration par le parti qui la dominait? Fut-elle aussi patiente, lorsque le ministère du 6 septembre, par une combinaison malhabile et un mot mal sonnant, parut réveiller un souvenir du droit féodal? S'il peut être convenable de modifier en quelque chose notre législation électorale, ce que je ne conteste pas, et vous apprécierez plus tard la nature de mes motifs, cette convenance ne résulte en rien des exigences impérieuses de l'opinion, et c'est dans une sphère de haute prévoyance politique que cette question peut être débattue. Il semble, du reste, assez facile d'en prévoir l'avenir. En face d'une opinion extérieure dont l'indifférence est manifeste, la réforme électorale sera agitée, abandonnée ou reprise, selon les temps et les intérêts, selon qu'on sera plus ou moins éloigné du pouvoir; elle deviendra une arme dans la stratégie parlementaire plutôt qu'un moyen de provoquer le concours énergique

du pays. Quelle qu'en soit l'issue définitive, la réforme maintiendra les droits politiques aux mains qui les exercent aujourd'hui, en donnant de nouveaux gages au droit exclusif de la fortune combiné avec celui de la capacité, idée simple et capitale, qui n'est rien moins que le principe fondamental du gouvernement des sociétés modernes.

Cette base est en effet, dans l'Europe actuelle, celle du gouvernement dit des classes moyennes ou de la bourgeoisie, double dénomination qui manque évidemment d'exactitude. Une classe moyenne présuppose, de toute nécessité, l'existence de classes supérieures; or, la prétention de la classe gouvernante en France, ce qui fonde et constitue son droit à la direction de la société, c'est la prépondérance même qu'elle exerce. S'il est en ce moment un certain nombre de grandes existences non absorbées dans son sein et résistant à une assimilation avec elle, vous avez vu que ce fait, d'un ordre transitoire, tend de plus en plus à s'effacer sous les prescriptions rigoureuses de la loi civile et l'esprit général du temps. Remarquez, en effet, que s'il n'en était pas ainsi, le gouvernement des classes moyennes manquerait également et de titre et de garantie; car, en arguant de son principe, on pourrait prévaloir contre lui par cela seul qu'on représenterait une plus grande masse de capitaux ou une plus grande somme de lumières.

La qualification de gouvernement bourgeois n'est pas plus heureuse, du moins en prenant le mot dans son sens primitif. La communauté bourgeoise était une concession dont le fait supposait un pouvoir d'un autre ordre et d'un titre supérieur, et rien n'est plus opposé que le droit de 1789 à celui qui naissait, pour les bourgeois du XIIIe siècle, d'un affranchissement et d'un octroi purement local. La seule qualification qui convînt à l'état social dont la France essaie la réalisation laborieuse, serait celle de gouvernement des classes éclairées. Ce qu'une telle dénomination aurait de prétentieux, la prise qu'elle pourrait parfois donner au ridicule, si l'on mesurait les faits à l'échelle des principes, n'empêcherait pas qu'elle ne fût rigoureusement exacte. Quelle est la forme de gouvernement, quelle est même la science qui corresponde à son type et tienne tout ce que promet son nom?

En présentant l'idée de 89 comme un progrès dans la civilisation du monde, comme une conquête chèrement achetée, je ne me dissimule, croyez-le bien, monsieur, aucune des difficultés qui lui sont propres; je sais trop bien les périls auxquels elle semble exposer l'organisation politique tout entière. Partout la mobilité, nulle part

la tradition et l'expérience; des fortunes soudaines qui disparaissent sans laisser plus de semence qu'elles n'avaient de racine; une excitation incessante vers un but que tous croient atteindre et que nul ne possède avec sécurité : ce sont là des dangers que la législation, dans son imprévoyance, me paraît avoir tout fait pour développer, sans rien tenter pour les restreindre.

Une hiérarchie exclusivement assise sur la valeur respective de chaque individualité est chose fort difficile à organiser, plus difficile encore à maintenir. Dans un état aristocratique, rien n'est plus aisé que de constater si le nom de telle famille est inscrit sur le livre d'or; dans une démocratie, où la capricieuse faveur du peuple élève seule les fortunes politiques, le premier démagogue pourvu d'une audace plus imperturbable ou de poumons plus puissans prévaut légitimement contre l'idole de la veille; sous le despotisme, un portefaix du sérail ou un pêcheur du Bosphore se réveille grand-visir, si un regard de son maître s'est abaissé sur lui. Mais lorsque tous peuvent aspirer à tout, sous la condition imposée à chacun de constater sa supériorité dans une lutte sans repos, lorsque le pouvoir est au concours, qu'il faut combattre pour l'atteindre, et combattre bien plus encore pour le garder; quand au-dessus des puissances constituées s'élève celle de l'opinion, et que la presse regarde en face la tribune au lieu de se tenir à ses pieds, comme chez vous, vous comprenez tout ce qu'un tel état admet de péripéties imprévues, suscite d'ambitions et provoque d'amers désappointemens.

Vos compatriotes ne prennent pas assez la peine d'étudier une société en contraste complet avec la vôtre, malgré l'apparente analogie des institutions. Cependant cette étude leur donnerait seule le mot du grand problème qui se pose aussi pour eux; seule également, elle pourrait vous initier aux causes de ce vague et universel malaise provoqué par le jeu d'institutions appliquées contrairement à leur génie et sans les modifications qu'une telle différence rendra plus tard inévitables.

Vous m'avez fait l'honneur de me conter, et je veux la redire à mes concitoyens, l'histoire de votre famille, admirable et curieux exemple de cette marche progressive et mesurée de toutes les fortunes politiques au sein de la Grande-Bretagne. Je ne sais rien de plus propre à faire comprendre les résultats si divers des mêmes institutions de l'un et de l'autre côté de la Manche.

Votre bisaïeul, simple ouvrier dans un comté du nord, esprit inventif et réfléchi s'il en fut, trouva un procédé nouveau pour forer

les aiguilles; il fit de l'or et devint, à la fin de sa laborieuse vie, membre d'une corporation municipale. Presbytérien rigide dans sa première jeunesse et la tête pleine des passions religieuses et démocratiques de ces temps, il rentra plus tard dans le giron de l'église établie, moins par conviction, pensez-vous, que pour avoir accès à ces dignités locales dont l'intolérance de la loi écartait alors les dissidens.

Son fils fut lancé, au sortir de l'enfance, muni d'une pacotille et de bons conseils, dans tous les hasards de la vie maritime et commerciale. Il vendit de somptueuses marchandises à la naissante capitale du czar; il vit dans leur jeunesse ces colonies américaines qui bientôt allaient devenir de grands peuples; puis son errante fortune le porta dans les Indes, alors que l'Angleterre commençait à y prévaloir contre la France. Il y passa dix années et revint en Europe, le coffre-fort garni de roupies. Il connut alors ce qui est pour tout Anglais le bonheur suprême; il put acheter, dans le comté paternel, une terre avec patronage ecclésiastique, une terre aux eaux poissonneuses, au parc giboyeux. Il put courir les renards, ajuster les faisans, et obtint, peu avant sa mort, pour prix de services électoraux rendus à un seigneur whig du voisinage, *la commission de paix*, ce préliminaire indispensable de toute existence aristocratique.

Ce fut sous ces heureux auspices que votre père entra dans le monde, et qu'après avoir mangé à *Temple-Bar* le nombre de côtelettes voulu par les réglemens, il fut reçu avocat et devint, après d'éclatans succès au barreau, l'un des juges d'Angleterre. Sa fortune s'accrut dans cette position lucrative, et son influence grandit avec elle; il eût déjà pu s'asseoir dans la chapelle de Saint-Étienne, s'il n'avait préféré aux devoirs législatifs la vie active et honorée que lui faisaient ses fonctions. Toutes ses préoccupations d'ailleurs reposaient sur vous, l'aîné de ses enfans et l'unique héritier de ses grands biens.

Cependant vous viviez à l'université, au milieu de cette jeunesse d'élite pour laquelle l'existence politique commence à bien dire dans l'enceinte du collége, et vous pouviez déjà contracter, avec toute la génération pour laquelle allait s'ouvrir la carrière des affaires, ces précieuses liaisons qui donnent tant de force dans les épreuves de la vie publique. A Cambridge, on vous traitait en *gentleman commoner;* personne n'ignorait, et vous ignoriez moins que personne, qu'après vos études classiques terminées et votre éducation complétée par un voyage sur le continent, vous auriez à justifier à

Westminster les éclatans succès obtenus dans les épreuves académiques. En devenant propriétaire de quelques masures en ruines, votre père vous avait acheté un siége au parlement; et si vous en fîtes, en 1832, le sacrifice avec joie, ce fut pour vous asseoir sur celui que les électeurs de votre comté ont été fiers et heureux de vous offrir. A peine au parlement, une éclatante alliance s'est d'elle-même offerte à vous sans que vous l'ayez briguée, et le plus vieux sang de la conquête normande n'a pas hésité à s'unir à celui du descendant de l'ouvrier fier de ses pères comme de lui-même.

Groupez, monsieur, dans une seule vie les faits si divers qui se déroulent dans ce cadre de plus d'un siècle; au lieu de quatre générations élevant pierre à pierre l'édifice d'une famille parlementaire, représentez-vous un seul homme affrontant toutes ces épreuves, subissant toutes ces vicissitudes, passant, dans sa rapide carrière, du soin de faire sa fortune à celui de fonder son crédit politique, et vous aurez une juste idée des excitations de toute nature réservées à la société française. Dans cette arène où toutes les ambitions se précipitent au gré de toutes les cupidités, aucune barrière n'est élevée par la loi, aucune règle n'est imposée par les mœurs, et le pouvoir ne tente aucun effort pour modérer, en la régularisant, l'action d'un principe qui, plus que tout autre, réclamerait sa haute et intelligente tutelle. Impassible devant la concurrence illimitée qui, dans les transactions commerciales, se résout en faillites innombrables, et, dans la vie sociale, en redoutables déclassemens de position, la législature ne s'enquiert pas même des moyens de rendre cette concurrence moins désastreuse; elle semble l'accepter comme un mal sans remède, comme la conséquence forcée du principe de notre gouvernement.

Je ne crois pas que les sociétés humaines doivent s'exposer à périr par fidélité à la logique; je suis bien loin de penser d'ailleurs que le principe de 89 repousse une organisation fondée sur des délais obligés, sur des épreuves successives et vraiment sérieuses; j'estime surtout qu'il serait possible de ne pas concentrer toutes les ambitions et tout le mouvement politique sur un seul point, et qu'il y aurait quelque chose à faire pour rendre la vie à la partie si déplorablement paralysée de nos institutions constitutionnelles. Mais achevons, monsieur, le diagnostic de notre société contemporaine, avant de nous engager dans le vaste champ des projets et des hypothèses.

Vainement chercheriez-vous dans les rangs divers de la bourgeoisie française des doctrines et des théories politiques distinctes les

unes des autres. En élevant tant de soudaines fortunes, la révolution de 1830 imprima une impulsion sans exemple à toutes les espérances, et celles-ci aboutirent pour la plupart à d'inévitables désappointemens. De là, dans un grand nombre d'esprits, des irritations et des mécomptes qu'on prit soin de revêtir des apparences d'une opposition systématique.

Mais ce qui se passe au sein de la représentation nationale ne peut manquer de vous éclairer sur les sentimens véritables du pays. Vous avez vu l'opposition perdre toute sa vivacité dans la chambre élective et fondre comme la cire au soleil, du jour où elle s'est trouvée plus rapprochée du pouvoir. On peut, sans calomnier les convictions de ses mandataires, douter aussi qu'elles résistassent à une pareille épreuve; on peut croire que du haut d'un siége de cour royale, du bureau d'une perception ou d'un prétoire de justice de paix, les hommes et les choses apparaîtraient sous un jour plus favorable.

Aucune fraction de la bourgeoisie n'aspire à voir descendre aux mains du peuple l'arme des droits politiques; aucune ne réclame avec sincérité une part plus large dans le gouvernement et dans l'administration locale, car à peine se résigne-t-on à user de toute celle qu'on tient de la loi. Lorsqu'on demande une plus vaste extension du suffrage électoral, lorsqu'on s'élève avec une énergie tout américaine contre le despotisme administratif, ces plaintes dans la bouche de l'avocat sans causes ou du médecin sans malades ont un sens qu'il faut savoir comprendre, et dont le pouvoir n'a pas trop à s'effrayer. Je ne sais pas une idée d'organisation intérieure dont il soit possible de faire en ce moment une théorie sérieuse d'opposition, et ce ne serait pas chose facile que de trouver un terrain pour les controverses parlementaires, si la France ne continuait à porter, aux grands intérêts qui se débattent au-delà de ses frontières, cette attention passionnée qu'elle a visiblement cessé de prêter à des questions aujourd'hui résolues.

Si l'on arrive jamais à établir au sein de la bourgeoisie de grandes divisions distinctes, je crois que cette classification s'opérera plutôt par l'effet des tendances morales que par le résultat des idées politiques. Sous ce rapport, la question religieuse, en ce moment effacée, pourrait bien acquérir une importance croissante, car dans le silence des passions de parti dont elle a su se dégager, elle ne peut manquer de devenir pour les uns le plus puissant élément d'attraction, pour les autres le point le plus constant de repoussement. Il ne saurait y avoir association durable dans la vie publique entre ceux qui voient

dans le christianisme la vérité philosophique et sociale élevée à sa plus haute puissance, et ceux qui le supportent à grand'peine comme une nécessité transitoire. En vain une convention tacite consacrerait-elle d'une part la plus large tolérance, de l'autre un respect officiel pour des institutions reconnues utiles; un tel problème est trop grave, il touche de trop près à toutes les solutions, à tous les faits de l'ordre social aussi bien que de la conscience humaine, pour que la différence des points de vue n'en établisse pas à chaque instant dans les résultats.

La chambre et l'opinion vont se trouver saisies de ces hautes questions morales qu'on voit apparaître sur le premier plan de la scène, depuis que celles d'un ordre secondaire sont épuisées; bientôt elles auront à décider si la philantropie bureaucratique peut remplacer, pour le soulagement des misères humaines, l'action spontanée de la charité, si des concierges et des guichetiers suffisent pour faire descendre de salutaires pensées dans l'ame des coupables; bientôt elles auront à déterminer la part respective de l'état et du sacerdoce dans le ministère sacré de l'éducation publique. De toutes parts vont surgir d'immenses problèmes en face desquels il faudra que toutes les convictions se dessinent, que toutes les répugnances se révèlent, et que chacun dise son dernier mot. Dans cette phase toute nouvelle de nos débats parlementaires, vous verrez se produire des péripéties fort imprévues, se former des liaisons et se préparer des ruptures jusqu'ici réputées improbables. Peut-être sortira-t-il plus tard de tout cela des divisions plus rationnelles, des classifications correspondant davantage à de vivantes réalités.

Je ne fais qu'indiquer en passant une idée appelée à conquérir bientôt une importance qu'il y a peut-être quelque témérité à lui attribuer dès à présent, idée féconde, quoique vague encore, qui contribuera plus qu'aucune autre à développer cet avenir que nous pressentons sans le comprendre.

En résumé, monsieur, je ne suis pas admirateur fanatique, non plus que détracteur passionné de mon siècle; je sais que l'idée qu'il poursuit a ses périls comme elle a sa grandeur, et que telle est malheureusement la condition de toutes formes nouvelles. Les sociétés ne viennent pas s'y encadrer naturellement et comme d'elles-mêmes; il faut que la tourmente les y jette, que la force des choses les y retienne, et que ces formes les enlacent graduellement sans qu'elles en aient la conscience. Aussi ne suis-je point découragé au spectacle de tant d'agitations et d'incertitudes, à celui même de tant d'ambi-

tions éveillées jusqu'au plus modeste foyer domestique : tout cela se modérera par l'action du temps, peut-être aussi par une prévoyance plus intelligente de la loi. Ce n'est point en un jour que la forme féodale s'est épanouie dans sa fécondité au sein du monde arraché à la barbarie. Que de longues guerres, que de crises intérieures, que de souffrances d'abord jugées stériles, que de douleurs sans espoir et sans résultat avant que la malheureuse Angleterre de la conquête présentât à l'Europe le code politique tracé par l'épée de ses barons, avant que l'anarchique Allemagne des derniers Carlovingiens lui donnât le spectacle de sa ligue rhénane et de sa hanse anséatique! Que de fois la France, pillée par les Normands et déchirée par des chefs barbares, ne douta-t-elle pas de la Providence et de l'avenir, jusqu'au jour héroïque où elle proclama la croisade, acquérant tout à coup et le secret de ses épreuves passées, et celui de ses destinées futures!

Deux siècles de transition, c'est-à-dire de ruines, ont séparé les temps féodaux de celui où le pouvoir monarchique fleurit dans tout son éclat sous Louis XIV; et nous, disciples d'une pensée qui s'est produite dans le monde voici à peine cinquante ans, d'une pensée qui travaille sans doute l'Europe entière, mais sans l'avoir conquise, nous cesserions de croire à sa vitalité, parce que des obstacles s'élèvent sous nos pas, et que nous avons quitté le terrain des illusions pour celui des réalités pratiques! Non, monsieur, la France ne fera pas défaut à son œuvre. Après l'avoir entamée sur les champs de bataille, elle continuera de la poursuivre à travers toutes les expérimentations, quelque lentes, quelque chanceuses qu'elles puissent être; elle sait qu'en politique aussi bien qu'en religion, il n'y a que la foi qui sauve, et qu'elle serait perdue dans le monde le jour où elle douterait d'elle-même et de l'idée qu'elle représente.

Ce qui importe dans les temps tels que les nôtres, c'est de se demander quelles mesures pourraient mettre les institutions de l'ordre civil et politique en harmonie avec l'idée qu'elles expriment. La raison des peuples avait appris, avant Montesquieu, que la première condition des bonnes lois est de se rapporter à leur principe, dogme lumineux dont il y aurait, je crois, à faire en France d'utiles et fécondes applications. Notre constitution, empruntée à la contrée la plus naturellement aristocratique de l'univers, ne peut, sans des froissemens continuels dans quelques-unes de ses parties, s'appliquer à notre gouvernement bourgeois et à notre état social mobile comme nos mœurs. Pour rester fidèle à son texte judaïque, force est de mé-

connaître le génie du pays et d'en attendre ce qu'il ne saurait donner. Par là s'élaborent les crises politiques, par là se préparent ces longs et anarchiques interrègnes dont la France parlementaire semble destinée à donner au monde le périodique spectacle. Ainsi s'altère la confiance, ainsi languissent les intérêts, ainsi les partis renaissent d'espérances mal éteintes.

Je n'ai pas le tempérament novateur, bien loin de là, car j'incline toujours à penser que ce qui est produit par cela même un très puissant argument en sa faveur. Cependant je n'hésite pas à dire qu'en laissant toute chose à son cours, par crainte de se montrer réformiste, on pourra bien un jour se réveiller tout près de l'anarchie. Je penche à croire que, dans un simple intérêt de conservation, on finira pas regretter d'avoir manqué à la fois de prévoyance et d'initiative. Dans mes prochaines lettres, j'essaierai de préciser ma pensée en ce qui se rapporte aux deux chambres et au corps électoral, c'est-à-dire au mécanisme du gouvernement représentatif, puis à la presse et à l'administration intérieure, c'est-à-dire à la direction de l'opinion publique.

L. DE CARNÉ.

LA TERREUR

EN BRETAGNE.

III.[1]

LE CHATEAU DE LA HUNAUDAIE.

La loi qui ordonnait l'inventaire, le séquestre et la mise en vente des biens d'émigrés commença à être exécutée en Bretagne dès le mois de septembre 1793. Ce fut une suite de lugubres scènes. La plupart des gentilshommes avaient fui à l'étranger ou fomentaient la révolte à l'intérieur; il n'y avait plus dans les châteaux que des femmes et des enfans. On vint leur déclarer que leurs biens étaient mis *sous la main de la nation*. Ainsi parlait la loi dans son éloquence sauvage. On inventoria sous leurs yeux les meubles, les bibliothèques, les bijoux. Quelques femmes furent laissées gardiennes du tout, à la charge de ne rien détourner; à d'autres on donna l'ordre de sortir sous le plus bref délai. Dans ce dernier cas, il fallait que les filles prissent

(1) Voyez la livraison du 15 février 1839.

leurs vieux pères sous le bras, les mères leurs enfans; et, sur le seuil, un commissaire, tenant l'arrêté départemental à la main, leur délivrait ce que l'on donnait en aumône à la famille chassée. C'était un lit, douze chaises, une armoire; à chaque enfant, trois chemises et son berceau! Quant aux moyens de vivre, l'administration devait régler plus tard ce que l'on accorderait à chacun sur les revenus de ses propriétés saisies. Si, près de voir se fermer derrière lui les portes de sa propre demeure, quelque vieux gentilhomme demandait amèrement aux commissaires où il trouverait un abri sûr pour ses derniers jours, ceux-ci montraient en souriant l'arbre de la liberté récemment planté devant le seuil du manoir confisqué par la nation. La révolution avait atteint ses dernières conséquences : traitée en ennemie par toute l'Europe monarchique, la France avait accepté cette hostilité en se faisant une constitution et des intérêts politiques à part. La république venait d'être proclamée. La mort du roi suivit de près. Une fois engagé dans cette route, la pente était fatale, et il fallait la suivre.

Les villes de la Bretagne, à deux ou trois exceptions près, acceptèrent franchement les nécessités révolutionnaires; mais la haine des royalistes s'en accrut. L'insurrection était menaçante dans le Poitou, le Maine et l'Anjou. Le Morbihan, la Loire-Inférieure, s'agitaient sourdement. Le Finistère, plus tranquille, grace à l'habileté de ses administrateurs, donnait cependant des inquiétudes. Quant aux départemens d'Ille-et-Vilaine et des Côtes-du-Nord, c'était là que se trouvait le foyer même de la conspiration. On en désignait les chefs, sans avoir de preuves pourtant. C'étaient les Picot de Limoëlan, les Dubuat, les Molien, les Loquet de Granville, les Desilles, les Guyomarais, et, par-dessus tout, le sieur Tuffin de La Rouërie, promoteur et lien de ce grand complot.

Cet homme, auquel il ne manqua que de mourir un peu plus tard pour jouer, en Bretagne, le même rôle que Charrette en Vendée, avait été d'abord officier des gardes françaises. Amoureux de l'imprévu, fécond en expédiens, corrompu et romanesque à la fois, il avait menacé un instant de finir comme de Rancé, après avoir vécu comme Faublas. Il allait prononcer ses vœux de trapiste, lorsque je ne sais quel vent lui apporta les bruits de la guerre d'Amérique. Il dépouilla aussitôt sa robe de moine, laissa pousser ses cheveux, et alla combattre les Anglais sous le nom du *colonel Armand.* Accueilli en France, à son retour, par des acclamations, il recut *officiellement* du ministre l'ordre de ne point paraître à la cour, et *officieusement*

le conseil *d'user modestement de sa disgrace*. Plus tard, en 1787, il fut envoyé par la noblesse bretonne pour réclamer la conservation des priviléges de la province, et eut encore la gloire d'une persécution. On l'enferma à la Bastille. Mais ses velléités révolutionnaires s'évanouirent le jour où les droits de la noblesse furent mis en question. Il avait protesté à Rennes et à Saint-Brieuc contre les prétentions du tiers; dès que ces prétentions furent devenues des lois, il songea à la révolte et commença à la préparer dans son château de La Rouërie.

Rien ne manquait à Tuffin pour devenir chef de parti. Il ne possédait pas seulement toutes les qualités, mais, ce qui est aussi rare peut-être, tous les vices nécessaires pour jouer ce rôle. Audacieux, adroit, trop mobile pour tomber dans de longs découragemens, il avait cette impressionnabilité pour ainsi dire volontaire qui permet tour à tour l'exaltation et le calcul, la bonne foi et la dissimulation. Long-temps occupé d'intrigues de femmes, il avait appris à serpenter habilement entre les amours-propres : on pouvait le surprendre, jamais le déconcerter. Doué enfin d'un courage que l'on citait dans une noblesse où le courage était la plus vulgaire des vertus, il était capable d'exécuter tout ce qu'il osait concevoir. Orgueilleux du reste, et capable d'une mauvaise action lorsqu'elle le conduisait au but, mais patient comme tous les hommes de cour, gai comme tous les voluptueux, il pouvait braver la faim, la soif, la fatigue et le froid, sans se plaindre ni s'abattre.

Dès la fin de 1791, Tuffin de La Rouërie avait créé, dans les principales villes de Bretagne, des comités royalistes et avait commencé à recruter des combattans. Attaqué dans son château vers la fin de mai 1792, il s'était échappé par miracle et avait déterminé une première insurrection qui n'eut d'autre résultat que de faire monter sur l'échafaud Elliot et Malœuvre, ses complices. Depuis lors, il parcourut la Bretagne, toujours poursuivi, mais fuyant de château en château, de chaumière en chaumière, ravivant les colères ou les douleurs, semant les promesses, servant de lien aux haines isolées, et laissant partout, sur son passage, comme une traînée de guerre civile à laquelle il se réservait de mettre le feu quand il en serait temps.

Or, l'heure propice était évidemment venue. Nous avons déjà dit dans quel péril se trouvait placée la république. Le mois de février 1793 venait de finir, et les discordes qui agitaient la convention avaient pris une violence alarmante. Soutenus par les sections et la

commune, les jacobins accusaient la Gironde de projets monarchiques; la Gironde leur renvoyait l'accusation en les traitant d'anarchistes, de sorte que, ballottés entre ces récriminations contraires, les patriotes des départemens cherchaient en vain à démêler la vérité. Cependant l'influence de quelques hommes éminens et un instinct inné de modération faisaient pencher la plupart des républicains bretons vers le parti girondin. L'administration du Finistère surtout s'était hardiment prononcée en sa faveur. Dès le mois d'octobre 1792, elle avait envoyé une adresse pour sommer les quarante-huit sections de laisser aux députés de la droite une pleine liberté. « Songez, disait cette adresse, que la quatre-vingt-troisième portion de la république ne peut inspirer de terreur à une nation entière qui abhorre l'anarchie. Une seule ville ne fera point la loi à la France. *Rappelez-vous à qui appartient la gloire de la journée du* 10 *août* (1). Que la convention nationale puisse travailler dans le calme à la constitution qu'elle nous prépare; si elle ne le trouve point au milieu de vous, il est d'autres villes qui sauront le lui procurer. »

L'Europe presque entière menaçait en outre nos frontières, défendues par des volontaires sans souliers qui ne savaient point charger leurs fusils. Les caisses publiques étaient vides, l'industrie détruite, le commerce anéanti. Il n'y avait pas jusqu'aux habitudes de famille qui ne fussent suspendues. Les administrateurs de nos villes, sans cesse menacés par l'émeute ou les royalistes des campagnes, ne voyaient plus ni leurs femmes, ni leurs enfans; ils mangeaient et dormaient au lieu des conférences, ayant à leurs côtés les décrets de la convention sous une paire de pistolets.

Pendant que tout semble ainsi chanceler, le peuple ne craint pourtant ni ne désespère. A chaque désastre, il oppose un courage plus grand. Toutes les côtes de la Bretagne étaient dégarnies de soldats, les forts en ruine et désarmés; il suffit d'un appel, et soudain six mille volontaires se présentent; mille ouvriers terrassiers accourent. On relève les épaulemens, on porte à bras le canon sur la crête de nos rochers, on gratte le salpêtre aux parois des caves pour fabriquer de la poudre, on arrache les gouttières aux manoirs féodaux pour fondre des balles. Les femmes cousent des guêtres qu'elles vont *déposer sur l'autel de la patrie,* les enfans font de la charpie, les vieillards s'enrôlent dans les compagnies de vétérans et apprennent l'exercice. Tout

(1) Les fédérés bretons contribuèrent plus que personne au succès du 10 août. Leur conduite fut si brillante, que la section Saint-Marceau déclara qu'elle changerait de nom et s'appellerait désormais *section du Finistère.*

se lève, tout travaille, tout se prépare enfin à soutenir la lutte qui va s'engager.

Ce bouleversement général n'avait néanmoins point interrompu mon commerce, qui s'alimentait du désordre même. Je n'avais point de spéculation suivie; j'allais à la recherche des affaires comme les aventuriers du Nouveau-Monde à la recherche des castors ou des nids d'abeilles. Toujours muni d'une centaine de louis, somme considérable alors, vu la rareté du numéraire, je profitais de toutes les occasions d'achat ou de vente qui se présentaient, traitant aujourd'hui à Tréguier pour un chargement de faïence prise aux Anglais, demain à Lorient pour six mille paires de gants, confisquées je ne sais comment, et qui pourrissaient dans les magasins; une autre fois à Saint-Brieuc, pour un lot de vieux fers auxquels on avait joint cent kilogrammes de plain-chant sur parchemin. L'échange des assignats, dont la dépréciation n'était point uniforme sur tous les points, me procurait aussi quelque bénéfice. J'avais soin seulement de laisser toujours les subsistances en dehors des spéculations que je hasardais : le nom d'*accapareur,* jeté par quelque imprudent ou quelque envieux, eût suffi pour me perdre. Renonçant aux gains faciles dont les confiscations et la misère publique offraient sans cesse l'occasion, je m'étais résigné à n'être qu'une sorte de colporteur, toujours en quête et en chemin, observant les besoins de chaque endroit pour y satisfaire, achetant ici ce qui manquait là, vendant aux riches, donnant aux pauvres, gagnant peu, en somme, sur chaque marché, mais renouvelant sans cesse mon capital.

Cette activité commerciale ne nuisait en rien à mon zèle de citoyen. Partout où j'arrivais, si un appel était fait aux patriotes, je laissais là toute autre affaire et j'allais m'offrir. Tel était alors le sentiment de confraternité, que l'on ne se regardait comme étranger nulle part. On n'appartenait pas à la garde civique de telle ou telle ville, mais à la république; et quand le rappel des patriotes battait, on y allait sans songer à autre chose. Je pus me trouver ainsi, par aventure, au combat de Fouesnant et à celui de Savenay, où je reçus une légère blessure.

On venait d'entrer dans le mois de mars 1793; je regagnais Guingamp après une excursion qui m'avait conduit jusqu'à Nantes. J'appris par hasard à Dinan qu'il y avait à vendre une partie de bois à La Hunaudaie; des demandes m'avaient été faites de Port-Brieux et de Vannes; je résolus de pousser jusqu'à la forêt, pour voir l'acquéreur de la dernière coupe.

En passant à Lamballe, je descendis de cheval pour remettre quelques lettres au procureur-syndic. Je le trouvai causant avec un étranger au milieu de commis qui expédiaient des écritures. Je le connaissais à peine, et j'allais prendre congé de lui après une courte conversation, lorsqu'un bruit de pas et de voix, parmi lesquelles je crus reconnaître celle d'un ami de ma famille, du médecin Launay, se fit entendre sur l'escalier. Presque au même instant la porte s'ouvrit, et le médecin, suivi de deux sans-culottes en bonnet rouge, entra comme un orage.

— Eh bien! dit-il en s'adressant au procureur, sans saluer personne, tu sais la nouvelle, citoyen? Les paysans ne sont point venus hier au marché de Saint-Brieuc; nous allons être pris par la famine; les fanatiques s'organisent partout; avant la fin du mois, ils viendront en armes pour nous égorger!...

Il allait continuer, lorsque ses regards tombèrent sur moi. Il fit une exclamation de surprise.

— Comment! toi ici, Baptiste! s'écria-t-il en changeant de ton subitement.... Par quel hasard?... Est-ce que tu n'habites plus Guingamp?

Je voulus lui expliquer la cause de mon passage à Lamballe, mais il ne m'écouta point.

— A propos, continua-t-il en me prenant la main, j'ai su que ton père était mort.

— En effet.

— Une grande perte, mon ami.... une grande perte pour tout le monde.... Après ça, le bonhomme était difficile à vivre, un peu dur, un peu avare, un peu aristocrate.... Je n'en ai pas moins pris part à ton malheur. Mais j'ignorais que tu connusses notre brave syndic.

— Je n'ai point cet honneur.

— Vraiment? Alors il faut que je te présente à lui; vous êtes faits l'un pour l'autre.

Et, sans attendre ma réponse, il cria mon nom au procureur.

— Je te garantis celui-là, citoyen, dit-il en me frappant sur l'épaule; un vrai républicain dès le berceau; il était toujours en querelle avec tout le monde... Te rappelles-tu, dis donc, Baptiste, quand ils voulaient faire de toi un calottin?... Avec ça qu'il avait été élevé par un curé... Mais, tout petit, il ne croyait ni à Dieu ni au diable; aussi n'ont-ils jamais pu l'abrutir par la superstition.

J'étais au supplice pendant cette ridicule apologie que le syndic

écoutait d'un air contraint; je voulus y couper court en avertissant Launay que j'étais pressé.

— Comment donc! s'écria-t-il; nous ne nous séparerons pas ainsi, j'espère? Tu souperas avec moi.

— Je pars sur-le-champ.

— Mais la nuit va venir, et les routes sont dangereuses.

— Tout retard m'est impossible.

— Il s'agit donc d'une affaire importante?

— Oui.

— Et où vas-tu?

— Pas loin d'ici.

— A Plancoët?

— Non... plus près... dans la forêt.

— A La Hunaudaie?

— Justement.

— Est-ce que tu vas voir les Guyomarais?

— Non.

— Au fait, reprit-il sans m'écouter et en se tournant vers le syndic, ce sans-culotte-là connaît tous les aristocrates... Il a vécu avec eux; moi, qui te parle, je l'ai vu en habit de taffetas rose, le claque sous le bras et la hanche au vent, faire l'agréable avec les grandes dames de Kerjeau; il était des parties de chasse de Desilles, de Molien, de Limoëlan; peut-être même a-t-il vu là Tuffin de La Rouërie... En voilà un, par exemple, pour qui je graisserais une corde de bon cœur. C'est lui qui est l'ame du complot royaliste; on n'entend répéter que son nom. Demandez aux paysans pourquoi ils refusent de payer l'impôt, ils vous répondront : C'est M. de La Rouërie qui l'a défendu;... pourquoi ils ne portent plus de grains aux marchés : C'est M. de La Rouërie qui l'a dit;... qui leur fait croire que dans trois mois les Prussiens seront à Paris? Toujours M. de La Rouërie. Il est partout, il conduit tout, et ce qu'il y a de plus curieux, c'est qu'on ne le voit nulle part. Si on était fanatique, on croirait que c'est le diable, ma parole d'honneur! Du reste, on le dit superbe homme. Des yeux noirs et la jambe faite au tour... Mais il est impossible que tu ne l'aies jamais vu chez Mme de Coatansecours.

— Cela est pourtant, répondis-je d'un ton sec.

— Puisque tu vas chez les Guyomarais, tu en entendras parler... Ils sont aussi de la bande, eux... avec leur beau-père, Micaut de Mainville.

Je voulus répéter que je ne me rendais point au château; mais Launay ne m'en laissa pas le temps.

— En tout cas, dit-il, j'espère que nous irons aussi un de ces jours dans leur gentilhommière, et que nous y fouillerons tout avec la baïonnette, d'autant qu'il court des bruits depuis quelque temps... Le sieur Tuffin pourrait bien être par là. Avertis les Guyomarais de se bien tenir.

— Je les avertirai, répondis-je impatienté.

Et, m'avançant vers le syndic, qui causait vivement à l'écart avec l'étranger, je saluai et sortis.

Je venais d'atteindre la forêt, ayant complètement oublié ce qui s'était passé chez le procureur, lorsque j'entendis derrière moi un galop de chevaux; presque au même instant, deux gendarmes parurent sous les arbres. Je ne sais pourquoi j'eus un pressentiment que c'était moi qu'ils poursuivaient; je n'avais point eu, du reste, le temps de réfléchir à ce que je devais faire, qu'ils étaient déjà à mes côtés. Ils m'ordonnèrent d'arrêter, me demandèrent mon nom, et, sur ma réponse, l'un d'eux prit la bride de mon cheval en me priant de descendre. Je leur demandai à mon tour ce qu'ils voulaient.

— Nous avons ordre de ne point te laisser continuer ta route, citoyen, me répondit le brigadier.

— Vous me reconduisez donc à Lamballe?

— Non.

— Où me menez-vous alors?

— Tu vas le voir.

En parlant ainsi, les deux gendarmes avaient mis pied à terre, ils me firent entrer avec eux dans le fourré, les chevaux furent attachés à un arbre, et mes deux compagnons allumèrent leurs pipes sans prendre à mon égard aucune précaution.

L'aventure était trop étrange pour ne point exciter en moi beaucoup d'étonnement et un peu d'inquiétude. Ma première pensée fut qu'il y avait méprise; les nouvelles questions que j'adressai me détrompèrent : c'était bien moi qu'ils avaient reçu ordre d'arrêter. Mais quel crime avais-je commis? Pourquoi me retenir caché dans ce taillis? Que voulait-on faire de moi?...

Toutes mes questions à ce sujet n'obtinrent d'autre réponse que celle-ci : C'est l'ordre. Sûr de ne pouvoir vaincre la discrétion peut-être forcée de mes gardiens, je me résignai à attendre patiemment l'explication de cette énigme. Trois heures environ s'écoulèrent ainsi.

La nuit était close depuis long-temps, le ciel obscur et le vent froid. Mes deux compagnons commençaient à se plaindre de notre campement et à frapper la terre avec mauvaise humeur de leurs grandes bottes, quand un bruit régulier de pas se fit entendre sur la route. On distingua bientôt un cliquetis d'armes, et nous reconnûmes enfin des uniformes à la lueur des étoiles. Les deux gendarmes regagnèrent alors avec moi la lisière du fourré; un *qui vive!* fut échangé, et quelques hommes se détachèrent de la troupe armée pour s'avancer vers nous. Je reconnus parmi eux le procureur-syndic et l'étranger que j'avais déjà rencontré à Lamballe; je demandai assez vivement au premier ce que l'on me voulait, et pourquoi j'étais arrêté.

— C'est moi qui en ai donné l'ordre, dit l'étranger.

— Et de quel droit? répondis-je brusquement.

— Je suis le citoyen Morillon, agent du conseil exécutif.

Le syndic prit alors la parole :

— Le citoyen commissaire est chargé d'une fouille importante dans le château de La Hunaudaie, dit-il; ta conversation avec Launay lui a fait craindre que tu n'eusses des rapports avec les Guyomarais, et que tu ne leur donnasses l'éveil.

— Je ne connais point les Guyomarais, et je ne me rends point chez eux.

— Où vas-tu alors?

— Chez le garde-forestier.

— Et pour quelle affaire?

— Pour un achat de bois.

Le citoyen commissaire prit à part le procureur-syndic, et tous deux parurent se consulter; enfin, après un court débat, Morillon se tourna vers moi.

— Je veux bien croire que tu es un vrai patriote, dit-il; mais tu connais les chemins de la forêt sans doute, puisque tu allais sans guide.

— Je les connais.

— Et tu ne refuseras pas, je pense, de prendre part à notre expédition; nous pouvons avoir besoin d'un homme qui ait pratiqué le pays, et en tout cas deux bras de plus sont toujours utiles.

— Je suis prêt.

— Alors, vive la république! et en avant.

Je me plaçai en tête de la troupe avec le commissaire, le procureur-syndic et le juge de paix qui les accompagnait. J'avais fort bien compris que l'invitation du citoyen Morillon était un ordre et prou-

vait un reste de défiance; mais je lui avais dit la vérité, je n'avais rien à cacher, que pouvais-je craindre? Ses soupçons ne tardèrent point, d'ailleurs, à se dissiper. J'avais déjà fait partie plusieurs fois de troupes envoyées à la poursuite des prêtres réfractaires, et je connaissais toutes les précautions exigées pour ces marches de nuit à travers la campagne; je les indiquai au commissaire, qui en sentit sur-le-champ l'importance et n'en voulut négliger aucune. Sachant l'entrée principale du château gardée par des chiens qui eussent signalé notre approche, j'avais d'abord fait prendre un sentier couvert et détourné qui devait nous conduire aux portes du jardin. J'étais insensiblement devenu un des chefs de l'expédition, et à mesure que j'y prenais plus de part, je m'y intéressais aussi davantage. J'en calculais les chances comme si j'en eusse été personnellement responsable, j'en attendais le succès avec inquiétude. J'ignorais quel en était au juste le but, mais je la savais faite dans l'intérêt de la république, et cela me suffisait. A une autre époque et pour une autre cause, j'aurais regretté d'y contribuer, je me serais inquiété peut-être de ceux que l'on allait surprendre, et désiré les trouver avertis; mais le besoin de sauver la patrie absorbait alors toute autre préoccupation : la pitié ne venait qu'après le combat. On sacrifiait le révolté à l'intérêt général, comme on s'y sacrifiait soi-même. Les royalistes, d'ailleurs, n'étaient point seulement des adversaires politiques, c'étaient des ennemis. La guerre contre eux semblait une légitime défense, car ils l'avaient commencée partout, à la frontière et à l'intérieur. Il ne s'agissait plus d'une opinion, mais d'un sentiment, et on les haïssait moins par esprit de parti que par instinct national.

Nous arrivâmes enfin au château. Aucun bruit ne s'y faisait entendre, aucune lumière n'y brillait; tout semblait dormir. On s'occupa d'abord de placer des sentinelles à toutes les issues. Le plus profond silence avait été recommandé, et chacun tenait ses armes serrées contre lui. Nous étions restés, le citoyen Morillon, le juge de paix et moi, à quelques pas d'une petite porte de jardin qui semblait condamnée, attendant que toutes les mesures eussent été prises, lorsque nous crûmes entendre marcher dans le fourré. Je fis signe de la main à mes compagnons, et nous nous effaçâmes derrière un angle de la muraille. Le bruit des pas se rapprochait toujours; enfin le froissement des feuilles devint distinct, et bientôt un paysan parut à la lisière du taillis. Il regarda de tous côtés comme pour s'assurer qu'il était seul; puis, s'avançant rapidement vers la petite porte, il se baissa

pour chercher la serrure. Dans ce moment je m'élançai et je le saisis par les deux bras : il jeta un cri ; mais le citoyen Morillon, qui était accouru, lui imposa silence en lui mettant un pistolet sur la poitrine. Nous nous emparâmes de la clé qu'il tenait encore, et nous ouvrîmes sans difficulté la petite porte.

Nous venions d'entrer dans le jardin lorsque le syndic revint avec une trentaine de gardes nationaux. Nous les mîmes au fait en peu de mots, et, après avoir refermé derrière nous et laissé deux sentinelles, nous nous dirigeâmes vers le château. Arrivés au perron, nous trouvâmes la porte entr'ouverte comme à dessein. Le paysan parut stupéfait.

— Maintenant, attention, dit le citoyen Morillon, afin que personne ne puisse échapper! Une douzaine d'hommes autour du château et feu sur tous ceux qui essaieront de fuir!

Ces dispositions prises, la lanterne sourde fut ouverte, et on alluma des torches. Alors le profond silence qui avait été observé fut rompu comme à un signal donné, et les gardes nationaux se répandirent bruyamment dans le château. Il y eut un moment d'inexprimable confusion. Le citoyen Morillon et le procureur-syndic couraient de chambre en chambre pour donner leurs ordres; on n'entendait que pas précipités et cliquetis d'armes; enfin un cri de triomphe s'éleva, suivi de plusieurs autres cris pareils. Peu après le juge de paix fut appelé, il monta, et je le suivis.

Je reconnus, en entrant, au milieu des gardes nationaux et des gendarmes, le citoyen de La Guyomarais, que j'avais vu plusieurs fois. Il était debout, appuyé à la cheminée, pâle, mais l'air hautain et dédaigneux. Près de lui se tenait une jeune femme accroupie et presque nue, serrant dans ses bras deux petits enfans dont elle semblait se voiler, et derrière eux, un vieillard aux pieds duquel on apercevait une épée brisée : c'étaient la citoyenne La Guyomarais et Micaut de Mainville, son père. Plus loin, dans l'ombre, il y avait encore deux hommes que je sus plus tard être un sieur Dampière et le précepteur des enfans.

Le juge de paix allait commencer à les interroger, lorsque des cris de joie se firent entendre de nouveau; c'étaient trois autres prisonniers que l'on amenait. Les deux premiers furent reconnus sur-le-champ, l'un pour le médecin Taburet, l'autre pour un domestique de la maison. Quant au troisième, il déclara s'appeler Morel et être chirurgien.

Le citoyen Morillon demanda alors à La Guyomarais si c'était là tous ses hôtes.

— Tous, répondit-il.

— Tu te trompes, il t'en reste au moins un autre et le plus important.

— Qui donc?

— Tuffin de La Rouërie.

Le prisonnier tressaillit.

— Tu vois que nous sommes bien informés; Tuffin est ici, et nous le trouverons, fallût-il pour cela mettre le feu au château.

— Faites, répondit froidement La Guyomarais.

Il y eut une pause : le syndic et le citoyen Morillon causaient à voix basse; ils annoncèrent enfin qu'ils allaient continuer les perquisitions pendant que le juge de paix interrogeait les prisonniers.

Ils sortirent en effet, et l'information commença; mais elle durait à peine depuis quelques minutes, lorsque le commissaire rentra avec un portefeuille aux armes de La Guyomarais. Le juge de paix l'ouvrit et en retira une bague de deuil entourée de ces mots : *Dum spiro, spero;* un guidon, sur lequel était brodé un sacré cœur au milieu d'une couronne blanche; enfin, quelques lettres adressées à un sieur Gasselin. La bague était semblable à celles que portaient les émigrés de Dudresnay comme symbole de leurs espérances, et nous savions tous que le sacré cœur était le drapeau mystique adopté par les royalistes bretons. Quant aux lettres, elles se rapportaient évidemment à l'insurrection, mais elles n'en parlaient qu'en termes couverts, et dans une langue convenue dont il eût fallu avoir la clé. L'important était de savoir quel était ce Gasselin auquel on semblait rendre compte des préparatifs comme à un chef. Les questions adressées successivement aux prisonniers, sur ce personnage inconnu, n'ayant amené aucun éclaircissement, je me hasardai à rappeler le paysan arrêté à la porte du jardin. Le citoyen Morillon ordonna de le faire monter sur-le-champ.

A sa vue, La Guyomarais pâlit; mais le paysan et lui échangèrent un regard qui parut le rassurer. Le commissaire lui demanda s'il connaissait cet homme.

— C'est mon jardinier, répondit-il.

— Son nom?

— Étienne.

— Que faisait-il hors du château à cette heure?

— Je l'ignore.

Le juge de paix s'adressa alors à Étienne.

— D'où venais-tu?

— De la forêt.

— Pourquoi y étais-tu allé?

— Pour cueillir du trèfle à cinq feuilles.

— A minuit?...

— C'est à minuit qu'il faut chercher les *louzou* qui donnent la force.

Le citoyen Morillon regarda le syndic avec étonnement.

— De pareilles superstitions existent-elles vraiment dans vos campagnes? demanda-t-il.

— Elles existent; mais je serais curieux de voir le trèfle à cinq feuilles que ce vaurien a cueilli. Si je ne me trompe, nous y trouverons de curieux renseignemens. Qu'on le fouille avec soin.

On le fouilla sans rien découvrir.

— Voyons, reprit le syndic, tu n'espères pas nous faire accroire que tu étais sorti pour chercher le *louzou* dans les carrefours; tu n'es pas un lutteur, et nous ne sommes d'ailleurs ni au premier quartier de la lune ni au vendredi.

— Aussi n'ai-je point trouvé ce que je voulais, répondit Étienne en jetant un regard d'intelligence à La Guyomarais; les *louzou* sont fées, et devinent quand on les cherche; ils étaient tous rentrés dans la terre jusqu'à l'autre lune.

— Et personne ici ne te savait sorti?

— Personne.

— Ainsi, c'est toi qui avais laissé la porte du château ouverte, pour rentrer?

— Non; je n'habite pas le château.

— Où demeures-tu?

— Dans le grand pavillon du jardin.

— Seul?

— Avec ma femme.

— Qu'on la fasse venir, dit vivement le citoyen Morillon, et que l'on fouille partout chez cet homme.

Une douzaine de gardes nationaux allaient sortir pour exécuter son ordre, quand le syndic rentra en conduisant par la main une femme presque nue. A son aspect, Étienne recula.

— Catherine! s'écria-t-il...

Celle-ci leva la tête, poussa un cri, et cacha son visage dans ses deux mains.

— Nous venons de la trouver en haut, dit le procureur.

— En haut! répéta le jardinier.

— Dans la chambre verte, couchée au fond de la ruelle.

Le paysan poussa une sourde exclamation et devint pâle; il s'avança vers Catherine les poings fermés.

— Que faisais-tu là, malheureuse? balbutia-t-il; réponds, que faisais-tu là?

Mais, au lieu de répondre, la jeune femme tomba à genoux en sanglottant; il lui saisit les deux mains et la releva d'un seul mouvement, droite et tremblante devant lui.

— Grace! Étienne, murmura-t-elle.

Le paysan la laissa retomber, et son regard se tourna vers La Guyomarais, qui baissa les yeux.

— Ainsi, c'est vrai, dit-il; voilà pourquoi la porte était ouverte... Ah! je comprends tout maintenant!... Tandis que je passais les nuits à courir les chemins, exposé aux balles des bleus, il y en avait d'autres ici qui étaient heureux et qui riaient de moi. J'avais donné mon sang, on me prenait encore mon honneur, et plus je montrais de fidélité, plus on me rendait de trahison.

Il porta ses deux poings à son front avec une expression de désespoir et de rage impossible à rendre. La Guyomarais fit un pas vers lui :

—Les apparences vous abusent, Étienne, dit-il; plus tard je vous expliquerai tout...

Le paysan sourit amèrement.

— Non, répondit-il, j'en sais assez. Vous avez cru que vous pouviez tout me prendre sans crainte, parce que vous êtes mon maître;... mais il ne faut pas jouer avec la douleur des plus petits que soi, monsieur Gabriel, car une fourmi peut faire mourir un chêne.

Et se tournant brusquement vers le citoyen Morillon : —Vous cherchez le marquis, dit-il; je sais où il est, moi, et je vous le dirai.

Il y eut un mouvement général de joie parmi nous, de terreur parmi les prisonniers. La Guyomarais voulut s'élancer vers le jardinier, on le retint.

— Rappelle-toi ce que tu as promis sur ta part de paradis! s'écria-t-il.

Le paysan secoua la tête avec une résolution farouche, et jetant un regard en dessous vers Catherine :

— Il y en avait une autre aussi qui avait promis sur sa part de paradis, répondit-il; mais on lui a fait oublier ses promesses, et ce ne sont pas les bleus : les bleus ne m'ont jamais causé de mal; c'est un de ceux à qui j'avais donné toute ma vie.... Que Dieu lui par-

donne, puisqu'il est Dieu; mais moi, je me vengerai, et, aussi vrai que je suis un chrétien, je mettrai sa tête sur le billot.

— Et tu y mettras en même temps celle des autres, malheureux! s'écria La Guyomarais.

Étienne tressaillit.

— Viens, dit vivement le commissaire, qui s'aperçut de son hésitation; la république punit les traîtres, mais elle sait pardonner à ses fils égarés.

Le paysan parut balancer.

— Ne veux-tu donc pas être vengé? ajouta Morillon à demi-voix.

Il se redressa brusquement.

— Venez, dit-il.

Et, s'avançant d'un pas ferme vers la porte, il descendit l'escalier, puis le perron.

Nous le suivions avec une curiosité mêlée de crainte et d'espoir. Il nous fit traverser le jardin, ouvrit une sorte de poterne, longea quelques minutes le mur extérieur, et s'arrêta enfin à une encognure solitaire sous un jeune cerisier. Alors il se tourna de notre côté, et se découvrant :

— Celui que vous cherchez est sous nos pieds, dit-il.

Nous reculâmes avec une exclamation de surprise.

— Que veux-tu dire? s'écria Morillon, le sieur Tuffin de La Rouërie...

— Est mort depuis le 30 janvier.

Il y eut un moment de désappointement, puis d'incrédulité. Le commissaire du pouvoir exécutif surtout ne pouvait se faire à l'idée que tant de précautions n'eussent conduit qu'à trouver un cadavre, et que la mort lui enlevât ainsi les découvertes qu'il avait espérées. Il voulut douter, mais Étienne lui donna des preuves auxquelles il fut forcé de se rendre. Nous apprîmes alors qu'on avait caché la mort de La Rouërie, afin de ne pas jeter le découragement parmi les royalistes. En se faisant secrètement les exécuteurs testamentaires de son complot, les Guyomarais continuaient à agir en apparence sous son inspiration. On eût dit que ce grand conspirateur avait laissé au lieu où il avait succombé quelque chose de son souffle et de sa puissance; du fond de sa tombe, il faisait encore la guerre à la république. Son nom seul suffisait pour tout remuer, tout conduire, et cette armée qui avait un mort pour chef se préparait silencieusement de toutes parts, n'attendant déjà plus que le signal. C'était à La Hunaudaie

même, où il s'était réfugié sous le nom de Gasselin, que La Rouërie avait été atteint de la maladie à laquelle il avait succombé.

— C'était un homme à vivre toujours, nous dit Étienne; mais, depuis plus d'une année, il n'avait guère vécu que dans les carrières abandonnées, buvant l'eau du Douves, mangeant du pain noir et couchant sur le gravier. La fièvre le prit ici tout d'un coup, et il tomba dans le délire; c'est moi qui le gardais : il se croyait au milieu de la bataille, et il criait de tuer les bleus. Ils tremblaient tous au château, car, si l'on était venu alors de Lamballe, pour faire une perquisition, il les eût perdus. Cela dura trois jours et trois nuits. Enfin, quand on vit le dernier soir qu'il agonisait, M. de La Guyomarais fit creuser une fosse d'avance. On l'y porta encore chaud avec tous ses papiers. Je replaçai moi-même le gazon, pour qu'on ne se doutât de rien, et le lendemain, les enfans du fermier étaient là, assis dessus, à faire des chapelets de marguerites.

— Et tu dis qu'on a enterré avec lui des papiers? demanda Morillon.

— Ils sont enfermés dans une boîte de verre.

— Au pied de cet arbre?

— Au pied de cet arbre.

— Alors, qu'on apporte ce qu'il faut pour y creuser.

On courut chercher des pioches et des pelles. Le jardinier dirigea lui-même le travail. Après avoir enlevé quelques terres, on sentit de la résistance. Il recommanda alors d'avancer plus doucement; une masse confuse commençait déjà à apparaître, on la dégagea avec précaution; les lambeaux de linceul furent écartés, et l'on reconnut enfin un cadavre. La boîte de verre dont avait parlé le paysan, fut trouvée à ses pieds. Le citoyen Morillon se retira à l'écart avec le juge de paix et le syndic, pour prendre connaissance de ce qu'elle contenait : nous les vîmes bientôt revenir.

— Victoire! s'écria Morillon; ces papiers sont les rôles de l'insurrection projetée et la correspondance secrète de La Rouërie avec les corps d'émigrés réunis dans les îles anglaises (1). Maintenant, citoyens, la patrie n'a plus rien à craindre; mort aux traîtres et vive la république!

— Vive la république! crièrent toutes les voix.

Et, comme si ce cri eût réveillé des échos, on l'entendit se répéter, de sentinelle en sentinelle, jusqu'au château, où il éclata comme un

(1) Jersey et Guernesey.

tonnerre. Dans ce moment, le soleil parut derrière les collines et inonda la forêt de ses lueurs.

Rien ne nous retenait plus; on courut chercher une civière, on la couvrit de ramée, et l'on y déposa les restes de La Rouërie pour les porter au château. Au moment où il passait devant moi, je fus saisi d'une sorte de tristesse: — Voilà donc à quoi avaient conduit tant d'intrigues habiles, tant de souffrances supportées avec courage, tant de dispositions longuement combinées! De toutes ces espérances si soigneusement arrosées de sueur et de sang, aucune n'avait pu percer la terre, et cet homme, qui avait compté refaire une monarchie, n'avait pas même pu obtenir une bière pour son cadavre! Qu'était-ce donc, mon Dieu, que la puissance individuelle, et que pouvaient attendre les partis qui avaient pour eux des conspirateurs et non la nécessité?

Je m'étais arrêté rêveur; je sentis une main s'appuyer sur mon épaule.

— A quoi penses-tu, citoyen? me demanda Morillon.

— Je pense, répondis-je, que cet homme a creusé la terre avec ses ongles pendant trois années, qu'il a apporté de la poudre grain à grain, qu'il a dérobé, à force de patience, une étincelle au soleil, et que, lorsqu'il ne lui restait plus qu'à mettre le feu à sa mine, il est mort de la fièvre comme un enfant.

— Heureusement, me répondit le commissaire, car cette mort sauve peut-être la république : quand les royalistes la connaîtront, le désordre se mettra dans leurs rangs; toutes leurs espérances et tous leurs projets sont là désormais avec cette pourriture. Aussi, ce n'est pas le cadavre d'un homme que tu vois emporter, citoyen, c'est celui de la guerre civile.

ÉMILE SOUVESTRE.

IDYLLE.

A quoi passer la nuit quand on soupe en carême?
Ainsi, le verre en main, raisonnaient deux amis.
Quels entretiens choisir, honnêtes et permis,
Mais gais, tels qu'un vieux vin les conseille et les aime?

RODOLPHE.

Parlons de nos amours; la joie et la beauté
Sont mes dieux les plus chers, après la liberté.
Ébauchons, en trinquant, une joyeuse idylle.
Par les bois et les prés, les bergers de Virgile
Fêtaient la poésie à toute heure, en tout lieu;
Ainsi chante au soleil la cigale dorée.
D'une voix plus modeste, au hasard inspirée,
Nous, comme le grillon, chantons au coin du feu.

ALBERT.

Faisons ce qui te plaît. Parfois, en cette vie,
Une chanson nous berce, et nous aide à souffrir;
Et, si nous offensons l'antique poésie,
Son ombre même est douce à qui la sait chérir.

RODOLPHE.

Rosalie est le nom de la brune fillette
Dont l'inconstant hasard m'a fait maître et seigneur.
Son nom fait mon délice, et, quand je le répète,
Je le sens, chaque fois, mieux gravé dans mon cœur.

ALBERT.

Je ne puis sur ce ton parler de mon amie.
Bien que son nom aussi soit doux à prononcer,
Je ne saurais sans honte à tel point l'offenser,
Et dire, en un seul mot, le secret de ma vie.

RODOLPHE.

Que la fortune abonde en caprices charmans!
Dès nos premiers regards nous devînmes amans.
C'était un mardi gras, dans une mascarade.
Nous soupions, — la Folie agita ses grelots,
Et notre amour naissant sortit d'une rasade,
Comme autrefois Vénus de l'écume des flots.

ALBERT.

Quels mystères profonds dans l'humaine misère!
Quand, sous les marronniers, à côté de sa mère,
Je la vis, à pas lents, entrer si doucement,
Son front était si pur, son regard si tranquille!
Le ciel m'en est témoin, dès le premier moment,
Je compris que l'aimer était peine inutile;
Et cependant mon cœur prit un amer plaisir
A sentir qu'il aimait, et qu'il allait souffrir.

RODOLPHE.

Depuis qu'à mon chevet rit cette tête folle,
Elle en chasse à la fois le sommeil et l'ennui;
Au bruit de nos baisers le temps joyeux s'envole,
Et notre lit de fleurs n'a pas encore un pli.

ALBERT.

Depuis que dans ses yeux ma peine a pris naissance,
Nul ne sait le tourment dont je suis déchiré.
Elle-même l'ignore, — et ma seule espérance
Est qu'elle le devine un jour, quand j'en mourrai.

RODOLPHE.

Quand mon enchanteresse entr'ouvre sa paupière,
Sombre comme la nuit, pur comme la lumière,
Sur l'émail de ses yeux brille un noir diamant.

ALBERT.

Comme sur une fleur une goutte de pluie,
Comme une pâle étoile au fond du firmament,
Ainsi brille en tremblant le regard de ma mie.

RODOLPHE.

Son front n'est pas plus grand que celui de Vénus.
Par un nœud de ruban deux bandeaux retenus
L'entourent mollement d'une fraîche auréole;
Et, lorsqu'au pied du lit tombent ses longs cheveux,
On croirait voir le soir, sur ses flancs amoureux,
Se dérouler gaiement la mantille espagnole.

ALBERT.

Ce bonheur à mes yeux n'a pas été donné
De voir jamais ainsi la tête bien-aimée.
Le chaste sanctuaire où siège sa pensée,
D'un diadème d'or est toujours couronné.

RODOLPHE.

Voyez-la, le matin, qui gazouille et sautille;
Son cœur est un oiseau, — sa bouche est une fleur.
C'est là qu'il faut saisir cette indolente fille,

Et sur la pourpre vive où le rire pétille,
De son souffle enivrant respirer la fraîcheur.

ALBERT.

Une fois seulement, j'étais le soir près d'elle;
Le sommeil lui venait, et la rendait plus belle;
Elle pencha vers moi son front plein de langueur,
Et, comme on voit s'ouvrir une rose endormie,
Dans un faible soupir, des lèvres de ma mie,
Je sentis s'exhaler le parfum de son cœur.

RODOLPHE.

Je voudrais voir qu'un jour ma belle dégourdie,
Au cabaret voisin de champagne étourdie,
S'en vînt, en jupon court, se glisser dans tes bras.
Qu'adviendrait-il alors de ta mélancolie?
Car enfin toute chose est possible ici-bas.

ALBERT.

Si le profond regard de ma chère maîtresse,
Un instant par hasard s'arrêtait sur le tien,
Qu'adviendrait-il alors de cette folle ivresse?
Aimer est quelque chose, et le reste n'est rien.

RODOLPHE.

Non, l'amour qui se tait n'est qu'une rêverie.
Le silence est la mort, et l'amour est la vie;
Et c'est un vieux mensonge à plaisir inventé,
Que de croire au bonheur hors de la volupté!
Je ne puis partager ni plaindre ta souffrance.
Le hasard est là-haut pour les audacieux;
Et celui dont la crainte a tué l'espérance,
Mérite son malheur et fait injure aux dieux.

ALBERT.

Non, quand leur ame immense entra dans la nature,

Les dieux n'ont pas tout dit à la matière impure
Qui reçut dans ses flancs leur forme et leur beauté.
C'est une vision que la réalité.
Non, des flacons brisés, quelques vaines paroles
Qu'on prononce au hasard et qu'on croit échanger,
Entre deux froids baisers quelques rires frivoles,
Et d'un être inconnu le contact passager,
Non, ce n'est pas l'amour, ce n'est pas même un rêve;
Et la satiété qui succède au désir,
Amène un tel dégoût quand le cœur se soulève,
Que je ne sais, au fond, si c'est peine ou plaisir.

RODOLPHE.

Est-ce peine ou plaisir, une alcôve bien close,
Et le punch allumé, quand il fait mauvais temps?
Est-ce peine ou plaisir, l'incarnat de la rose,
La blancheur de l'albâtre, et l'odeur du printemps?
Quand la réalité ne serait qu'une image,
Et le contour léger des choses d'ici-bas,
Me préserve le ciel d'en savoir davantage!
Le masque est si charmant que j'ai peur du visage,
Et, même en carnaval, je n'y toucherais pas.

ALBERT.

Une larme en dit plus que tu n'en pourrais dire.

RODOLPHE.

Une larme a son prix; c'est la sœur d'un sourire.
Avec deux yeux bavards parfois j'aime à jaser;
Mais le seul vrai langage au monde est un baiser.

ALBERT.

Ainsi donc, à ton gré, dépense ta paresse.
O mon pauvre secret, que nos chagrins sont doux!

RODOLPHE.

Ainsi donc, à ton gré, promène ta tristesse.

O mes pauvres soupers, comme on médit de vous!

ALBERT.

Prends garde seulement que ta belle étourdie
Dans quelque honnête ennui ne perde sa gaieté.

RODOLPHE.

Prends garde seulement que ta rose endormie
Ne trouve un papillon quelque beau soir d'été.

ALBERT.

Des premiers feux du jour j'aperçois la lumière.

RODOLPHE.

Laissons notre dispute, et vidons notre verre.
Nous aimons, c'est assez, chacun a sa façon.
J'en ai connu plus d'une et j'en sais la chanson.
Le droit est au plus fort en amour comme en guerre,
Et la femme qu'on aime aura toujours raison.

ALFRED DE MUSSET.

LA

MARINE MARCHANDE

GRECQUE

DANS L'ARCHIPEL.

D'après les traités qui existent entre la France et la Turquie, les catholiques sujets ottomans se trouvent placés sous la protection française. Cette protection qui, la plupart du temps, ne s'exerce qu'individuellement, s'exerça d'une manière plus générale lors de l'insurrection grecque, et surtout dans l'Archipel.

Parmi les îles Cyclades se trouve Syra, qui est un rocher aride et triste. Le seul point sur lequel on découvre quelque végétation est le sommet d'un monticule où s'élèvent, au milieu de figuiers et de pampres, la demeure d'un évêque catholique, son église métropolitaine et quatre ou cinq cents maisons blanches et petites, qui contiennent la population primitive de l'île.

La croix latine, signe de rédemption pour une autre vie, devint, à l'époque de désolation dont je parle, et par l'effet de l'intervention française, un signe de salut en ce monde. Le Christ qu'elle porte semblait dire, comme dans les livres saints : *Venez à moi!* et l'on vint, en effet, de tous les points de l'Archipel, se placer sous sa protection. Au pied de la ville catholique, il se forma ainsi une population qui, en peu de mois, donna naissance à une ville où l'on

compte maintenant quatre mille maisons, des églises, des hôpitaux et des écoles publiques dans lesquelles se réunissent quatorze à quinze cents enfans.

D'abord, on ne construisit que des cahutes, des barraques en planches où chacun se logea comme il put; plus tard, on éleva, sans symétrie, sans alignement, sans règles de voirie, des maisons de pierre à un seul rez-de-chaussée et quelques moulins à vent; tout cela formait un labyrinthe où il était assez difficile de retrouver sa route. A l'heure qu'il est, Syra renferme plusieurs rues pavées et propres, des maisons élégamment construites, des édifices publics remarquables. Elle est occupée, dans les momens de loisir que lui laissent les affaires, à se nettoyer, à se parer, à se donner enfin un air de bonne façon, comme font les gens qui s'enrichissent et qui veulent mettre leur tenue au niveau de leur fortune.

Cette île, si pauvre qu'elle ne valait peut-être pas la peine qu'un pirate s'éloignât de sa route pour l'aller piller, est devenue le centre du plus grand mouvement commercial de la Grèce; mais elle n'a acquis tant d'importance qu'aux dépens d'autres ports parmi lesquels on doit placer Smyrne.

Smyrne était et est encore un des entrepôts les plus importans de l'Orient. Là arrivent des marchandises de la Perse et de l'Asie-Mineure, qu'on dirige ensuite sur l'Europe; de là, les marchandises d'Europe s'écoulent dans une grande partie de l'Asie. Mais l'étendue de côtes que peut approvisionner économiquement Smyrne, est circonscrite entre Rhodes et les Dardanelles; car Smyrne est trop avancée dans l'Orient pour qu'il y ait avantage à transporter jusque-là des marchandises destinées, soit pour Salonique, soit pour la Syrie.

Si des habitudes, si l'amour du pays n'avaient pas retenu dans leur île si belle les négocians de Scio, dont l'habileté commerciale est célèbre, ils auraient dû nécessairement songer beaucoup plus tôt à porter leurs comptoirs et leur industrie au centre de la courbe sur le développement de laquelle on trouve Salonique, la Cavalle, l'entrée des Dardanelles, Scio, Samos, Rhodes et Candie, c'est-à-dire toutes les portes du Levant sur la Méditerranée.

Ce centre maritime eût été sans doute mieux placé géographiquement à Andros, à Tyne ou à Myconi, surtout à Andros, car ces îles sont comme les vedettes des Cyclades vers la Turquie. Mais la première des conditions à remplir pour l'île où aurait dû se concentrer le commerce était d'avoir un port commode, et ni Myconi, ni Tyne, ni Andros, n'offraient cet avantage. Il ne restait donc plus que Délos et Syra. Délos avait un port magnifique, et Délos était plus près que Syra de la côte d'Asie; mais la différence entre ces deux îles n'était guère que de quatre à cinq lieues, et ce n'était pas la peine de renoncer à Syra, qui se trouvait plus que Délos sur la route des navires qui vont à Smyrne, à Constantinople et à Salonique, et sur la route de ceux qui en reviennent.

Eh bien! ce que l'intérêt du commerce aurait dû faire, la guerre, les massacres, les incendies, d'un côté, et la protection française, de l'autre, ont mieux réussi à l'accomplir que le calcul et la libre volonté de l'homme. En

effet, si les négocians de Scio, entraînés par tant d'avantages, avaient pris le parti d'aller résider à Syra, auraient-ils pu, sans de grandes difficultés, décider les Ipsariotes à les y suivre, à quitter leur île d'Ipsara pour aller habiter une île qui ne valait pas la leur comme résidence, et à faire tous les frais d'un nouvel établissement. Or, par un effet heureux de la guerre, Sciotes, Ipsariotes, Hydriotes même, sont venus ensemble à Syra. Les Sciotes, c'est la tête qui pense: les Ipsariotes, ce sont les jambes qui courent et les mains qui recueillent. Ipsariotes d'une part, Sciotes de l'autre, voilà donc la double source du mouvement et de la vie pour le commerce de l'Archipel.

La Grèce n'a eu pendant long-temps d'autres navires que des corsaires qui parcouraient les mers du Levant, et qui, à une certaine époque, attaquaient les pavillons dont Venise redoutait la concurrence commerciale. Cette république n'ayant pu empêcher ni les Français ni les Anglais de conclure des traités avec les sultans, et cherchant à retarder le plus possible la décadence de son commerce, se servait de l'influence qu'une longue occupation de la Morée et des îles lui avait donnée sur les Grecs, pour exciter ses anciens sujets à inquiéter la navigation de ses rivaux.

Les Grecs trouvaient double avantage à ce métier; car, outre qu'ils réalisaient des profits considérables, les services rendus de cette façon à la république étaient reconnus par la paix dont elle les laissait jouir, même pendant ses guerres avec la Turquie. Le besoin de cette paix était si grand pour les insulaires, qu'indépendamment de l'impôt qu'exigeait d'eux le grand-seigneur, les habitans de certaines îles occupées par les musulmans payaient encore, au commencement du XVIIIe siècle, une contribution à Venise, afin que la république ne vînt pas enlever, sans les payer, les rapines des pirates. Pour apprécier l'extension qu'avait prise la piraterie, il suffira de dire qu'un voyageur du temps ne trouva qu'un homme par quatre femmes dans l'île de Myconi, parce que les hommes étaient allés en course.

La piraterie que Venise entretenait dans l'Archipel avait, du reste, son analogue dans les mers d'Amérique, où la France ne répugnait pas à mettre à profit le courage et l'audace des flibustiers.

A l'origine des conquêtes maritimes des Turcs, les prisonniers de guerre ramaient seuls à bord des galères; mais, quand les galères des sultans devinrent plus nombreuses, on recourut aux rayas grecs, et on en plaça sur les flottes, à l'instar des forçats. Plus tard, la rigueur des lois de l'islamisme, qui interdit de confier la défense du trône des califes à des mécréans, céda devant la nécessité; par la raison qu'on avait remplacé les navires à rames par des bâtimens à voiles, on pensa que ceux qui n'avaient été que rameurs pouvaient devenir matelots. La Turquie se trouva si bien du concours des marins grecs, qu'elle donna en fief les îles au capitan-pacha, à l'effet d'inféoder le plus possible la population de ces îles à sa marine; et, comme à quelque chose malheur est bon, les Grecs, sous le courbach et sous le bâton des Turcs, acquirent encore une audace nautique qui leur servit plus tard.

Mais ce personnel maritime formé, que pouvaient les Grecs insulaires en présence du commerce si actif qu'avaient fini par faire les Français? Pouvaient-ils songer à élever seulement la plus faible concurrence? Ils avaient des matelots, mais ils n'avaient pas de navires, et pas de bois pour en construire. Ils avaient de l'ardeur, mais l'argent manquait.

Bientôt, cependant, la révolution française mit l'Europe en feu. Tout le commerce de Marseille fut ruiné. Les Français, trop occupés de leurs débats, s'entr'-égorgeant les uns les autres, délaissèrent la culture des champs; les intempéries des saisons aggravèrent la position de leur pays si fertile; ils demandèrent du blé à tout l'univers, mais l'univers s'était ligué contre eux, à l'exception seulement des régences barbaresques qui voyaient peu d'inconvénient à pactiser avec la convention, des États-Unis qui comprenaient déjà tout ce qu'a d'avantageux la neutralité commerciale, et enfin de la Turquie, pays où l'exécution d'un roi devait exciter moins d'horreur que partout ailleurs. Cependant la Turquie fut plus tard (en 1798) entraînée dans une guerre contre la France.

Il y avait donc un grand vide commercial à combler, puisque Marseille et ses navires ne fréquentaient plus les mers du Levant. A Hydra, à Myconi, à Andros, à Santorin, à Spetzia, on groupa de petites sommes; les Sciotes qui avaient des capitaux cherchèrent des marins pour utiliser leur argent, et les Ipsariotes se présentèrent. On construisit tant bien que mal des navires qui allèrent prendre du blé, soit dans les ports de la Méditerranée, soit dans les ports de la mer Noire, et qui le portèrent, selon les temps et selon les circonstances, à Livourne, à Marseille, ou à Gênes, malgré les escadres et les blocus. On doublait, on triplait les capitaux dans un voyage, et, au retour, avec l'argent gagné on construisait de nouveaux navires qui, comme les vaisseaux des anciens Grecs se rendant au siége de Troie, naviguaient sans cartes, sans boussole, soit parce que les capitaines ne savaient pas s'en servir, soit parce qu'on n'avait pas eu le temps de s'en procurer.

Les disettes de 1812 et de 1816 redoublèrent l'ardeur des marins grecs, et portèrent la richesse et la prospérité des îles à ce point que, lors de l'insurrection, Hydra, Ipsara et Spetzia comptaient plus de trois cents navires marchands, qui, tous, devinrent des navires de guerre, et soutinrent contre les escadres turques cette lutte où Miaulis s'illustra à jamais, et où Canaris acquit une gloire que la fin de sa vie fera, peut-être, oublier aux Français.

L'équipage d'un navire grec se compose de personnes de la même famille; le père est capitaine, les jeunes gens sont matelots ou novices, les enfans sont mousses. Chacun a sa part dans les bénéfices, suivant son âge et suivant son rang. C'est, en quelque sorte, la maison qui voyage et qui se porte tantôt ici, tantôt là. Les femmes seules restent au logis pour avoir soin du ménage et allaiter les derniers nés.

Cette manière de voyager nous explique la facilité avec laquelle des familles, des populations entières se transportent quelquefois d'une île dans une autre, ou d'une île sur le continent. Syra offre-t-elle, comme durant la guerre

de l'indépendance, un asile assuré, on y arrive de partout, et Syra devient un des plus grands entrepôts du Levant. Plus tard, ces mêmes hommes, dont les misères ont fait la richesse de Syra, trouvent-ils ou pensent-ils trouver quelques avantages à aller ailleurs, ils partent et se rendent, soit au Pyrée, comme un certain nombre de Sciotes et d'Hydriotes, soit à Érétri, dans l'île d'Eubée, comme l'ont fait quelques Ipsariotes. Ce sont des équipages qui changent de vaisseaux pour en prendre de meilleurs.

Parmi les populations des trois îles principales, on distingua plus particulièrement les Hydriotes. Les élémens du commerce ne consistaient pas seulement pour eux dans l'argent et l'intelligence, ils y joignaient la probité. Si je parle au passé, c'est que la population d'Hydra, en tant que population maritime, n'existe plus : ses élémens sont trop divisés pour faire corps.

Les marins d'Hydra ne mettaient en usage ni les *connaissemens* (1), ni aucune de ces précautions au moyen desquelles le commerce cherche à prévenir le vol ou la perte des marchandises. Dès qu'un capitaine hydriote annonçait qu'il allait faire un armement, ceux de ses compatriotes qui voulaient y prendre part lui envoyaient leurs capitaux. « Le capitaine ne donnait pas de reçu, puisqu'il ne savait pas écrire (dit M. Thiersch, un des auteurs qui ont le mieux parlé de la Grèce), on ne lui en demandait même pas, et souvent on laissait l'argent à la femme, et même à la servante, si le maître n'était pas chez lui. »

La fortune d'Hydra fut brillante, plus brillante que celle de toutes les autres îles. On trouvait à Hydra toutes les commodités de la vie et le luxe le plus recherché. L'île comptait trois mille maisons en marbre taillé, dont quelques-unes avaient coûté plus de 300,000 francs. Aujourd'hui ces maisons sont abandonnées.

Une circonstance dont on ne se rend pas compte au premier moment, c'est que, pendant qu'Hydra se dépeuple, Spetzia, sa voisine, qui n'est pas mieux située qu'elle, s'enrichit et prospère. Cela vient, dit-on, de ce que toutes les fortunes d'Hydra avaient fini par se concentrer dans quelques mains seulement, tandis que celles de Spetzia étaient plus généralement répandues. A l'époque de la paix avec la Turquie, la richesse des familles d'Hydra ne fut pas suffisante pour y rappeler des marins qui trouvaient à gagner leur vie autre part. Quelques-unes des familles riches prirent le parti de s'expatrier, soit pour aller faire le commerce ailleurs, soit pour jouir de leurs revenus. A Spetzia, au contraire, presque tout le monde ayant quelques épargnes, on se réunit, et l'on construisit des navires dans lesquels l'un avait un dixième, l'autre un quinzième d'intérêt, etc.

Autrefois les Hydriotes ne louaient jamais leurs services; c'était le peuple le plus fier de toute la Grèce continentale ou insulaire; maintenant il n'en est pas ainsi : la misère a fait plier leur fierté.

(1) Le *connaissement* est la lettre de voiture maritime.

Aux jours de l'insurrection, Hydra servit bravement la patrie de ses hommes et de ses vaisseaux. En vertu des lois qui portent que les volontaires de la guerre de l'indépendance seront récompensés par des concessions de terrains, les marins des îles ont été placés dans une fausse position, car ils ne sont ni ne peuvent être laboureurs. Leur métier, comme celui de leurs pères, c'est de courir la mer. Ils demandèrent donc au gouvernement royal des indemnités d'une autre nature, et ils les demandèrent presque comme ils avaient demandé la liberté aux Turcs. On apaisa la sédition, mais bon nombre d'Hydriotes allèrent augmenter les équipages de la flotte ottomane, sur laquelle ils reçoivent des gages qui les mettent à même de donner du pain à leur famille. Le gouvernement grec, de son côté, s'empressa de placer sur ses bâtimens de guerre des marins d'Hydra de préférence aux autres, et c'est encore du pain pour de nombreuses familles de l'île. Le reste vit, à ce qu'on assure, des sacrifices faits par une maison opulente, qui cherche ainsi à retenir le plus possible les habitans, afin d'exercer toujours un patronage qui la rend influente.

Syra, rocher nu et aride, n'a qu'un port et de l'eau. Rien, par conséquent, qui puisse attacher l'homme au sol, ni le jardin, ni le champ héréditaire. L'intérêt commercial peut seul y retenir les exilés que Syra accueillit dans un temps de désolation. Si donc un jour l'intérêt commercial était déplacé, on aurait à redouter le déplacement de la population. Cette réflexion doit être sans cesse présente à l'esprit du gouvernement hellénique.

Déjà, dit-on, quelques symptômes d'émigration commencent à se manifester parmi les Sciotes qui habitent Syra. Sont-ils le prélude d'une fuite générale? Il faut espérer que non, et pour la Grèce, et pour les Sciotes eux-mêmes.

On a pensé que le moyen de retenir la populatoin de Syra, et d'accroître sa prospérité, serait de déclarer l'île *port franc*. Le gouvernement grec s'est livré à l'examen de cette question avec une attention consciencieuse; mais, dans l'état où sont encore ses finances, et le roi s'efforçant constamment d'arriver à un budget normal, le gouvernement a dû hésiter à se priver d'une grande partie de l'impôt de Syra. Généralement, on ignore en France les difficultés administratives contre lesquelles lutte le roi Othon. Pendant sa minorité, ses tuteurs ont dissipé sa fortune et celle de son peuple. Maintenant il s'occupe à refaire l'une et l'autre avec une persévérance qui l'honore, et dont on devrait lui tenir plus de compte.

La difficulté matérielle n'est pas la seule qui empêche le roi d'affranchir Syra de l'impôt : il y a de plus une difficulté politique; car que diraient les blessés, les vétérans de l'insurrection grecque, ceux qui ont été pillés, spoliés, ceux dont les maisons ont été incendiées, les navires détruits? Ne considéreraient-ils pas comme une injustice qu'une île que la guerre a enrichie reçût des avantages si importans, et cela au préjudice de leurs îles que la guerre a ruinées? Si vous faites de Syra un port franc, diront les Hydriotes et les Spetziotes, comment récompenserez-vous Hydra et Spetzia?

Cependant, on sera peut-être forcé de prendre un parti; car, si la Porte

affranchissait Scio de tous droits de douane, soit à l'entrée, soit à la sortie, Syra perdrait peut-être beaucoup, sans qu'Hydra ou Spetzia y gagnassent quelque chose; mais il n'est pas nécessaire de se presser. On peut attendre que l'on prenne un parti à Constantinople, pour en prendre un à Athènes; car, à égalité de conditions de douane, l'avantage sera toujours pour l'île la plus favorablement située. Il faut donc espérer pour la Grèce et pour les Sciotes et les Ipsariotes (1), que ceux-ci ne quitteront pas le drapeau hellène, pour aller se ranger sous le pavillon rouge des Turcs.

Quand vous arrivez à Syra, si vous demandez dans quel quartier habitent les Ipsariotes, on vous montre la partie méridionale de la ville, c'est-à-dire les environs des chantiers de construction et les abords du port. Si vous vous informez de la partie de la ville qu'habitent les Sciotes, on vous montre la partie septentrionale, c'est-à-dire les environs de la douane, et vous reconnaissez aussitôt le caractère particulier des deux populations.

Les Ipsariotes ont une telle intelligence des choses de la marine, qu'on a vu des enfans de quinze à seize ans construire des goëlettes reconnues pour avoir une marche tout-à-fait supérieure. Que de fois, étant sur le pont d'un de nos bâtimens de guerre, et passant près de navires grecs, j'ai vu nos officiers admirer leur coupe élégante, leur poulaine relevée avec tant de grace, leur beaupré si bien placé, leurs voiles si larges quand elles sont développées, si minces quand elles sont serrées sur leurs vergues! Mais ce qu'il y a de plus extraordinaire encore, c'est la manière dont ces navires sont fabriqués. Dans un espace assez restreint qui s'étend depuis les dernières maisons de Syra jusqu'aux murs d'enceinte du lazaret, on compte presque continuellement quinze ou vingt navires en construction, car Syra construit aussi pour des ports étrangers; quelquefois les rangs sont doubles, et la même calle contient deux bâtimens: celui de devant qu'il faudra avoir fini et mis à l'eau, quand celui de derrière sera prêt à être lancé. Il n'est pas de dimanche où l'on ne voie lancer un, deux, trois, et jusqu'à quatre navires. Toutes ces constructions marchent en même temps. Les pièces de membrures sont taillées d'intuition. C'est à peine si les constructeurs, que rien dans leur mise ne distingue des plus simples ouvriers, ont un compas à leur disposition.

Pour construire des navires, nous employons des pièces de bois de chêne; celles de ces pièces qui doivent être courbes, nous les voulons courbées naturellement. Les Ipsariotes ne sont pas si difficiles; leurs navires sont entièrement faits de bois de pin, pas une des pièces de membrure n'est courbe; c'est au moyen de poutres droites, et en les ajustant après les avoir taillées, qu'on obtient des courbes. Aussi, leurs navires coûtent-ils à peu près le sixième de ce que coûtent les nôtres. Il est vrai qu'ils durent beaucoup moins; mais ces navires sont payés à leur troisième voyage, et le reste de leur service est

(1) Scio et Ipsara ne font pas partie de la Grèce telle que les traités l'ont constituée.

tout bénéfice. A cela il faut ajouter que, lorsque les affaires commerciales ne sont pas très actives, les navires qui sont obligés de rester dans le port ayant coûté le sixième de ce que coûtent les nôtres, n'occasionnent, à égalité de tonnage, qu'une perte en intérêt du sixième de celle que le manque d'emploi fait éprouver à nos navires.

Il faut à nos marins presque du comfortable, comparativement à ce que demandent les marins grecs. Que de fois, à Marseille, l'autorité chargée de veiller sur l'amarrage des navires, ayant enjoint à un capitaine grec de mouiller une seconde ancre, n'a pu être obéie, parce que cette ancre n'existait pas à bord! Que disait alors le capitaine pour s'excuser? *Bastimento nuovo, signore!* Ce qui veut dire, le bâtiment n'a pas encore gagné son second câble et sa seconde ancre; mais, au voyage prochain, il n'en sera pas ainsi. En effet, un navire hellène est un être qui commence sa vie comme il peut, qui s'habille, qui se nettoie, qui se meuble, à mesure qu'il gagne. Le premier voyage a-t-il été heureux, le navire achète un bon compas de route, des cartes des parages qu'il fréquente, peut-être même une embarcation neuve. Au second voyage, il changera ses voiles qui vieillissent et qui avaient déjà servi à un de ses frères mort avant qu'il fût né. Mais, pour cela, il faut marcher vite, il faut arriver avant les autres; il peut se faire que les blés de la mer Noire baissent de prix à Marseille, à Livourne, à Gênes. Le navire doit donc se presser, filer jusqu'à douze nœuds, s'il veut qu'on le fasse beau, qu'on lui donne une couche de peinture, que l'on dore la figure blanche qui décore sa poulaine. Rien n'arrête le navire grec, il fait toujours plus de voiles qu'un autre. A bord, c'est un bruit incroyable, ce sont presque continuellement des cris échangés. Dans la plus simple explication, on crie comme dans une dispute; tout le monde commande, parce que tout le monde est maître, plus ou moins, mais cela n'empêche pas le navire de gagner de vitesse ses concurrens sardes ou autrichiens. Un navire hellène, venant du Levant, se trouve-t-il entre la Sicile et Malte, il met le cap sur la dernière de ces îles, il entre dans le port de quarantaine, passe audacieusement et à toutes voiles entre les navires qui s'y trouvent mouillés; il jette l'ancre, il s'informe du prix du blé dans l'île; si ce prix lui offre un bénéfice, il vend; si, au contraire, on lui dit que le dernier paquebot à vapeur français a porté des nouvelles favorables de Livourne et de Marseille, il demande vite de l'eau et quelquefois du pain. Une heure après, déployant ses voiles, se glissant avec la plus grande adresse entre les rangs de bâtimens à l'ancre, il quitte le port, gagne le large, et va à Livourne ou à Marseille.

Un navire français ne demanderait pas seulement de l'eau et du pain à Malte, il demanderait du vin, de la viande, que sais-je? Le Grec a à son bord des figues sèches, une certaine quantité d'olives et du poisson salé; avec cela, du pain et de l'eau, c'est tout ce qu'il lui faut. Le capitaine mange au même plat que les autres; presque jamais de cuisine sur le pont, pas de provisions de bois, pas de viande salée, pas de volailles, pas de légumes à acheter, pas de meubles, pas de rideaux dans la chambre, pas de glaces, pas de vaisselle, pas de

tout ce qui nous ruine, pas de tout ce que nos besoins de luxe imposent à nos armateurs de navires! Mais aussi de bons résultats, de l'argent gagné, et chez nous presque toujours de l'argent perdu! Vous savez maintenant pourquoi le personnel et le matériel de notre marine marchande diminuent chaque jour, et pourquoi on lance jusqu'à deux, trois et quatre navires par dimanche à Syra!

Quand la marine marchande grecque se mit à faire la guerre, elle abandonna le commerce, et de même qu'elle avait, à l'époque de notre révolution, comblé le vide produit dans le mouvement commercial de l'Orient par la retraite de nos navires, de même il s'éleva trois marines marchandes nouvelles, qui vinrent combler le vide causé par l'armement en guerre des navires hydriotes, spetziotes et ipsariotes; ce sont les marines dalmate, sarde et napolitaine. Mais, après la guerre, les Grecs, retrouvant leur esprit d'association, leur activité, leur intelligence, ont prouvé qu'il y avait place pour quatre, et je suis convaincu qu'il y aurait place pour cinq, si l'on songeait à doter la France d'une marine à bon marché.

Je ne veux pas dire que jamais on ne se soit occupé d'une question si importante; mais, par la raison que l'administration des douanes, placée dans les attributions du ministère des finances, a perdu une grande partie de sa qualité d'administration protectrice, pour devenir une administration purement fiscale, la marine marchande, placée exclusivement dans les attributions du ministre de la marine, n'a jamais été considérée que comme un moyen de recruter la marine militaire. Il résulte de là, pour nous, une condition d'infériorité dans la Méditerranée, dont je vais essayer de donner une idée par des comparaisons.

La France, ayant sur ses côtes méridionales une population maritime qui n'est pas plus considérable que la population maritime des côtes de l'empire d'Autriche et du royaume de Sardaigne, et qui l'est beaucoup moins que celle du royaume de Naples, est obligée, par sa qualité de première puissance navale, d'entretenir des armemens nombreux. L'Autriche, la Sardaigne et Naples, au contraire, n'ont jamais à la mer plus de cinq ou six navires, dont les plus forts sont des frégates. Mille à quinze cents hommes au plus, voilà tout ce qu'il faut à chacune de ces puissances. Trois à quatre mille hommes peut-être, voilà ce que nos escadres demandent, en temps ordinaire, à la population de nos côtes de Provence, de Languedoc et de Roussillon!

De là résulte une pénurie de matelots pour le commerce français, quand il y a abondance de bras libres du service militaire chez les autres. De là vient que dans nos ports un matelot se paie jusqu'à 50 francs par mois, tandis qu'à Gênes, à Naples et en Dalmatie, on le paie 30 francs tout au plus. De là vient aussi que, lorsque nous faisons des expéditions comme celle d'Alger en 1830, les transports étrangers se louent à notre gouvernement moyennant 13 francs par mois et par tonneau, et que les navires français réclament 16 et 17 francs. De là vient, enfin, qu'après avoir établi en Afrique des droits proportionnels à l'effet de favoriser la marine nationale, le gouvernement, frappé bientôt de

l'augmentation de ses dépenses, par suite des prix plus élevés qu'il paie pour le fret des objets à transporter, est obligé de revenir sur la mesure que lui avaient inspirée les intérêts français; car c'est aussi un intérêt français que l'intérêt du contribuable.

Je n'ai pas l'intention de traiter ici la question du recrutement de l'armée navale; je me propose seulement d'indiquer le moyen d'arracher, autant que possible, aux pavillons étrangers le transport d'un certain nombre de produits que nos lois de douane n'ont pas réservés au pavillon français, et que livre à nos concurrens la franchise du port de Marseille.

Ce n'est assurément pas exagérer que d'évaluer à deux cent cinquante, année moyenne, le nombre des navires, autrichiens, sardes, napolitains et grecs, qui portent à Marseille des denrées récoltées dans des pays autres que ceux auxquels ces navires appartiennent. Or, ces deux cent cinquante navires emploient au moins trois mille matelots, et, comme ce sont des matelots étrangers, la marine militaire de France n'a aucune action sur eux. Resterait à savoir s'il ne vaudrait pas mieux que trois mille marins français gagnassent ce que gagnent avec nous ces marins étrangers, dût la marine militaire renoncer à son droit sur eux. Dans l'un comme dans l'autre cas, la flotte ne profiterait pas de ces hommes; mais l'argent que la France paie à des étrangers serait gagné par des Français.

Des hommes et des navires à bon marché, voilà le problème à résoudre; sans cela nous nous trouverons toujours dans des conditions d'infériorité relativement à nos voisins, et surtout relativement aux Grecs.

Pour construire à bon marché, il faut renoncer à notre luxe d'installation, et peut-être à une partie de notre luxe de solidité; il faut, à l'imitation même des peuples du nord qui naviguent dans des mers si mauvaises, employer dans nos constructions plus de sapin que nous n'en employons; il faut, comme les Grecs, remplacer les voiles en fil de chanvre par des voiles en fil de coton; au lieu de faire venir les bois de construction à Marseille, il faut faire construire les navires de Marseille là où se trouvent les forêts qui produisent les bois. Si l'on accordait au commerce français la faculté de faire construire des navires à l'étranger, il userait sans doute, au moment même, de cette faculté, et il appellerait peut-être cela de la liberté commerciale, parce qu'en Prusse, en Russie, etc., les constructions reviennent moins cher que chez nous. Mais, chose singulière! il y a dans un de nos départemens, en France par conséquent, tous les élémens d'une construction qui ne serait pas plus chère peut-être qu'en Prusse ou en Russie, et personne ne pense à mettre tant d'avantages à profit! Ce département, c'est la Corse. Là, le bois est à très bon marché : il y a du chêne pour les membrures, et du sapin pour la mâture et pour les bordages; là, le minerai de l'île d'Elbe peut être converti en fer avec les branchages de l'arbre qui servirait à faire le navire; là, s'offrent toutes les ressources des pays les plus favorisés. Construisons donc des navires en Corse, et nous n'aurons plus à nous occuper que de trouver des matelots consentant à servir sur ces

navires, moyennant une solde égale, autant que possible, à celle qu'on paie en Italie.

La première condition pour avoir des équipages à bon marché, c'est que les hommes soient sobres, parce que des hommes sobres peuvent seuls trouver de l'avantage à naviguer *à la part*, c'est-à-dire moyennant un bénéfice proportionnel à celui du navire. Les marins qui ont des besoins sentent trop qu'*à la part* ils seraient moins bien nourris, ou n'auraient rien à recevoir au retour du voyage. Dans un navire où l'on navigue *à la part*, chacun est spéculateur : le propriétaire du bâtiment, le capitaine, le matelot, le mousse même. Alors chacun fait de son mieux pour économiser et pour aller vite, soit dans le chargement, soit dans la route, soit dans le déchargement. Quand un équipage, au contraire, est payé au mois, il peut avoir parfois intérêt à ne pas se presser. Les Dalmates, les Napolitains, les Sardes, et surtout les Grecs, remplissent au plus haut degré la condition que je viens d'indiquer; mais trouverait-on en France des populations ayant des mœurs et des habitudes analogues aux habitudes et aux mœurs de ces peuples?

La France continentale ne nous offrirait certainement pas, dans sa partie méridionale, des hommes comme il les faudrait. Marseille attire à elle toute la population pauvre de la Provence, ou, pour mieux dire, toute la population de la Provence pauvre. On ne songe guère à se faire marin, même quand on doit gagner 50 francs par mois et la nourriture, lorsqu'en se faisant portefaix, voiturier, etc., on peut gagner 5 fr. par jour. Dans la Provence riche, la culture occupe presque tous les bras, et il en est de même en Languedoc. C'est donc encore vers la France insulaire qu'il faut tourner ses regards pour trouver ce que nous cherchons.

Le Corse vit de peu, il n'a aucune habitude de luxe, il est bon marin; mais le Corse a peur des réquisitions pour l'armement de la flotte, et il hésite à adopter une profession qui peut l'obliger à servir l'état à plusieurs reprises, et cela pendant deux, trois et même quatre ans chaque fois, de telle sorte qu'il ne sera définitivement fixé dans ses foyers qu'à l'âge où tout travail qui réclame de la vigueur et de l'énergie lui deviendrait impossible.

On compte cependant en Corse environ deux mille marins classés; mais il y en a la moitié qui ont passé l'âge où l'on peut encore être requis. Sur les mille qui n'ont pas atteint cet âge, il y en a trois cents au service de l'état. Avant 1790, la population maritime de l'île était bien plus nombreuse qu'aujourd'hui. Ajaccio, avec quatre mille ames de population, comptait six cents hommes propres à la navigation, et ce port expédiait à lui seul quarante à cinquante barques pour la pêche du corail sur la côte d'Afrique. Après la paix, cette branche de commerce reprenait quelque activité, lorsqu'en 1817 les Bédouins de Bone massacrèrent les pauvres marins et pillèrent ou détruisirent les bateaux corailleurs : ce fut la mort de cette industrie. A la pêche du corail succéda la contrebande. Tous les marins corses furent contrebandiers, jusqu'au moment où des lois spéciales anéantirent ce commerce illicite, dont le développement

menaçait l'agriculture du pays, car les objets de contrebande consistaient principalement en grains de la mer Noire, qu'on allait acheter à Livourne. Il ne reste donc plus aujourd'hui que le transport des produits de l'île à Marseille, et le transport des produits continentaux que consomme l'île; mais les bateaux à vapeur viennent en concurrence avec la navigation à voiles, et la marine corse va cesser d'exister, si on ne lui donne pas le moyen de se relever.

Ce qui manque à la Corse, ce sont des capitaux; et, pour les y appeler, il faut encourager la construction et l'armement des navires.

Un ministre napolitain, frappé de ce qu'avec une si grande étendue de côtes les royaumes de Naples et de Sicile n'avaient pas de marine, fit décider que tout navire d'un certain tonnage qui serait construit dans un espace de temps déterminé, obtiendrait une remise, à ses deux premiers voyages, de 10 p. 100 sur les droits de sortie des marchandises qu'il chargerait. Par cette remise, le navire était payé presque en entier, et cela eut pour résultat de créer, en deux ou trois ans, une des marines les plus importantes de la Méditerranée.

Faisons quelque chose d'analogue en Corse, c'est-à-dire accordons une prime à ceux qui construiront dans l'île des navires de cent cinquante à trois cents tonneaux; ajoutons-y, si cela est possible, quelques modifications dans la rigueur du service à bord des navires de guerre, et bientôt nous rivaliserons, pour le bon marché des transports, avec les marines d'Italie et avec celles de Spetzia et de Syra.

De Ségur Dupeyron.

REVUE

LITTÉRAIRE.

I. — HUGUES CAPET, par M. Capefigue (1).

Pendant que des romanciers industriels se livrent à tous les déportemens d'une imagination chauffée par l'ardeur du gain, il semble du moins que les études plus graves demeurent défendues par leur sérieux et leur difficulté même; que l'histoire en particulier, honorée de nos jours par tant de beaux travaux et quelques vrais monumens, ait échappé à cette espèce de dilapidation qu'ont subie des genres plus faciles. Cela reste exact généralement; même au-dessous des ouvrages considérables, et qui ont valu la gloire à leurs auteurs, des compilations historiques dignes d'estime se font remarquer par des recherches, par des soins, par le respect des faits. Prenons garde pourtant. La gravité du genre déguise quelquefois assez long-temps la légèreté de l'auteur; s'il n'est guère possible, dans les travaux d'histoire, d'abuser les savans, rien n'est plus aisé que de donner le change au public. A l'aide du dédain des hommes spéciaux, de la complaisance et de la crédulité des autres, on arrive à se faire, en manipulant de vieilles époques, une manière de réputation et d'autorité; si surtout l'on flatte les faiblesses et les vanités d'un parti, l'on a ses lecteurs. Tant que ce genre de succès reste modeste, il est peut-être assez innnocent pour qu'on le laisse vivre; mais s'il sort des bornes, si la har-

(1) 4 vol. in-8°; chez Levrault, rue de La Harpe.

diesse et l'ambition s'en mêlent, s'il méconnaît sa place et son ordre, il faut les lui rappeler. Aux choses trop criantes, il faut aussi opposer son cri.

M. Capefigue a long-temps exercé son activité d'érudition d'une manière assez inoffensive, excepté peut-être à l'égard des faits. Honoré à ses débuts d'un prix académique, ou même de deux, à une époque, il est vrai, où l'Académie des inscriptions semblait livrée à une coterie politique, il a bien vite laissé cette carrière un peu aride pour des excursions plus variées. Mêlé durant des années à la polémique et, pour ainsi dire, à la tracasserie quotidienne de divers journaux, on lui devait du moins cette justice qu'il se piquait d'une certaine impartialité, d'un certain ton conciliateur : et durant le trop court ministère de M. de Martignac, on se rappelait l'avoir vu singulièrement actif à en aider les vues de rapprochement en ce qui concernait les personnes. Jusque-là rien que de très permis ou de louable même, bien qu'il ne semblât point qu'un érudit dût en sortir. La révolution de juillet, en rendant à M. Capefigue tous ses loisirs, l'a mis à même de reprendre une veine par lui négligée. L'*Histoire de la Restauration* l'occupa en premier lieu : il la publia d'abord sous le simple anonyme, un peu fastueux, *d'un Homme d'Etat*. Des communications dues à de véritables hommes d'état, quelques vues de conservation, d'ordre social et gouvernemental, qui n'étaient pas encore passées en lieux communs, pouvaient servir d'excuse ou de prétexte au titre que se donnait l'auteur : il avait causé, on s'en apercevait, avec M. de Martignac, avec M. Pasquier, avec M. Mounier. Ces conversations pourtant étaient mises en œuvre médiocrement : aucun tableau d'ensemble dans les faits; des réflexions sautillantes, des locutions ambitieuses et mal soutenues; le mot *haut* et *haute*, par exemple (une *haute* capacité, une *haute* vue, une *haute* politique), revenant à satiété dans des pages d'une trame fort plate. Malgré ces défauts, le livre se lisait assez commodément, à titre d'histoire provisoire et en attendant l'historien.

Mais M. Capefigue ne s'en est pas tenu à ce genre de compilation née des journaux de la veille et des conversations du matin; ses premiers succès d'érudit et ses nouveaux loisirs l'ont ramené au goût des vieilles chroniques, et il s'est mis à chevaucher à travers champs dans notre histoire, reconquérant une à une toutes les grandes époques jusqu'à Philippe-Auguste et remontant encore par-delà. Le nombre de volumes qu'il a laissé échapper là-dessus depuis très peu d'années, et indépendamment de ses autres écrits de circonstance, se monte déjà à une quarantaine de volumes, et il ne paraît pas à la veille de se borner. Son ambition s'est mise au pas de tant de qualités si rapides : rencontrant dans ses courses multipliées presque tous les noms illustres contemporains, il s'est lassé de la concurrence, et aujourd'hui dans son livre de *Hugues Capet*, il tranche décidément du ton féodal, il demande hardiment à chacun : *Qui t'a fait roi?*

C'est ici qu'il faut l'arrêter. J'ai eu le tort de rappeler tout récemment, dans cette *Revue*, le nom de Varillas, à propos de M. Capefigue. Varillas a laissé, il est vrai, d'insignifians et innombrables volumes d'histoire, aujourd'hui oubliés; mais, en vérité, c'est là sa seule similitude, dans le présent et dans l'avenir,

avec l'auteur de *Hugues Capet*. Chapelain jugeait son style *sain*, et son esprit *plein de connaissances;* Huet trouvait *beaucoup à apprendre* dans ses livres. De plus, Varillas n'injuriait pas à chaque ligne les plus légitimes renommées de son temps; ses jugemens peuvent être vulgaires, mais ils n'ont pas au moins la légèreté, la morgue de je ne sais quelles prétentions à la profondeur diplomatique, que la modération du ton cesse de recouvrir. Plusieurs de nos collaborateurs les plus honorables, et les hommes de ce temps-ci les plus respectés pour leur science, ont dû passer, dans les quatre volumes sur Hugues Capet publiés, il y a quelques semaines, par M. Capefigue, sous un feu de contradictions plus ou moins polies. Je vais en redire quelques-unes, pour que le vrai public, le public qui ne lit pas toutes les sortes de pamphlets, soit initié à tant de découvertes précieuses, à tant de nouveautés historiques. Il ne s'agit pas moins, qu'on y prenne garde, que d'un nouveau système sur les légendes, sur la féodalité, sur les communes, sur les croisades, sur la scolastique; que sais-je encore? Comme on peut supposer, M. Guizot n'a rien compris aux institutions, M. Thierry au mouvement municipal, M. Fauriel aux épopées, M. Cousin à la philosophie du moyen-âge; quant à M. Michaud, il est bien évident que son Godefroy de Bouillon est une parodie de celui du Tasse, et que cet écrivain n'a pas eu l'intelligence des grandes expéditions d'Orient. Descartes partait du doute; M. Capefigue part de la négation. Cela est bien plus simple encore et procède d'une admirable imaginative; c'est, en histoire, le thème de la *table rase* professé par les philosophes. Le livre de M. Capefigue commence à Hugues Capet et finit à Philippe-Auguste : il embrasse donc le développement de la civilisation française du Xe au XIIe siècle. En nous tenant aux caractères généraux, voyons d'abord quels élémens ces quatre volumes ont la prétention d'apporter à notre histoire nationale.

Les deux préfaces du livre ont le mérite d'être datées, la première de Vérone, la seconde de *Saint-Denis en France,* ce qui ne peut manquer de charmer singulièrement le lecteur. Je ne désespère pas que les prochaines introductions ne viennent de *Metz en Lorraine* et de *Lille en Flandre*, ou même de *Paris en l'Ile*, comme dit agréablement M. Capefigue. Cela n'a-t-il pas une couleur des vieux temps qui est du dernier bon goût? M. Capefigue l'a parfaitement compris, et tout son livre est dans cette manière. Aussi y voit-on surgir avec une merveilleuse richesse tout le monde du moyen-âge. Vous comprenez maintenant pourquoi M. Guizot n'a pas entendu le plus petit mot à la vie féodale, à la vie de château du Xe siècle. Le baron de M. Guizot est décidément un pauvre homme; d'abord M. Guizot ne l'appelle pas *monseigneur;* puis il n'a pas toujours sur le poing le faucon *à l'œil de feu;* il ne tient pas incessamment en laisse les levriers *reluisans;* ses cottes de mailles ne sont pas serrées *comme l'écaille d'un serpent;* il n'a pas de *grandes épées*, des *visières de fer*, des *armes fourbies*, des *cors retentissans*, des *destriers au poil magnifique*, de *nobles enfans des haras*, qui, *bardés de fer, font trembler la terre sous leur pas hâtif;* enfin, ce n'est pas un *farouche paladin*, qui *n'apparaît que pour lancer des regards formidables sur de malheureux vaincus*. M. Guizot, évidemment, n'a

pas vu que Perrault avait pris le type de l'ogre du Petit-Poucet dans un baron du moyen-âge, et il a eu le plus grand tort de ne pas tailler tous les *féodaux* sur le patron du sanglier des Ardennes dans *Quentin Durward*. Quant au *varlet*, il est bien évident qu'il ne peut pas causer, il *devise* et apprend *les déduits des armures*.

Ce moyen-âge était un temps bien heureux; tous les navires avaient *mille rames;* les robes des châtelaines se déroulaient en *longs plis* comme celles des *antiques druidesses;* les évêques, *gantés de soie*, avaient toujours en main *la crosse d'or et l'anneau pastoral*, soit, sans doute, qu'ils visitassent les abbayes aux *tours carrées* ou les *moutiers*, soit qu'ils fissent partie de la procession *qui serpentait comme une rivière d'or et de rubis*, soit qu'ils écoutassent la cloche *sonner à pleines volées le glas des trépassés*, soit enfin qu'ils vinssent s'agenouiller au *tombeau froid* des chevaliers. Puis venaient les contrastes : les pélerins à la *trogne rouge* buvant *le vin du Rhin*, les Francs qui ne voulaient pas dormir sur les *lits mollets*, les concubines *au teint rose*, aux *vêtemens écourtés*, et aussi les solitaires *qui se levaient de leurs grabats pour prier, quand minuit sonnait, et pour voir les cieux scintiller des feux qui filaient à l'horizon rougi*. De cette scintillation des étoiles, de ces feux follets du xe siècle, on est en droit de déduire cette haute conséquence, que rien n'est changé dans la nature; j'allais cependant oublier ces *voix étranges et marmottantes*, ces *nuées sanguinolentes*, et surtout ce *crêpe de douleur*, qui mettent tout-à-fait à part l'époque de Hugues Capet. Si on ajoute à ces merveilles les *épopées d'or*, les *mantels d'hermine*, les *prouesses des féodaux*, l'empereur d'Allemagne, je voulais dire la *boule d'or de l'Empire*, les *viviers empoissonnés*, les *collines désertes ombragées de sapins*, on sera bien convaincu que l'histoire de la troisième race, avant Philippe-Auguste, était complètement *inconnue*, comme le dit M. Capefigue. En effet, la *Gaule poétique* de Marchangy est très loin d'être à cette hauteur, et, pour trouver d'aussi fantastiques couleurs, il faudrait recourir à Anne Radcliff. M. Capefigue a de plus l'avantage d'une *étude consciencieuse* des chroniques et des épopées merveilleuses du moyen-âge; il a éprouvé de *vifs serremens de cœur* en lisant la *chartre qui tombe en lambeaux dans les archives*, en racontant ce que lui avaient dit les *saints moines* et les *chevaliers* dans leurs parchemins *scellés*. On voit que M. Capefigue a fait des découvertes de la plus haute importance. Pourquoi ne cite-t-il pas une seule fois ces textes originaux, ces chartes du xe siècle, qu'on ne savait pas inédites et qu'on a cru jusqu'ici fort rares? Mabillon ne les avait pas soupçonnées, et voilà, du coup, tous les traités de diplomatique incomplets.

Est-ce dans les belles *chartes scellées* que M. Capefigue a puisé les précieux et caractéristiques récits qu'il nous donne? Est-ce là qu'il a vu « *ces villes aux couleurs bleues, aux murailles de saphirs et d'escarboucles brillantes de mille feux, qui se produisent dans des nuages de pourpre, quand l'esprit se plonge dans les ravissemens de la contemplation?* » Nous sommes aux *Mille et une Nuits;* aussi les contes ne manquent pas. Veut-on celui de la naissance de Hugues Capet? Vous voyez d'abord la neige *tomber à gros flocons sur la mon-*

tagne, puis vous entendez *les cris de l'enfantement retentissant dans le vieux palais des comtes de Paris*. M. Capefigue tient sans doute ces importans détails d'un témoin oculaire, ou bien quelque *lettre de faire part* est arrivée jusqu'à lui. Voulez-vous des récits amoureux? Ce sera l'histoire de Béatrix à laquelle son père le boucher ne voulait pas *laisser tollir le doux nom de pucelle;* mais cette épopée de *Hues Capet*, écrite par un trouvère du règne de Philippe-le-Hardi, est ici réduite à la proportion d'un *conte drôlatique* de M. de Balzac. Les aventures de Tristan-le-Léonois et de la belle Yseult fournissent à M. Capefigue des réflexions érotiques d'un platonisme singulièrement délicat : « Endolorez-vous tous à ces récits, finit-il par dire aux amans; que de traverses, que de tristesses, que de larmes versées, avant d'arriver au triomphe d'amour, que je vous souhaite! » Le lecteur est sans doute chargé du refrain sous-entendu : *Ainsi soit-il!*

On n'est pas au bout, mais l'haleine ne suffit pas; je deviendrais trop fastidieux en continuant de citer, et j'aime mieux couper court un moment. Qu'est-ce qu'un pareil ton en histoire? Comment se l'expliquer? M. Capefigue y est arrivé tout simplement : il n'est pas écrivain, il n'est rien moins que peintre : il a voulu trancher de l'un et de l'autre. De même que dans son *Histoire de la Restauration*, en soi-disant *tory*, il ne parlait que de *hautes vues*, de *haute modération*, et qu'il se caressait dans son anonyme en ministre d'état honoraire cultivant ses souvenirs, de même ici, en abordant le moyen-âge, il a voulu se donner du féodal, laisser aux petites gens leur tiers-état, aux raisonneurs politiques leur parlement, et jouer à son tour un personnage historique original. Un Saint-Simon, un Boulainvilliers, s'en seraient tirés au naturel; lui, il a dû chercher çà et là des couleurs, des lambeaux d'armures, de vaines paroles dérobées, et les afficher pour en faire accroire. N'étant pas écrivain, il a brouillé tout cela; il n'est arrivé qu'au jargon. Il a trouvé pourtant d'honnêtes gentilshommes, de nobles châtelaines qui lisent ces prétendus récits des vieux âges, qui les aiment à la faveur du reflet : dans le parti légitimiste, on n'est pas difficile en histoire, et tout ce qui flatte un peu, on le croit; on fait plus, on l'achète. De là une manière de succès. Lui-même il a pu finir par être pris à ses propres assertions, je n'en serais pas étonné. Dans ce remuement de vieilles armures, de couronnes féodales, de crosses d'or ou badigeonnées, chaque reflet lui paraît une vue.

Ainsi s'est formé pour M. Capefigue le moyen-âge, auquel il croit peut-être plus qu'il ne lui conviendrait, sachant d'où il l'a pris, ce moyen-âge nouveau qui lui a été révélé par les *chartes scellées*. Quant aux leçons de M. Guizot sur les institutions politiques et le tiers état, il est bien entendu désormais que nous n'en tenons aucun compte; elles sont mises au nombre de *ces rêveries enfantines qui vivent un jour, jusqu'à ce qu'il arrive encore des écoles qui s'abîment dans l'incessante mobilité des nuées bleues, roses et blanches*. Ceci est textuel, et je ne prête pas de phrases à M. Capefigue, comme certains historiens prêtent des bulles aux papes, des textes aux historiens, et des assertions aux manuscrits.

De singulières inadvertances grammaticales viennent à chaque moment jurer avec les lambeaux pittoresques de l'auteur, et confirmer sa prétention féodale plus qu'il ne faudrait. Non-seulement on trouve dans M. Capefigue des hérésiarques qui essayent *à* corrompre les peuples, mais des pièces *dont* il ne croit pas *à* l'authenticité; il n'y a point de corporations, mais des gens qui se *corporent*. On voit aussi des *ciels* grisâtres (il ne s'agit ni de tableaux ni de ciels de lit), des yeux qui se ternissent *de* leur éclat, des chapitres consacrés *sur* tel sujet, et autres nouveautés linguistiques. Il serait cruel de plus insister.

Il semblerait seulement que quand on a fait si vite son compte avec les notions indispensables, avec la grammaire, avec la langue, avec l'étude réfléchie des faits, quand on passe, en quelques mois et sans façon, de l'histoire de la restauration à l'histoire de la réforme, de l'histoire de la régence à l'histoire de Hugues Capet; quand on met au jour précipitamment volumes sur volumes, comme d'autres publient des feuilletons, il semblerait qu'on dût parler des maîtres avec quelque respect, et ne point les juger en note d'un ton leste et parfois outrageux. Or, il n'est presque pas un nom célèbre dans la science historique, auquel le dernier livre de M. Capefigue veuille bien reconnaître la moindre valeur.

Il y a beaucoup d'éloges, il est vrai, pour l'école bénédictine et pour tous les glorieux représentans de l'érudition du passé; Sainte-Palaye est appelé avec affectation et d'un sourire de connaissance un *candide et loyal marquis;* Ducange est qualifié à chaque page de *grand*, et le nom de Mabillon ne vient guère sans l'épithète *d'immense* ou de *modeste*, le nom de Muratori sans celle de *prodigieux*. Mais c'est là une manière très insuffisante de déguiser un travail hâté; tant de louanges répétées sont inutiles, et quand on vit dans l'intimité des gens, on leur dit moins de flatteries. M. Capefigue a beau faire, Mabillon et Ducange ne le reconnaîtraient point comme de leur *lignage*, et s'il plaît à l'historien de Hugues Capet de faire figurer dans ses notes, comme sur un théâtre bruyant, dom Vaissette en manière de comparse, et dom Rivet comme figurant, il est très heureux que ces honnêtes bénédictins soient morts, car autrement ils seraient peu disposés à servir de compères pour toute cette fantasmagorie du moyen-âge. D'ailleurs, les bénédictins reçoivent aussi à l'occasion les leçons du maître; dom Bouquet a sa petite semonce, et, en un moment de mauvaise humeur, M. Capefigue va jusqu'à ne reconnaître aux travaux de la congrégation de Saint-Maur que de *l'exactitude sans élévation*. Quant à l'école philosophique et à son représentant, Montesquieu, elle était trop imbue des sots préjugés du XVIIIe siècle, pour mériter autre chose que l'épithète de *systématique*.

Parmi nos contemporains, M. Augustin Thierry a la plus grande part des injures (1). Sur les communes, M. Thierry n'a ajouté *ni un fait*, *ni une idée* aux travaux précédens, et il a montré *beaucoup de charlatanisme*. Ses livres conçus, *au point de vue de Dulaure et de l'abbé de Montgaillard*, sont composés dans le

(1) J'ai compté jusqu'à dix-huit passages contre M. Thierry.

mauvais esprit de Voltaire; s ilont *le caractère de pamphlets, de thèse de journal;* ils sont écrits dans le style *de l'adresse des* 221, et il est facile de remarquer *l'enfantillage prétentieux de cette petite érudition* qui veut restituer les noms franks. M. Capefigue, qui a écrit un grand nombre de pamphlets politiques de couleurs fort tranchées, garde ici et trahit le ton des *premier-Paris* de la *Quotidienne,* du *Courrier* ou des autres journaux de toute opinion, dans lesquels il a successivement ou simultanément écrit. Mais voici qui passe tout : « On tient boutique de communes, et dans ce triste bazar d'érudition mal conduite, de jeunes intelligences s'abîment dans d'infructueuses et inutiles recherches. » On demandera peut-être, puisqu'il est question de boutique et d'industrie, s'il ne s'agit de livres autres que ceux de M. Thierry. Point. C'est une allusion très délicate à la *Collection des monumens du tiers-état* dont le gouvernement a chargé l'historien de la conquête de l'Angleterre. M. Thierry n'est pas compris seul dans ces anathèmes. A propos des élèves de l'École des Chartes, M. Capefigue dit textuellement : « Deux ou trois érudits faciles les font travailler pour eux et profitent de leurs ardentes et fortes études. » Or, en langue vulgaire, cela s'adresse à MM. Fauriel et Guérard, membres de l'Institut, à M. Champollion-Figeac, conservateur des manuscrits à la Bibliothèque du roi, lesquels dirigent plusieurs publications importantes de textes pour les Comités historiques, et ont produit dans la science quelques jeunes gens instruits, en les faisant attacher officiellement par le ministre à ces travaux d'érudition. Ce concours loyal et avoué, cet apprentissage utile sous les maîtres, que ne dédaignaient ni Mabillon, ni Bréquigny, ont sans doute le malheur de ne ressembler en rien aux ateliers obscurs où se fabriquent quelques livres contemporains. M. Mérimée, en sa qualité d'inspecteur-général des monumens, a aussi sa part des attaques. M. Capefigue ne le nomme point, mais il assure que les inspecteurs (et il n'y en a qu'un) n'empêchent nullement les édifices du moyen-âge d'être détruits, et qu'il n'est absolument rien sorti de ce luxe de *commissions retentissantes.* M. Capefigue n'a pas lu sans doute les trois volumes spéciaux, publiés par l'exact et spirituel antiquaire. Mais qu'est-ce que trois volumes? M. Capefigue en a donné, je crois, plus de soixante.

Décidément M. Capefigue était en verve dans son *Hugues Capet,* et nous ne sommes pas au bout. On se lasse de transcrire; il faut pourtant faire justice en osant citer. Comment, par exemple, M. Fauriel pourra-t-il se relever du coup qui l'écrase? Savez-vous ce qu'est son *Histoire de la Gaule Méridionale?* « C'est un lourd et fastidieux travail qui n'apprend pas un fait nouveau. » Voilà, j'espère, qui est net et sans détour. Quant à la question des épopées, que M. Fauriel a traitée au long dans cette *Revue, c'est une matière usée,* attendu qu'aucun écrivain n'avait avant lui abordé sérieusement le sujet. Puis vient M. Daunou, coupable d'avoir indiqué dans l'*Histoire littéraire* une falsification et des plagiats flagrans de M. Capefigue (1). Le fin et profond travail

(1) On trouve, au tome XVII de l'*Histoire littéraire de la France,* page 285, le

de M. Daunou sur saint Bernard est mis bien au-dessous de l'obscure vie de ce saint, par le père Chifflet. M. de Pastoret est plus heureux; l'ancien Chancelier a la protection de M. Capefigue, qui veut bien ne le pas maltraiter et l'assurer même qu'il ne peut rien écrire *de mieux que lui* sur les impôts du XIIe siècle.

Pour M. Michelet, il n'a pas compris *la pensée catholique* dans son *travail de fantaisie* sur l'histoire de France. Ainsi que M. Thierry, *il a toujours cru écrire des articles de journaux et de revues.* Mais sait-on pourquoi M. Michelet est entaché de ces graves défauts? « C'est qu'il a préféré vivre dans les nuées QUE DE consulter les chartes et les documens des vieux siècles. » M. Michaud est aussi fustigé d'importance, bien qu'il ne soit pas nommé. L'historien des croisades *s'est posé épique*, et voulant imiter le Tasse, il a créé des héros imaginaires, *vernissés et polissés*, dans lesquels on ne reconnaît pas la *sauvagerie féodale.*

Les philosophes sont maltraités à leur tour, comme les historiens, par M. Capefigue, qui a écrit sur le mouvement scholastique du XIIe siècle un incroyable chapitre. Abélard n'est pas un conceptualiste, comme on avait cru jusqu'ici, et le réalisme ainsi que le nominalisme sont des mots sans importance. Apprenez que saint Bernard représentait l'orthodoxie par sa haute intelligence, et Abélard *la scholastique universitaire.* Il est vrai qu'au tome II, page 358, saint Bernard est nommé *le type de la scholastique;* mais ces contradictions importent peu. Si je trouve, à propos d'Abélard, beaucoup de phrases sans idée sur les *subtilités* et les *arguties*, je ne vois pas un mot qui indique la moindre connaissance de la matière. Abélard est défini « *un crâne resserré et fantastique, chair et sang, vie à sensations et de mobilité.* » Tout cela est à coup sûr déduit de la lecture attentive que M. Capefigue n'a pas manqué de

passage suivant, signé par M. Daunou : « Le livre de M. Capefigue sur Philippe-Auguste s'annonce comme ayant été couronné par l'Institut; il est vrai que l'Académie des Inscriptions avait, en 1825, proposé, pour sujet de prix, de rechercher *quels sont en France les provinces, villes, terres et châteaux dont Philippe-Auguste a fait l'acquisition, et comment il les a acquis, soit par voie de conquête, soit par achat ou échange.* Il est vrai encore qu'en 1826 le prix a été adjugé à un Mémoire de M. Capefigue. Mais l'Académie n'a eu aucune connaissance du manuscrit des quatre volumes publiés en 1829, et ils diffèrent à tel point du travail beaucoup moins étendu publié trois ans auparavant, que nous n'oserions pas assurer qu'ils eussent obtenu la même récompense. » On reconnaît à cette insinuation fine et attique la critique du vénérable secrétaire de l'Académie des Inscriptions; il est impossible d'indiquer à la fois avec plus de fermeté et de convenance une inqualifiable usurpation de titres. Le plagiat de M. Capefigue n'est pas moins nettement signalé; car on lit en note, à cette même page 285 : « La moitié du IVe volume de M. Capefigue contient un exposé de l'état des lettres et des arts sous Philippe-Auguste, ou plutôt au XIIIe siècle, exposé EXTRAIT EN FORT GRANDE PARTIE de notre tome XVI, publié en 1824. » Après cela, M. Capefigue ne craint pas, à un endroit de son *Hugues Capet*, de se déclarer de l'école des bénédictins et de M. Daunou, qu'avec sa logique habituelle il attaque ailleurs.

faire des œuvres de ce philosophe, dans une édition in-folio qu'il cite, et dont il possède probablement l'exemplaire unique (1). On peut affirmer, par le chapitre de *Hugues Capet*, consacré au mouvement intellectuel du XIIe siècle, que M. Capefigue est étranger aux premières et plus simples notions du langage philosophique. Je n'en voudrais pour preuve que cette définition exquise du traité d'Aristote *sur l'ame* : « C'est une appréciation *morale* des facultés de l'esprit et des *sensations intimes*. » Après avoir prouvé, jusqu'à l'évidence, par tout cet *imbroglio*, son ignorance absolue de la terminologie scientifique, M. Capefigue n'hésite point à déclarer que l'excellent morceau de M. Cousin, à propos du *Sic et Non*, est tout simplement *emphatique*, et il ajoute : « Il y a eu une exploitation scientifique d'Abélard, comme il y en a eu une des communes. » En parlant de philosophie, M. Capefigue trouve moyen d'amener aussi une phrase contre M. Barthélemy Saint-Hilaire : « La *Politique* d'Aristote est un traité fort obscur; on a voulu en vain faire quelque bruit d'une traduction récente : c'est un bourdonnement qui a bientôt cessé. » Je ne vois rien de plus naïf que cet aveu de l'obscurité de la *Politique* d'Aristote que M. Capefigue a probablement confondue avec la *Métaphysique*, qui n'est pas tout-à-fait semblable. Ce n'est pas d'ailleurs la seule chose que l'auteur ne comprenne pas. Ainsi, il trouve *fort difficile à lire* le *Roman de Rou*, de Wace (2), dont il fait un monument de la langue du XIe siècle, ce qui indique une profonde connaissance de la littérature romane.

Le livre intitulé *Richelieu et Mazarin* était précédé d'une lettre dédicatoire à M. le comte Molé, que M. Capefigue paraît avoir étrangement oubliée; car je lis, dans son *Hugues Capet*, des phrases où respirent une urbanité si parfaite, un parfum de politesse si raffinée, que je rougirais de les extraire. Tout le monde y passe à son tour. Il n'y a pas eu de place dans *Hugues Capet* pour M. Thiers et M. Mignet (3); mais la couverture était une précieuse ressource, et M. Capefigue y a inséré le prospectus d'une *Histoire du Consulat et de l'Empire*, où l'on reconnaît sa manière attique : « Personne, pour l'histoire de la révolution, ne s'est élevé plus haut qu'aux bavardages des assemblées, aux petits bulletins de police et aux banalités de la rue. » Voilà la part de M. Thiers et de M. Mignet. « Il est déplorable de voir comment l'histoire de l'empire a été écrite; rien n'a été consulté, ni les archives des cabinets étrangers, ni les actes de la diplomatie, ni l'esprit du temps. » Voilà la part de M. Bignon. « Des pièces recueillies auprès des hommes d'état de Londres, de Vienne, de Berlin et de Saint-Pétersbourg; Napoléon pris comme un bronze antique, et non pas

(1) Ceci est de la force des *Prophéties de Merlin*, en *trois* vol. in-f°.

(2) Que M. Capefigue écrit *Vace*, comme il écrit La Th*au*massière et Lebœuf, comme il fait de *Yves* un nom latin (*Yves Carnotensis*); comme, en traduisant les énumérations des témoins dans les chartes, il estropie presque tous les noms.

(3) N'y aurait-il pas au fond, à l'égard de M. Mignet, une petite rancune de M. Capefigue, lequel, si nous sommes bien informé, n'a jamais été admis à puiser aux Archives des affaires étrangères, dont pourtant il a l'air de parler souvent?

en le vermillonnant de petites idées et de commérages, » voilà la part de M. Capefigue : *Quia nominor leo*. Bien que ces injures doivent disparaître avec la couverture, faut-il croire les autres plus durables?

Tel est, en essence, ce livre de *Hugues Capet*, où la témérité des jugemens, on l'a trop vu, passe toute imaginative. Les contradictions, du reste, y sont fabuleuses. Je n'en prendrai qu'un seul exemple. M. Augustin Thierry est attaqué violemment, pour ses idées sur l'affranchissement communal, par M. Capefigue, qui s'en tient, comme il dit, à la méthode *savante* des bénédictins, ce qui est modeste. Voyons ce que substituera le critique au système des *Lettres sur l'Histoire de France?* Ce sera d'abord la théorie absolue de M. Raynouard sur la perpétuité des municipes romains. Mais plus loin, la commune est donnée comme d'origine exclusivement épiscopale (tome III, page 211); et autre part, cette institution est définie : « Une concession destinée à soulager les habitans et manans ruinés des mauvaises coutumes que les siècles avaient établies. » (Tome II, page 305). Ici ce n'est encore qu'une concession; mais voici mieux : « La commune fut l'organisation des serfs et des manans pour la défense mutuelle. » (Tome III, page 254.) Nous sommes en progrès. Maintenant, moins le jargon, le système de M. Thierry va se retrouver tout entier dans cette phrase : « La race serve et bourgeoise conquerra bientôt sa liberté, car elle combat aussi hardiment que les féodaux. » (Tome IV, page 79.) Ainsi, aucune manière distincte, aucun ordre, aucune idée suivie; un ramas de phrases vides et d'enluminures pittoresques.

Le système des races est nié d'une façon absolue, et à la fois il est confusément et incessamment appliqué dans ses détails les plus exagérés (1). Le symbolisme est traité, à toute page, de chimère, et à toute page ce sont *des idées qui se font hommes*, des *incarnations de l'intelligence*; c'est Grégoire VII dont la lutte avec l'empereur est un *mythe où se heurtent deux principes, le baron contre le clerc*; c'est *la papauté symbolisée par la basilique, l'empereur par le gonfanon*.

J'en ai trop dit. Mais, s'il est des temps pour fermer l'œil, il en est d'autres pour sévir. Une certaine licence, qui le prend elle-même sur le ton sévère, appelle la répression. On a beau dire que quelques livres et quelques auteurs se classent d'eux-mêmes, et qu'il est un degré d'erreur, de versatilité, de témérité, auquel il est mieux de ne pas songer. De nos jours, tout a chance de s'accréditer : La Beaumelle ferait fortune; rien n'est décrié; on ne se noie plus; on ne se coule plus par son propre poids. *Des ciseaux attelés à un encrier*, selon le mot spirituel de M. Michaud, peuvent aller très bien. Si quelque réclamation énergique et motivée ne venait pas de temps en temps, que sait-on? on passerait pour avoir admiré ou du moins admis toutes les sottises. La postérité, qui aura bien d'autres choses à faire que de nous vérifier en détail, prendrait le change elle-même sur notre compte, et nous croirait plus naïfs que

(1) Voir les passages formels, tome I, pages 20, 49, 70, 239; tome II, pages 57, 343; tome III, pages xv, 11, 100.

nous ne sommes vraiment. Et puis, un beau matin, dans l'avenir, quelque brouillon sortirait de terre, quelque Linguet, quelque abbé Faydit, qui réhabiliterait le grand homme, le grand historien oublié, qui lui trouverait de l'originalité, des vues, *du bon* enfin. Il faut faire en sorte que d'avance, et en présence de l'objet, on ait répondu à tout cela.

II. — La défense et illustration de la langue française, par Joachim Du Bellay, publiée par M. Paul Ackermann, et précédée d'un *Discours sur le bon usage de la langue française* (1).

M. Ackermann a eu l'heureuse idée de remettre en circulation le manifeste éloquent de Du Bellay, qui est comme le point de départ de toutes les considérations sur notre langue poétique et oratoire. De plus, il a jugé convenable de mettre en tête un discours dans lequel il expose lui-même les différentes vicissitudes de la langue : il la suit rapidement avant et pendant sa formation classique, et jusque vers la décadence actuelle; il apprécie les services ou les injures qu'elle a dus aux écrivains le plus en renom. C'est une petite histoire de toute notre littérature, bien moins complète que ce qu'en a écrit M. Nisard dans un fort bon morceau, mais très étudiée aussi et serrée d'assez près au point de vue de la langue. L'auteur passe rapidement sur l'époque qu'il appelle *archéologique*, et qu'il possède pourtant avec érudition, comme l'attestent les notices qu'il en laisse échapper. C'est à partir du XVe siècle surtout qu'il s'attache à son sujet avec suite et détail. Son point de vue est *classique*, et il me semble même qu'il le resserre parfois plus qu'il ne serait nécessaire à la vérité de sa théorie. Une grande préoccupation de la *diction* et du *bon usage* des termes contribue à cette restriction dans la marche; mais des connaissances précises, une érudition consciencieuse, des faits assez rares, assemblés dans un style rapide et pur, rendent la lecture agréable, et même quand on le contredit, ce n'est qu'avec une parfaite estime. Une chose m'a frappé; il n'y a plus de classiques, et ceux même qui le veulent être, tombent à leur insu dans de petits paradoxes que n'aurait tolérés aucun des devanciers, leurs maîtres. M. Ackermann ne garde pas toujours dans ses jugemens la proportion et la gradation auxquelles on est accoutumé en bonne littérature traditionnelle. Il vous mettra au rang *des plus grands écrivains* du premier âge classique, *Voiture* entre *Descartes* et *Corneille;* il citera *Chassignet* côte à côte avec *Malherbe;* et plus loin on est tout surpris d'apprendre qu'au temps de Jean-Baptiste Rousseau, *l'ode avait perdu la molle aisance et la grace que lui avaient conservées Malherbe et Conrart.* De ce que Conrart a retouché pour la langue la traduction des psaumes de Marot, est-on en droit de le ranger parmi les *lyriques?* Conrart a toujours passé jusqu'ici pour un écrivain correct, poli, froid et *prudent;* les nombreux papiers qu'on a de lui à

(1) Crozet, 15, quai Malaquais.

la bibliothèque de l'Arsenal, ne le montrent que comme un infatigable collecteur de curiosités littéraires et un *copieur* de pièces de société : pour en faire le moins du monde un poète, la note qu'ajoute M. Ackermann sur son compte est insuffisante. Dans le chapitre consacré au plus beau moment du XVIIe siècle, on s'étonne de trouver cité au long un madrigal agréable de *La Sablière*, et de voir *Sénecé* mis en ligne de compte pour le style tout auprès de *Bayle* et de *Molière*. Sénecé a publié un volume entier d'épigrammes, parmi lesquelles il y en a de bien tournées, mais il n'a jamais été considéré comme un écrivain sérieux, et lui-même tout le premier, dans une Épître au cardinal Fleury, s'est rendu très sévèrement cette justice. Je ne relève ces taches que parce que le travail de M. Ackermann se recommande en général par beaucoup d'attention dans les recherches et de justes indications. Comme il se montre d'ailleurs quelque peu rigoureux à l'égard d'écrivains célèbres, c'était un devoir pour lui de se maintenir plus irréprochable. Il s'élève avec raison contre le bel-esprit et la manière; eh bien! dans les simples petits sommaires où il mentionne les écrivains de chaque époque avec la date de leur naissance, il mettra *Piis* à côté de *Louis XVIII*, et *Marat* tout après *Xavier de Maistre :* j'appelle cela du *bel-esprit* en bibliographie, c'est-à-dire là où il est le moins bien placé. Qu'est-ce encore qu'ont à faire dans ces sommaires *Gouffé, Francis, Émile Debraux, Antignac* et bien d'autres? Gombault est né bien avant 1600. Voilà des critiques; en ce qui concerne le temps présent, on en pourrait ajouter une ou deux autres encore : Béranger a beaucoup fait, mais il n'a pas *rajeuni la langue poétique jusque dans ses entrailles*. Il l'a rajeunie dans sa physionomie et sa surface, ce qui est beaucoup; l'honneur ou le tort d'avoir attaqué les entrailles appartient à d'autres. *L'Académie aujourd'hui a remplacé la cour*, dit M. Ackermann, et il indique que c'est là désormais qu'il faut aller chercher le *bon usage*, en recommandant toutefois, même *quand on fréquente les membres de l'Académie française, de choisir ses autorités*. L'Académie est infiniment respectable, mais si vous en ôtez le secrétaire perpétuel et cinq ou six membres illustres desquels M. Ackermann, en un endroit, paraît trop méconnaître le plus grand, elle n'a rien remplacé du tout. Ces remarques contradictoires prouvent seulement le soin de lecture que provoque l'intéressant, le recommandable travail de M. Ackermann; on ne lui passe rien, parce qu'on sent qu'avec lui on est aux prises avec un écrivain exact et scrupuleux. Un sentiment de moralité élevée domine ses pages et en anime par momens le ton. Protestant contre les excès qui déshonorent la littérature présente et en compromettent l'avenir, il dit en termes excellens : « Sont-ce des hommes chez qui est mort tout amour pour les enfans, pour l'épouse, pour la patrie, qui feront une langue saine, qui composeront des poèmes fortifians et doux au cœur, qui dans leurs écrits feront reluire la vérité? »

CH. LABITTE.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

30 septembre 1839.

Il n'est vraiment pas facile, pour un observateur impartial, de déterminer les caractères de la situation où nous sommes. Tout est si indécis et si pâle, tout se confond dans une telle égalité d'impuissance et d'apathie, que l'analyse de ces tristes élémens est laborieuse et pénible. Ce sont là, il faut bien le reconnaître, les fruits amers de la coalition. Si nous parlons ainsi, ce n'est pas que nous ayons envie le moins du monde de nous engager dans des récriminations sur le passé; mais, tout en s'efforçant d'oublier ce qui fut mal, il ne faut pas moins prendre souci du présent, en signaler les infirmités, pour éveiller sur les remèdes possibles la sollicitude de l'opinion. Comment se défendre d'un sentiment presque douloureux, lorsqu'en jetant les yeux sur la scène politique, on aperçoit frappés de décadence et de stérilité les partis, les positions, les influences et les hommes à la force desquels on avait cru pendant long-temps? Une torpeur générale a succédé à la surexcitation qui a fatigué le pays en l'égarant. L'esprit public n'a pas péri sans doute, mais il sommeille aujourd'hui si profondément, qu'on se demande avec anxiété ce qui pourra le tirer de cette léthargie. Cet état est déplorable, mais n'a rien qui doive trop surprendre. Ceux qui se donnaient pour les organes de l'opinion ont tant abusé de sa confiance et de sa crédulité, ont cherché à lui inspirer tant d'alarmes qui se sont trouvées sans fondement, ont porté devant elle tant d'accusations qui ont été reconnues mensongères, qu'à leur insu ils ont travaillé eux-mêmes à la perte de leur propre crédit, et qu'ils ont ruiné la force dont ils disposaient en tendant le ressort au-delà de toute mesure. Il faudra du temps à certains journaux pour retrouver quelque prise sur l'esprit public, pour reconquérir quelque autorité. Dans les pays libres, la presse a une influence indiquée par la constitution, mais elle ne peut la conserver et l'agrandir qu'en se faisant elle-même l'interprète des principes sociaux; à coup sûr elle la perdrait, cette influence, si on la voyait prête à soutenir des doctrines subversives, si des écrivains ne craignaient pas d'ho-

norer ce que la magistrature a flétri, en s'inscrivant en faux contre les décisions de la justice démocratique du jury. L'espèce de marasme politique dans lequel nous sommes plongés, a donc des causes trop profondes pour que sa fin puisse être prochaine. Aussi devrait-on s'estimer heureux si cet affaissement général trouvait une diversion puissante dans une grande activité imprimée à l'industrie, aux travaux publics, aux transactions et aux débouchés du commerce. Puisque dans la sphère politique proprement dite, il y a langueur et impuissance, l'occasion est belle pour un mouvement industriel; puisque la guerre cesse sur certains points, et n'éclate pas sur d'autres, puisque la paix est partout, c'est au commerce à la suivre, à étendre ses ramifications, à trouver partout des marchés, à établir partout des comptoirs. On a spirituellement remarqué que la guerre et le commerce n'étaient que deux moyens différens d'arriver au même but, celui de posséder ce qu'on désire. Puisque l'un de ces moyens disparaît tous les jours, c'est à l'autre de le supplanter partout et de conquérir pacifiquement le bien-être et la richesse. Mais l'inertie et la défiance que nous avons signalées en politique semblent avoir réagi sur l'industrie et les affaires. On ne voit pas tenter de grandes opérations, se former de vastes entreprises; les capitaux se resserrent, la confiance ne revient pas. Nous ne rappellerons pas les émeutes dont la circulation des grains a été l'objet en divers lieux, et qui ont été heureusement réprimées; mais, pour nous borner à un point d'avenir et de prévoyance, la cherté excessive du pain coïncide fâcheusement, dans la capitale, avec des placards nocturnes dont la police débarrasse chaque matin les murailles des faubourgs. L'autorité locale est pleine de vigilance, et nous ne doutons pas de la sollicitude de la haute administration. Malheureusement, et par des causes antérieures, le ministère assiste à l'état général des choses sans peut-être pouvoir l'influencer et le changer. Ni les bonnes intentions, ni les aptitudes distinguées ne lui manquent; mais il se ressent toujours de la manière dont il a été formé, et ne parvient pas à s'affranchir de cette faiblesse originelle. C'est une administration mi-partie pour laquelle les vues et les mesures d'ensemble sont bien difficiles. Il y a dans le cabinet des hommes qui ont l'expérience du pouvoir, ou qui en ont l'instinct et en sentent tous les devoirs. Il y en a d'autres qui, avant leur entrée aux affaires, n'avaient guère connu d'autre école politique que les vaines et creuses théories d'un libéralisme sans application et sans portée. Comment pourrait-on voir sortir l'unité d'action politique de l'association d'élémens si disparates? La conséquence de cette sourde et intime anarchie n'est-elle pas l'immobilité? N'est-on pas contraint de renoncer à des mesures importantes, à des actes vraiment politiques, pour ne pas provoquer un désaccord inévitable? Quelques ministres ne gémissent-ils pas intérieurement de cette situation ingrate et stérile? Ne pèse-t-elle pas à M. Duchâtel, qui apporte dans son nouveau département les qualités positives et élevées que personne ne lui contestait dans sa spécialité antérieure? Nous serions bien étonnés si la sagacité pénétrante de M. Villemain ne lui révélait pas mieux qu'à personne les faiblesses et les inconvéniens de cette situation.

Aussi qu'arrive-il? Chaque ministre s'enferme dans son département, et ses regards ne dépassent pas cet horizon. S'il a l'ambition et l'amour-propre d'un travailleur, il cherchera comment il pourrait se signaler et se tourmentera pour innover. L'ordonnance du 20 septembre sur le conseil d'état ne témoigne-t-elle pas de cette préoccupation? N'y a-t-il pas dans cette mesure plus de faste que d'à-propos et d'utilité? Etait-il bien nécessaire d'ébranler ainsi l'ordre administratif, et d'éveiller par un coup imprévu toutes les craintes et toutes les ambitions? Il y avait peut-être quelque limite à apporter à l'influence des conseillers d'état en service extraordinaire sur les délibérations du conseil; mais ne pouvait-on obtenir ce résultat par quelques dispositions réglementaires, par un roulement périodique qui n'aurait admis aux délibérations qu'une portion déterminée de ce service? Le défaut de l'ordonnance, et surtout du rapport qui la précède, est de ne pas rendre assez justice à l'idée et à l'institution du service extraordinaire, qui a pour but à la fois d'assurer à l'état le concours d'hommes consommés dans les affaires et de recruter des aptitudes nouvelles. C'est une initiation gratuite par laquelle le gouvernement éprouve et forme des talens qui doivent trouver plus tard leur application et leur emploi. On a pu quelquefois abuser de l'institution; son esprit n'en est pas moins libéral. Par la même ordonnance, les auditeurs sont divisés en deux classes, dont la première ne peut en comprendre plus de quarante. Tout auditeur qui, après six ans, n'aura pas été placé dans le service public, cessera de faire partie du conseil d'état. Enfin l'ordonnance rétablit le comité de législation et reconstitue le comité du contentieux. On ne peut douter qu'elle n'ait été rédigée dans les meilleures intentions, et dans le désir de rehausser encore l'importance du conseil d'état; mais on n'a pas assez réfléchi aux inconvéniens que présente la répétition fréquente de ces reconstitutions systématiques qui ébranlent plutôt les institutions qu'elles ne les améliorent, qui semblent mettre en question les droits acquis, et troublent même la sécurité de l'avenir, car le présent qu'on fonde ainsi ne semble pas plus assuré que le passé qu'on efface. C'est à la vue de ces improvisations continuelles dans l'ordre législatif et administratif, que l'Europe se met à penser que nous ne pouvons rien fonder ni conserver, d'autant plus que nos manies de réforme sont déclamatoires et bavardes, et qu'ainsi notre régime de discussion et de publicité, où nous puiserions de la force, si nous savions en user avec sagesse et modération, devient, par l'abus que nous en faisons, une cause incessante d'affaiblissement.

C'est ainsi que nous voyons encore beaucoup d'intérêts effrayés par la publicité donnée à l'existence d'une commission chargée d'examiner toutes les questions relatives à la création et à la transmission des offices. D'abord, il n'y avait pas lieu à nommer une commission; les ministres s'instruisent mieux en consultant particulièrement les hommes compétens qu'en les mettant en présence, car souvent ils les annulent en les réunissant. Mais il fallait surtout se garder d'attirer avant le temps sur ces points délicats l'attention publique, et de jeter ainsi l'alarme dans les esprits et dans les intérêts. Les journaux se sont mis à déclamer contre la *vénalité des charges*, on s'est pris à faire des

recherches historiques sur ce qui se passait dans l'ancienne monarchie, pour en tirer des argumens favorables ou contraires à ce qui se pratique aujourd'hui. Pourquoi donc tant de bruit? S'il y a eu des abus dans les transactions dont les charges ont été l'objet, la magistrature n'est-elle pas là pour les réprimer? Tous les traités ne doivent-ils pas passer sous les yeux de l'autorité judiciaire? Pour tout ce qui concerne les offices ministériels, le garde-des-sceaux n'est-il pas juge en dernier ressort? La législation et la pratique actuelles suffisent donc à la répression des abus, et il n'y a aucune raison de toucher aux bases mêmes des lois en vigueur. C'est en 1816 que la restauration assura aux possesseurs de charges la faculté de les transmettre. La loi de finances du 28 avril 1816 appurait le passé, régularisait le présent, pourvoyait à l'avenir. Elle contenait le budget de 1814, celui de 1815, l'acquittement de l'arriéré, établissait le budget de 1816, modifiait, pour les augmenter, les droits d'enregistrement, d'hypothèque, de timbre, statuait sur les traitemens et le cumul, régularisait l'existence de la caisse d'amortissement, exigeait de plusieurs comptables du Trésor et des officiers ministériels un supplément de cautionnement, et, par compensation, stipulait en faveur de ces derniers ce qui suit : « Les avocats à la cour de cassation, notaires, avoués, greffiers, huissiers, agens de change, courtiers, commissaires-priseurs, pourront présenter à l'agrément du roi des successeurs, pourvu qu'ils réunissent les qualités exigées par les lois. Cette faculté n'aura pas lieu pour les titulaires destitués. Il sera statué par une loi particulière sur l'exécution de cette disposition et sur les moyens d'en faire jouir les héritiers ou ayant cause desdits officiers. Cette faculté de présenter des successeurs ne déroge point au surplus au droit du roi de réduire le nombre desdits fonctionnaires, notamment celui des notaires, dans les cas prévus par la loi du 25 ventôse an XI sur le notariat. » (Art. 91 de la loi de finances du 28 avril 1816.) La restauration ne pouvait rien faire de plus favorable aux classes moyennes, à la démocratie bourgeoise, que de créer ainsi une nouvelle espèce de propriété. Un journal de l'opposition a prononcé le mot de *fief industriel;* il ne s'est pas aperçu que sa réprobation étourdie tombait sur un des élémens de la richesse démocratique. Il peut être nécessaire de faire une loi réglementaire de la faculté de transmission accordée par l'article 91, comme l'ont demandé quelques pétitionnaires à la chambre des pairs. Un tel projet présenté aux chambres n'aurait aucun inconvénient, puisqu'il mettrait à côté de la répression des abus la reconnaissance expresse des droits et des intérêts légitimes.

Les dernières nominations enregistrées par *le Moniteur* montrent combien le ministère s'attache à tenir la balance égale entre les deux anciens partis de la chambre. Il réintègre M. Persil, il nomme M. Mottet. Mais ce petit jeu de bascule n'est pas toujours facile. Le cabinet soutiendra-t-il dans sa réélection M. Tournouër, nommé récemment conseiller-d'état? pourra-t-il refuser son appui à son concurrent, M. Muteau, qui faisait partie des 213? Chaque nomition devient un embarras, parce qu'on y cherche toujours un sens politique.

Aussi la difficulté de s'entendre a-t-elle fait ajourner la promotion de quelques maîtres des requêtes en service ordinaire, et il n'est pas probable que le garde-des-sceaux rapporte, à cet égard, rien de terminé, de Fontainebleau, où les ministres se rendent tour à tour. Il paraît que le séjour en est fort brillant. M. Molé y va passer quelques jours. Peut-être à Fontainebleau certains rapprochemens ne paraîtront pas aussi monstrueux que veulent bien le dire quelques organes de la presse. — Le but que des journaux ont prêté à un voyage de M. le duc Decazes en Espagne est loin d'être vrai. Ce n'est pas du côté de la Péninsule, à ce qu'il semble, que M. le duc de Nemours trouvera une alliance; on a prononcé dans quelques salons le nom d'une jeune princesse allemande.

Tout ce qui vient de se passer en Espagne est naturellement l'objet des conversations des hommes politiques : on se demande quelle est la part que peut revendiquer dans ce dénouement chacun des ministères qui se sont succédés depuis trois ans. Personne ne met en doute que la politique interventioniste de M. Thiers, bien qu'elle n'ait pas été appliquée par cet homme d'état comme il l'entendait, ait puissamment contribué aux progrès et aux triomphes de la cause constitutionnelle; elle a donné du courage aux défenseurs du gouvernement représentatif en montrant la France toujours au moment de tirer elle-même l'épée contre don Carlos. Les partisans de cette politique ne peuvent, malgré l'évènement, s'empêcher de regretter qu'on ne se soit pas déterminé, et qu'on ait perdu cette occasion de faire assez facilement de la grandeur et de la gloire. Le cabinet du 15 avril, que tenait en haleine l'opposition de M. Thiers, a donné à la quadruple alliance toute l'extension possible, sauf l'assistance personnelle et armée de la France, et il peut se féliciter d'un évènement dont il n'a jamais désespéré. Le cabinet du 12 mai a l'insigne fortune de recueillir tous ces résultats, préparés depuis trois ans; mais sa vigilance et sa promptitude ont-elles été en proportion de son bonheur? L'Angleterre n'a pas cessé d'avoir des agens auprès d'Espartero : depuis plusieurs mois, lord John Hay voyageait sans relâche du camp de Maroto à celui d'Espartero. Cependant *le Moniteur* n'a annoncé l'envoi de trois officiers français auprès d'Espartero qu'après la transaction de Maroto. Depuis, il est vrai, le ministère, comme pour regagner le temps perdu, a multiplié ses agens; il a voulu en envoyer auprès d'Élio, puis auprès de Cabrera, pour le camp duquel un émissaire est, dit-on, en route en ce moment.

Au surplus, la solution si complète qu'ont reçue les affaires d'Espagne, s'explique surtout par le caractère des deux hommes qui y ont joué le principal rôle, don Carlos et le général Maroto. On a souvent parlé de l'incapacité de don Carlos, et les derniers évènemens la prouvent assez. Mais les détails que donnent, sur le prétendant, ceux qui l'ont approché pendant la guerre qui vient de finir, dépassent toutes les idées qu'on pouvait s'en faire. Le sentiment profond de la nullité de ce prince avait pénétré jusque dans l'inimitié de sa petite cour. Le gouverneur même de ses enfans ne craignait pas de désespérer hautement d'une cause qui avait pour chef un tel personnage. Pour comble de dis-

grace, don Carlos avait pour général en chef un homme que n'avait pas attiré vers lui le culte superstitieux de la légitimité, mais que l'ambition avait amené sous ses drapeaux; un homme d'un caractère énergique, d'une grande habileté, et joignant à des passions vives une dissimulation profonde. Maroto, que jugera l'histoire, et qui rappelle un peu ces physionomies machiavéliques de la fin du xve siècle, reconnut bientôt qu'avec don Carlos il n'y avait pas de succès possible, et qu'on ensanglanterait l'Espagne en pure perte. Ses rapports et ses conférences avec le général Harispe prouvent que dès 1836 il savait à quoi s'en tenir sur le caractère et l'entourage du prétendant, et sur l'issue de la lutte. Son plus vif désir eût été qu'une intervention française vînt lui offrir une occasion honorable de mettre bas les armes. Dès qu'il sentit qu'il fallait renoncer à l'espérance de voir finir la guerre civile par l'apparition du drapeau français, il résolut de terminer lui-même une insurrection qui lui parut coupable et insensée dès qu'il l'eut jugée impuissante. Il comprit qu'avec quelques moines il ne relèverait jamais la royauté de don Carlos; il reconnut que les populations n'avaient jamais eu d'autre intérêt réel dans la lutte que le maintien de leurs franchises et de leurs *fueros*, et il prépara de longue main l'œuvre d'une pacification. Par le coup d'Estella, il ôta à don Carlos ses plus fidèles amis, et il l'avilit en lui arrachant l'approbation de sa sanglante conduite. Depuis cette époque, le prétendant ne voyait plus qu'en tremblant Maroto à ses côtés, il avait enfin deviné les dispositions secrètes de son général; mais il n'osait pas le frapper, et, comme fasciné par son ascendant, il attendit son sort, sans rien tenter pour son salut ou sa vengeance. Maroto, qui avait ses soldats pour complices, put enfin signer avec le général en chef de l'armée constitutionnelle la pacification de son pays. Encore une fois, l'histoire prononcera en dernier ressort sur le caractère, les talens et l'action de ce général, qu'on prendrait volontiers pour un contemporain de Philippe II; nous avons voulu seulement, au moment où tant de gens déclament à côté des faits, les rétablir et les expliquer.

Maintenant qu'elle est pacifiée, l'Espagne doit appeler nécessairement notre influence et notre commerce, quand elle n'aurait d'autre but que de payer moins cher les services de l'Angleterre, en lui opposant la concurrence de la France. Ce calcul politique n'a rien qui doive étonner; c'est à nous d'en recueillir les fruits. Mais nous pouvons aussi compter sur les sympathies de l'Espagne; sa population et ses hommes d'élite aiment la France. Son ambassadeur à Paris, M. de Miraflorès, est zélé pour les intérêts français, parce qu'il sent qu'ils se confondent avec ceux de son pays. Si un traité de commerce n'assure pas déjà des avantages particuliers à l'Angleterre, il faut peut-être en savoir gré à cet ambassadeur, lié avec quelques-uns des principaux partisans de la politique interventioniste. Si l'Espagne est habilement représentée à Paris, nous envoyons aussi à Madrid un diplomate tout-à-fait capable de nous servir, et il faut louer le cabinet du 12 mai du choix de M. de Rumigny. L'enthousiasme affectueux avec lequel a été accueilli dans les provinces espagnoles ce

représentant du nom français est d'un heureux augure. En arrivant à Madrid, M. de Rumigny trouvera des dispositions bienveillantes dont son expérience saura tirer parti pour réparer les fautes qui auraient pu être commises par lenteur ou par imprévoyance.

Nous remarquons avec plaisir que le ministère a eu la main heureuse dans ses choix diplomatiques. Notre nouvel ambassadeur à Constantinople est un homme de haute distinction qui n'arrive à ce poste éminent qu'à travers une carrière pleine de bons services et de circonstances honorables. M. Édouard Pontois a fait la campagne de Russie comme officier attaché à l'état-major de la garde. Il dut à son énergie morale de ne pas succomber dans la retraite, mais il fut fait prisonnier à Kœnigsberg, au retour de Moscou. Rendu par la paix à son pays, il entra dans les bureaux des affaires étrangères; il dut à sa capacité un avancement rapide, car, en 1818, il devint le secrétaire intime du chef de la division politique, c'est-à-dire que dès-lors il fit partie du petit nombre des personnes admises à la véritable connaissance des affaires, et auxquelles cette position permet d'en embrasser l'ensemble. Il accompagna son chef et les ministres plénipotentiaires aux congrès d'Aix-la-Chapelle, de Troppau, de Laybach et de Vérone Aussi est-il un de nos agens qui connaît le mieux le corps diplomatique, et l'on voit combien étaient mal informés ceux qui l'ont représenté comme entièrement neuf dans la pratique des hommes et des choses. En 1826, il fut nommé premier secrétaire de légation à Rio de Janeiro; plus tard, il fut chargé d'affaires à la même résidence. C'est au Brésil qu'il eut l'occasion de venir généreusement en aide à George Farcy, que lui avait recommandé M. de Rémusat. Ce jeune écrivain, qui devait trouver dans les journées de juillet une mort si glorieuse, ne savait comment retourner en France; plein de confiance dans le noble caractère de M. Pontois, il lui avoua sa détresse. « Disposez de ma bourse, lui dit M. Pontois, qui n'avait pas attendu cette confidence pour lui rendre déjà quelques services; vous me rendrez cela quand vous serez riche. » Ce fait n'a été révélé que par la publication de quelques papiers de Farcy. De retour en congé en 1833, M. Pontois eut à Londres un intérim de chargé d'affaires; c'est à cette époque que le roi, qui lisait attentivement la correspondance de M. Pontois, apprit et apprécia ce qu'il pouvait valoir. Il semblait dès-lors que M. Pontois ne devait plus retourner au Brésil; mais les négocians français établis à Rio-Janeiro s'étaient si bien trouvés du zèle et de la fermeté avec laquelle il avait défendu leurs intérêts, qu'ils avaient écrit à son insu au ministre des affaires étrangères pour demander son renvoi au Brésil avec le titre de ministre. Effectivement M. Pontois revit encore une fois Rio-Janeiro. C'est de là qu'en 1835 il passa à Washington. On le regardait comme plus capable que personne de rétablir convenablement nos rapports avec cette république. Si, en ce moment, M. Pontois part pour Constantinople, il ne le doit pas à l'amitié de M. Sébastiani, qu'il connaît à peine, mais plutôt à l'antipathie de ce dernier pour M. Bois-Le-Comte. En effet, le général Sébastiani, dans son séjour à Eu, a réussi à écarter M. Bois-Le-Comte

du poste de Constantinople; il n'a même pas craint de s'en vanter à Londres dans les cercles diplomatiques. Voilà pourquoi les feuilles anglaises annonçaient, le 10 septembre, une nomination qui n'avait été signée que le 9. Si M. Sébastiani a nommé M. Pontois au roi, c'est qu'il fallait bien nommer quelqu'un pour donner plus sûrement l'exclusion à M. Bois-Le-Comte. M. Pontois ne songeait nullement à remplacer l'amiral Roussin; il s'occupait, pendant son congé, à négocier avec l'envoyé du Texas un traité d'alliance et de commerce, aidant ainsi de son expérience M. Cunin-Gridaine. Il va se trouver d'emblée, en Orient, en pays de connaissance, car il a beaucoup vu au Brésil lord Ponsonby.

Le nouvel ambassadeur n'aura pas trop de tous ses avantages pour lutter contre les difficultés qui l'attendent. Il prendra nécessairement une autre attitude que celle de l'amiral Roussin, qui paraît s'être conduit dans ces derniers temps avec une impétuosité peu diplomatique; les instructions qu'il emporte sont aussi plus détaillées. Combien il est à désirer pour l'honneur de la France qu'elle trouve dans cette grande affaire de l'Orient une politique digne d'elle! Pourquoi donc n'a-t-elle pas terminé la querelle entre Constantinople et Alexandrie, après l'envoi à Méhémet-Ali du *kiaia* qui était chargé de lui offrir l'hérédité de l'Egypte comme souveraineté et celle de la Syrie comme pachalic? Comment le ministère a-t-il pu caresser l'idée d'une conférence à Vienne, et perdre l'avantage d'une action prompte et indépendante? Cependant l'Angleterre et la Russie semblent se rapprocher. Nous croyons peu, sans doute, à la sincérité de ces démonstrations entre Londres et Saint-Pétersbourg; il est facile de comprendre le jeu de l'Angleterre, qui veut stimuler la France en l'inquiétant un peu, et le calcul de la Russie, qui désire à la fois provoquer en Orient un mouvement quelconque, auquel elle croit de toute façon gagner quelque chose, et ébranler en Europe le crédit de l'alliance anglo-française. Ces politesses mutuelles des deux diplomaties russe et britannique n'auraient rien de bien dangereux, si l'on pouvait reconnaître dans notre cabinet une politique ferme et résolue, une marche franche vers un but précis. Si la bataille de Nézib eût trouvé aux affaires l'ancien président du 15 avril, il est permis de penser que la solution du problème devant lequel on est en échec serait aujourd'hui, sinon complète, du moins bien avancée. M. Molé n'a jamais caché sa pensée de reconnaître, quand on jugerait le moment venu, l'indépendance entière du pacha, et de s'en faire un allié, tant contre la Russie, qui tôt ou tard dominera tout-à-fait à Constantinople, que contre l'Angleterre, qui peut vouloir nous combattre un jour dans la Méditerranée. Au contraire, la politique du cabinet actuel semble indécise; elle a perdu du temps, elle est obligée de revenir sur ses pas et de réparer les erreurs dans lesquelles elle est tombée. Ce n'est pas que le chef du ministère, M. le maréchal Soult, ne consacre à son département et aux affaires l'application soutenue d'un esprit peu vulgaire; il est même remarquable qu'une organisation qu'on aurait pu croire fatiguée par de si longs travaux militaires, se retrouve souple, laborieuse et

capable de nouvelles études. Le maréchal, au milieu des plaisirs d'esprit que lui cause l'intelligence de choses qu'il n'avait pas spécialement étudiées jusqu'alors, s'est écrié, dit-on : « J'étais né pour la diplomatie! » Cela peut être vrai, car les esprits bien doués se découvrent des dons nouveaux à mesure qu'ils se livrent à des applications nouvelles; mais quelque effort, quelque bonne volonté qu'on y mette, on ne peut cependant suppléer à toute une carrière distraite de la diplomatie par le métier de la guerre, et l'on est heureux de pouvoir s'en consoler en songeant qu'on reste le premier soldat d'un pays qui s'appelle la France.

La réception d'un drame de George Sand, au Théâtre-Français, a ému, ces derniers jours, le monde littéraire. C'est avec une joie sincère que nous voyons notre célèbre écrivain s'essayer dans une voie nouvelle. Serait-il réservé à la plume qui, en traçant les ravissantes figures d'Indiana et de Valentine, a renouvelé le roman, d'opérer une diversion imprévue au théâtre? On pent être certain, en effet, que l'auteur de tant de créations diverses n'apportera pas seulement à la scène de brillantes théories, d'ambitieuses préfaces, mais une intelligence fortifiée par l'étude, une imagination éclairée par l'expérience, et aussi un intinct dramatique tout trouvé. Tandis que la plupart de nos écrivains, entourés de hérauts officieux, ou quittant l'œuvre du romancier pour les subtiles déclamations de la cour d'assises, s'efforcent d'attirer, par les moyens les plus étranges, l'attention du public qu'ils ne réussissent qu'à lasser, George Sand continue, dans l'indépendance de sa pensée, à pratiquer l'art selon l'idée élevée qu'il en a conçue. Au lieu de se renfermer dans le culte étroit de sa personnalité, au lieu de s'enivrer des frivoles hommages du feuilleton quotidien, le poète s'est appliqué sans cesse à s'ouvrir des routes nouvelles et à reculer l'horizon de ses fantaisies. Aujourd'hui qu'il se produit dans une forme populaire et accessible à tous, sa tentative excite tout d'abord l'intérêt universel.

V. de Mars.